

| | |
|--|----|
| 1 mars 2017 revue de presse | 3 |
| 1 mars 2017 revue thématique DD | 6 |
| 2 mars 2017 revue de presse | 8 |
| 2 mars 2017 rubrique nécrologique | 10 |
| 2 mars 2017 revue thématique DD | 11 |
| 3 mars 2017 revue thématique DD | 18 |
| 3 mars 2017 revue de presse | 21 |
| 4 au 6 mars 2017 revue de presse | 22 |
| 4 au 6 mars 2017 rubrique nécrologique | 28 |
| 4 au 6 mars 2017 revue thématique DD | 30 |
| 7 mars 2017 revue thématique DD | 32 |
| 7 mars 2017 revue de presse | 33 |
| 8 mars 2017 rubrique nécrologique | 40 |
| 8 mars 2017 revue thématique DD | 41 |
| 8 mars 2017 revue de presse | 42 |
| 9 mars 2017 revue de presse | 43 |
| 9 mars 2017 revue thématique DD | 44 |
| 10 mars 2017 revue thématique DD | 47 |
| 10 mars 2017 revue de presse (1) | 50 |
| 11 au 14 mars 2017 revue de presse | 52 |
| 11 au 14 mars 2017 revue thématique DD | 59 |
| 15 mars 2017 revue de presse | 64 |
| 15 mars 2017 revue thématique DD | 66 |
| 16 mars 2017 revue de presse | 69 |
| 16 mars 2017 revue thématique DD | 70 |
| 17 mars 2017 revue de presse | 72 |
| 17 mars 2017 revue thématique DD | 74 |
| 18 au 20 mars 2017 revue de presse | 75 |
| 18 au 20 mars 2017 revue thématique DD | 83 |
| 21 mars 2017 revue de presse | 84 |
| 21 mars 2017 revue thématique DD | 87 |
| 22 mars 2017 revue de presse | 90 |
| 22 mars 2017 revue thématique DD | 92 |

| | |
|--|-----|
| 23 mars 2017 revue de presse | 94 |
| 23 mars 2017 revue thématique DD | 96 |
| 24 au 27 mars 2017 revue de presse | 98 |
| 24 au 27 mars 2017 revue thématique DD | 107 |
| 28 mars 2017 revue de presse | 108 |
| 28 mars 2017 revue thématique DD | 110 |
| 29 mars 2017 revue de presse | 113 |
| 29 mars 2017 revue thématique DD | 114 |
| 30 mars 2017 revue de presse | 115 |
| 30 mars 2017 revue thématique DD | 117 |
| 31 mars 2017 revue de presse | 119 |
| 31 mars 2017 revue thématique DD | 120 |

SAINT-JEAN

28 FEV. 2017

Inscriptions vide-greniers

Les inscriptions au vide-greniers du 21 mai organisé par le BMSJ Foot et le Net's Basket sont ouvertes. Les bulletins d'inscriptions sont disponibles en mairie et les inscriptions se feront au club house du football (impasse Roger-Pujol) les samedis 4 mars, 1^{er} et 29 avril prochains de 9 heures à 12 h 30.

SAINT-JEAN

01 MARS 2017

Handball : un sans-faute pour les féminines

Décidément, le club de handball fait montre d'une sacrée motivation. Et d'une non moins grande envie de donner le meilleur de lui-même. Huit matches étaient au programme du week-end du HBCSJ, tous joués à l'extérieur. Si ces déplacements ont été un peu compliqués pour les masculins, ils ne l'ont pas été pour les féminines qui ont réalisé un sans-faute !

Les seniors filles ont gagné 20 contre 17 à Colomiers. Après la déception du week-end précédent, et leur défaite en 16^e de finale de la Coupe de France, les seniors filles relèvent la tête et restent 1^{res} invaincues de la poule Pré-Région du Championnat Territorial 31.

Les seniors garçons 1 ont été défaits par Condom, 30-26 (poule Pré-Région - Championnat Territorial 82). Les seniors garçons ont été défaits 34-32 à Ciel (poule Excellence - Championnat Territorial 31). Chez les jeunes, les -18 filles : victoire 30-



L'équipe des -18 filles, encore victorieuses samedi.

24 à Revel/Castelnaudary. Les -18 filles restent 1^{res} invaincues de la poule 4 du Championnat Régional Honneur Midi-Pyrénées. Les -13 filles : victoire 18-12 au TFH. Les -13 Filles restent 1^{res} invaincues de la poule

Honneur du Championnat Départemental 31. Les -11 Filles : victoire 11-10 à Villefranche-de-Lauragais (poule Honneur C - Championnat Départemental 31). Défaites des -13 garçons et des -11 garçons.



LA DOSE FAIT LE POISON

« C'est la dose qui fait le poison » avertissait Paracelse, qui fut l'un des pionniers de la médecine au XVI^e siècle. Justement, le hic avec les perturbateurs endocriniens, c'est qu'ils nous tombent dessus par tous les pores. Ceux qui se cachent dans les cosmétiques pénètrent par la peau, ceux que l'on trouve dans les produits d'entretien s'engouffrent dans nos poumons. Nous en gobons dans les médicaments et en tétos dans les biberons au bisphénol... On se demande même ce qui peut se cacher dans nos suppositoires. La dose de Paracelse est largement dépassée, nous baignons dans les poisons. Même les écolos, Hulot ou Bové ont le cheveu contaminé ! Les effets à long terme de cette immersion quotidienne ? Malformations génitales, augmentation de certains cancers, obésité, perte de fertilité, pubertés précoces... Alors, évidemment, avec sept milliards d'humains sur la planète, le risque d'extinction de l'espèce peut paraître lointain, mais qui dit que nous n'assisterons pas un jour au crépuscule des bébés ?

Que l'Europe ait décidé de réagir est une bonne nouvelle. Elle ne le fait d'ailleurs que sous la pression des associations et d'une opinion publique qui voit sous ses yeux se manifester ces effets délétères. Et il n'est pas facile pour les élus européens d'établir des règles fermes, tant les pressions des lobbies de l'industrie chimique sont nombreuses. On assiste donc là à la vieille opposition entre le pot de terre

(garanti sans phthalate) et le pot de fer (renforcé au bisphénol).

Il faut être réaliste. La plupart des produits qui contiennent ces agents surnomés ont amélioré notre quotidien. Et c'est justement pour cette raison que nous en consommons autant. On ne pourra pas se passer du jour au lendemain ni de l'industrie chimique, ni de l'industrie pharmaceutique. L'une comme l'autre resteront encore indispensables pendant de très longues années.

Cela dit, le progrès n'est véritablement le progrès que s'il est raisonné ou raisonnable. Là encore, il s'agit d'ajuster le curseur au bon endroit. Ni du côté de ceux qui veulent commercialiser à tout prix des produits qui rapportent beaucoup d'argent, et peu importe leur nocivité. Ni du côté de ceux qui sont prêts à revenir du temps de Paracelse, où l'on se soignait à coups de saignées et de tisanes.

En revanche, on peut parfaitement logner du côté de nos grands-mères, pour redécouvrir le vinaigre blanc, le bicarbonate de soude et le savon noir pour nettoyer la maison, bannir les « substances préoccupantes » de nos trousseaux de toilette ou de maquillage, préférer les emballages en verre à ceux en plastique, et opter pour une alimentation plus naturelle.

Pour que l'on se débarrasse au plus vite de ces poisons du quotidien, il faut effectivement que l'Europe s'en mêle. Les citoyens aussi.

Perturbateurs endocriniens : le bras de fer

l'essentiel

Quelques pays, dont la France, ont fait échouer hier le projet de la Commission européenne visant à définir et réglementer les perturbateurs endocriniens en Europe. Un texte qui faisait bondir scientifiques et associations écologiques.

finition des perturbateurs a perduré jusqu'à la mi-2016, jusqu'à ce que la Commission propose donc aux Etats des règles qui font bondir aujourd'hui l'Endocrine Society – une société savante qui rassemble quelque 18 000 chercheurs et cliniciens spécialistes du système hormonal. Quelques Etats européens se sont élevés contre ce projet, et ont voté contre hier : la Suède, le Danemark, et la France.

C'est encore raté. Et pour une fois, on peut se féliciter qu'un projet n'aboutisse pas. En l'occurrence, celui porté par la Commission européenne qui faisait voter ses Etats membres hier – après un premier échec le 21 décembre – pour adopter une définition commune des perturbateurs endocriniens (PE). Ces produits chimiques qui bouleversent nos organismes et notre santé. Suite à un vote du Parlement européen en 2009 sur les pesticides cancérigènes et les perturbateurs endocriniens, la Commission avait jusqu'à fin décembre 2013 pour se mettre d'accord sur une définition scientifique et des critères permettant de caractériser les perturbateurs endocriniens. Mais le feuillet n'a depuis cessé de rebondir, notamment sous la pression des lobbies de l'industrie chimique, entre étude d'impact économique et plainte devant la Cour de Justice européenne. Car les lobbies à l'œuvre sont parmi les plus puissants à Bruxelles, à commencer par le Cefic, le conseil européen de l'industrie chimique, qui dispose d'un budget annuel de 40 millions d'euros et de plus de 150 employés.

La France à la pointe de la contestation

La ministre de l'Ecologie, Ségolène Royal, est à la pointe dans ce bras de fer. Elle a regretté hier que « la définition modifiée par la Commission ne soit toujours pas acceptable », et que les demandes de la France – « prendre en compte les perturbateurs endocriniens présumés et pas seulement avérés, et tenir compte de la plausibilité des effets sur santé de ces substances » – ne soient toujours pas intégrées.

L'ONG environnementale Générations Futures s'est félicitée de ce « nouveau revers » de la Commission, se demandant si celle-ci allait « enfin comprendre » ou

Car les lobbies à l'œuvre sont parmi les plus puissants à Bruxelles.

« continuer à n'écouter que le son de cloche des lobbies de l'agrochimie ? ». Dans un autre domaine, des révélations la semaine dernière ont démontré des liens étroits entre les experts européens mandatés par la Commission pour définir les limites d'exposition des travailleurs aux substances cancérigènes (100 000 morts par an) et les industriels en cause. De quoi être peu rassuré quant à l'avenir du texte sur les perturbateurs endocriniens.

Olivier Auradou
@oli_aur

ELYSEE 2017

CE QUE PROPOSENT LES CANDIDATS

C'est notamment par l'entremise de Benoît Hamon, que les perturbateurs endocriniens sont venus... perturber la campagne. Et il semblerait que le sujet soit sensible pour les électeurs. Selon un sondage Odoxa pour France Inter publié la semaine dernière, les perturbateurs endocriniens inquiètent 70 % des Français : c'est la troisième préoccupation de santé publique derrière la pollution de l'air et la lutte contre le tabac, et devant les problématiques de toxicomanie et d'alcoolisme.

Le candidat socialiste est donc le plus offensif sur ce thème. Il veut interdire, en vertu du « principe de précaution », les perturbateurs endocriniens, nanoparticules et pesticides dangereux dans l'alimentation. Et « pour que [cette interdiction] ne mette pas en danger nos agriculteurs », il a promis d'interdire l'importation de « produits fabriqués avec ces mêmes pesticides ».

Ses concurrents sont moins disert sur le sujet. Du côté d'Emmanuel Macron, on défend « l'interdiction progressive de certains perturbateurs », mais on estime en pa-



Le candidat socialiste le plus offensif sur ce thème. / AFP

Après l'élection de Donald Trump, le candidat d'En Marche I avait appelé les scientifiques américains œuvrant dans les secteurs de l'écologie, des perturbateurs endocriniens et des énergies renouvelables, à rejoindre l'Hexagone : « Vous aurez, à partir de mai prochain, une terre patrie et ce sera la France. »

Chez François Fillon, si le chapitre « Environnement et santé publique » du programme n'est pas encore bouché, ses orientations ne rassurent guère les associations écologistes. Voici ce qu'il répondait, alors qu'il était en

qu'on arrête de généraliser le discours sur les produits phytosanitaires et que l'on parle de chaque produit individuellement. Il y a des produits offensifs, il y en a d'autres dont la dangerosité a été prouvée. Etablissons une échelle de risque et trouvons les réponses appropriées, sans tomber dans la réglementation administrative. »

Chez Marine Le Pen, on met en avant un nécessaire Brexit (une sortie de la France de l'Union européenne, par analogie avec le Brexit anglais) pour se protéger des perturbateurs endocriniens : « Il est clair que la protection du vivant et des consommateurs ne peut se faire dans le cadre de l'Union Européenne » pouvait-on lire sur le site du FN fin décembre.

De l'autre côté de l'échiquier politique, Jean-Luc Mélenchon assure avoir opéré une véritable mue verte. Mais pour l'instant, pas de trace des perturbateurs endocriniens dans son programme. Sur France Inter, son équipe expliquait hier vouloir « réglementer très sévèrement les produits qui contiennent des per-

TOUTE L'INFO TOUT LE TEMPS, PARTOUT !

LE JOURNAL PAPIER

livré à domicile

L'OFFRE PREMIUM

- Accès à toutes les éditions départementales du journal numérique dès 4h du matin
- Tous les contenus de ladepeche.fr en illimité sur ordinateur, tablette, mobile
- Le flash info vidéo quotidien dès 18h30
- Et toujours les avantages du Club Abonnés...

DEVEZ-VOUS AUSSI UN LECTEUR PRIVILÉGIÉ !

Pour toute information contactez le 09 70 80 80 81 (Appel non surtaxé, coût d'un appel local) et par mail à depecheabos@ladepeche.fr

Découvrez toutes nos offres sur clubabonnes.ladepeche.fr

BIEN PLUS QU'UN ABONNEMENT !

-31%

SOIT 319€ au lieu de 476-20€

Votre abonnement

312 numéros au journal papier du lundi au samedi

+ Accès gratuit et illimité à toutes les éditions numériques départementales et à tous les contenus de la depeche.fr

+ Les avantages et offres privilégiés du Club Abonnés

+ UN TÉLÉVISEUR ÉCRAN PLAT LED HD OCEANIC

BON DE COMMANDE ABONNEMENT

À retourner sans affranchir à : La Dépêche du Midi - Club Abonnés - Libre Réponse 56239 - 31089 TOULOUSE Cedex 9

Tél. : 09 70 80 80 81 (appel non surtaxé) - E-mail : depecheabos@ladepeche.fr

Je profite de l'offre abonnement : 312 numéros de La Dépêche du Midi papier du lundi au samedi pour 319€ et je reçois mon téléviseur écran plat LED HD Oceanic.

Nom : _____ Prénom : _____

N° : _____ Rue : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Tél. : _____

E-mail : _____

Je règle par : ☐ Chèque bancaire ou postal ☐ Carte bancaire

Type de carte bancaire : ☐ ☐ ☐

N° : _____

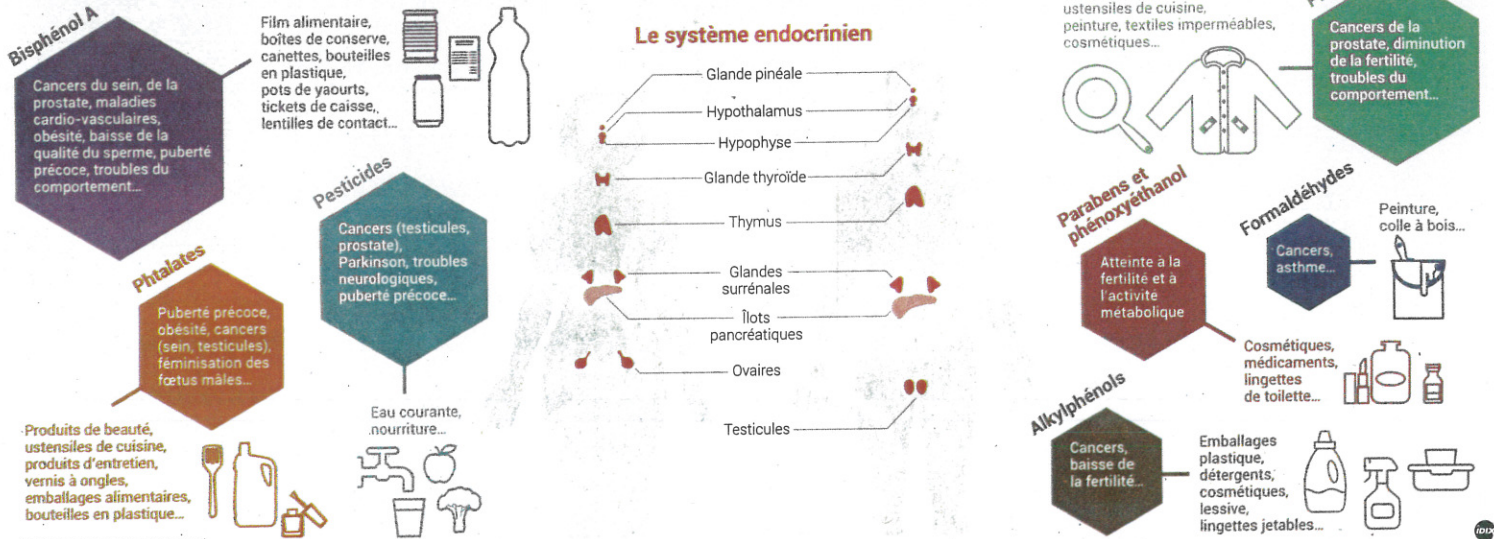
Expiré le : _____

3 derniers chiffres au dos de la carte : _____

Signature _____

Les perturbateurs endocriniens (PE)

« Substances susceptibles de modifier le fonctionnement des glandes endocrines, organes responsables de la sécrétion des hormones »



Source : Réseau environnement santé

LES 4 QUESTIONS QUE L'ON SE POSE

Qu'est-ce qu'un perturbateur endocrinien ?



Cette substance chimique est capable d'interagir avec le système hormonal des êtres vivants, notamment avec le métabolisme ou les fonctions reproductrices, et est étroitement liée à une multitude de maladies courantes (voir interview ci-dessous). Pour l'Organisation mondiale de la santé, c'est une « substance ou mélange exogène, possédant des propriétés susceptibles d'induire une perturbation endocrinienne dans un organisme intact, chez ses descendants ou au sein de sous-populations ». Cette dernière définition fait aujourd'hui consensus chez les scientifiques. De plus, il est important de noter que la dose de perturbateurs endocriniens dans l'organisme ne compte pas, puisque, même à doses extrêmement faibles, leurs effets sont dévastateurs.

Où les trouve-t-on ces substances chimiques ?



Pour faire court : partout. Ces composés sont aussi bien présents dans les produits manufacturés que les aliments d'origine végétale ou animale. Cosmétiques, produits d'hygiène, médicaments, plastiques, jouets, emballages alimentaires, résidus de pesticides dans nos assiettes... Ils sont omniprésents. En 2016, l'UFC-Que choisir a par exemple publié une liste de 185 cosmétiques contenant des « substances indésirables ». Et en 2017, la liste a plus que doublé pour atteindre près de 400 produits qui contiennent une proportion importante de perturbateurs endocriniens. Pire encore : ces derniers infiltrent le sol, l'eau et l'air pendant de longues années après avoir été produits. Ainsi, il est presque impossible de les éviter. L'ONG Générations Futures a même demandé à sept personnalités du monde de l'écologie de lui confier une mèche de cheveux pour analyse. Résultat : un cocktail de 36 à 68 perturbateurs endocriniens par personne a été détecté. Ainsi, même des personnes qui font attention à ce qu'elles mangent et à l'environnement dans lequel elles vivent sont exposées à ces dangereux polluants.

Comment s'en prémunir ?



À l'heure actuelle, sans une réglementation adéquate, c'est quasiment impossible. « Il faut absolument qu'un texte soit adopté pour supprimer ce qui est suspensif, et notamment les pesticides, qui représentent 50 % des perturbateurs endocriniens », appuie Charles Sultan, professeur d'endocrinologie pédiatrique au CHU de Montpellier. De plus, une fois les substances chimiques passées dans le sang, elles y persistent près de trois mois, puis laissent une trace indélébile dans l'organisme. L'exposition des individus n'est donc pas uniforme et dépend considérablement de l'environnement dans lequel ils évoluent et ont évolué. Difficile donc, de s'en prémunir. En décembre, l'agence Santé Publique France a testé 4 000 femmes ayant accouché en 2011. Conclusion ? Près de 70 % d'entre elles possédaient des traces de bisphénol A, utilisé dans la fabrication de certains plastiques et résines, pourtant partiellement interdit dans l'Hexagone depuis 2010.

Quel rôle jouent les lobbies ?



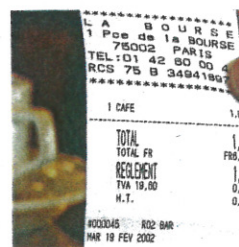
« Si vous demandez à l'industrie chimique ce qu'elle pense d'une réglementation, vous n'allez pas obtenir la même réponse que si vous demandez à un médecin, un universitaire ou un économiste qui n'aurait pas de liens d'intérêt avec l'industrie – ce qui est assez rare, malheureusement », cite Stéphane Horel dans son livre *Intoxication* paru en octobre 2015, et qui dénonce le poids des lobbies dans les décisions de Bruxelles. Enfin, pour Rémy Slama, directeur de recherches à l'Inserm, la charrue a clairement été mise avant les bœufs : « En 2009, le Parlement a voté la loi qui définit comment gérer les pesticides européens, mais sans avoir encore donné de définition précise aux perturbateurs endocriniens. C'est pourquoi cette définition est aujourd'hui torquée dans tous les sens par les uns et les autres, pour modifier dans un sens ou dans l'autre les effets de la loi sur l'interdiction des pesticides ».

Fleur Olagnier

BISPHÉNOL À LA CAISSE : LA DÉCOUVERTE DES TOULOUSAINS

Il y a déjà sept ans, une équipe de chercheurs de l'Institut national de recherche agronomique (Inra) de Toulouse découvrait que les perturbateurs endocriniens bisphénols A pouvaient se transmettre par simple contact avec la peau, notamment dans le cas des tickets de caisse manipulés à longueur de journée par les caissières dans les supermarchés.

Après des études menées sur de la peau de porc, cette équipe toulousaine avait découvert que les bisphénols étaient aussi présents sous forme libre dans une grande partie des papiers thermiques. Autrement dit, les tickets de caisse ou de carte bleue contenaient une « assez grande quantité » de bisphénols



utilisés comme révélateur dans la coloration à l'impression. Les études ont montré que les deux tiers des bisphénols mis en contact avec la peau de porc traversaient la barrière cutanée et se retrouvaient dans l'organisme.

Ainsi, en août 2010, une équipe américaine de chercheurs rapportait que les niveaux résiduels de bisphénols A étaient plus importants dans l'organisme des hôtes de caisse. Sur un seul reçu, on pourrait trouver jusqu'à douze fois la dose plafond tolérée. Les factures contiennent ainsi mille fois plus de bisphénols A que les boîtes de conserve. Une vraie bombe à retardement en matière de santé publique. Déjà à l'époque, cette enquête mettait à mal les recommandations des agences sanitaires françaises ou européennes qui refusaient de se prononcer sur la dangerosité de ce nouveau mode de contamination, demandant que d'autres études soient lancées.

Recueilli par F.O.

expert

« À l'aube d'un véritable scandale sanitaire »



Charles Sultan, professeur d'endocrinologie pédiatrique au CHU de Montpellier et membre du groupe santé environnement

En quoi l'exposition aux perturbateurs endocriniens est-elle dangereuse ?

Ces produits chimiques sont capables d'altérer la synthèse ou l'action d'une hormone. Ce sont donc des substances qui perturbent l'équilibre endocrinien. Ainsi, elles favorisent le développement des cancers hormonaux-dépendants comme le cancer du sein, de la prostate, du testicule ou de l'ovaire. Par ailleurs, ces pro-

duits chimiques peuvent entraîner des malformations du pénis, une détérioration de la qualité spermatique, diminuer les défenses immunitaires et sont impliqués dans le développement de l'obésité chez l'enfant.

Quelles sont les catégories de personnes les plus touchées ?

Les femmes enceintes sont la population la plus vulnérable. En effet, une exposition aux perturbateurs endocriniens peut avoir des conséquences directes sur le fœtus. Par exemple, le développement du système nerveux peut être impacté, induisant une diminution de l'activité des neurones, des troubles psychomoteurs, plusieurs formes d'autisme ou encore de l'hyperactivité chez le futur bébé. En outre, les substances chimiques attaquent

directement les testicules ou les ovaires en formation, ce qui peut par la suite provoquer des troubles de la fertilité. Enfin, les perturbateurs endocriniens sont capables d'accélérer la puberté, notamment chez les filles car ils agissent directement sur les œstrogènes ; d'où un développement précoce de la glande mammaire chez les filles de 6 à 8 ans et même parfois l'arrivée prématurée des règles.

Comment contribuez-vous à la lutte contre ce fléau ?

Tout d'abord, je fais partie du groupe santé environnement (GSE) mis en place en octobre 2009 par les ministères de la Santé et du Développement durable, et présidé par le député de la Haute-Garonne Gérard Bapt. Nous travaillons sur les perturbateurs endocriniens pour ten-

ter d'apporter des recommandations aux pouvoirs publics. Je prépare également un rapport à la demande de la Société européenne de gynécologie pour protéger les femmes enceintes des conséquences dramatiques que peuvent avoir les produits chimiques sur leur grossesse.

Pourquoi est-il urgent d'agir ?

« Nous sommes à l'aube d'un véritable scandale sanitaire et économique. Si aucune mesure n'est prise dès maintenant, les autorités de soin ne pourront pas assumer tous les coûts des futurs traitements, de plus en plus nombreux. C'est pourquoi j'en reviens à la protection des femmes enceintes : si on protège les fœtus dès maintenant, c'est déjà une grande partie de la population qui sera sauvée. »

Indemnité pour aller au travail à vélo : ça démarre

01 MARS 2017



Toute entreprise peut verser une indemnité de 0,25 € du kilomètre à ses salariés qui viennent au travail à vélo. Mais elle n'est pas obligée de le faire. / Photo DDM Illustration, T. Bordas

repères

4

ENTREPRISES > octroient l'indemnité en Haute-Garonne. Il s'agit d'Inddigo, Cirso, Mercator Océan et l'Agence de l'Eau.

« J'ai reçu ma première indemnité kilométrique vélo sur mon bulletin de paie de janvier. Cela représente 16 €, plus 66 € de rattrapage depuis septembre ».

Sébastien **Bosvieux**, association « 2 Pieds 2 Roues »

l'essentiel ▼ Il reste du chemin à parcourir pour l'indemnité kilométrique Vélo. Non obligatoire, elle n'est versée à ses salariés que par une poignée d'entreprises en Haute-Garonne.

Entrée en vigueur il y a un an, en février 2016, l'indemnité kilométrique vélo patine encore. Verser 25 centimes par kilomètre parcouru, dans la limite de 200 € par an : c'est ce que le législateur a consenti pour indemniser les salariés qui se rendent au travail à vélo. Et encore, c'est une mesure non obligatoire.

Peu d'entreprises l'ont mise en place pour l'instant. La Haute-Garonne n'est ni en avance ni à

la traîne. Elle est dans la moyenne des départements français. C'est-à-dire très frileuse sur l'indemnité. Nous avons recensé quatre entreprises à l'avoir mise en place : le bureau d'études Inddigo, l'entreprise de guidage en mer Mercator Océan, et Cirso, une entreprise informatique toulousaine. Voilà pour le privé. Dans le public, en phase de test au niveau national, seule l'Agence de l'eau Adour-Garonne s'est jetée... à l'eau.

« Ça y est, nous sommes dans le concret. J'ai reçu ma première indemnité sur mon bulletin de paie de janvier, savoure quand même Sébastien Bosvieux, cycliste engagé dans l'Association « 2 Pieds 2 Roues ». Cela représente 16 € pour le mois de janvier, plus 66 € de rattrapage depuis septembre 2016. C'est modeste, mais je ne m'attendais pas à plus. L'indemnité est limitée à 200 € par an. Si je prenais en compte tous les kilomètres parcourus, je pourrais prétendre à 900 € ».

Les grandes entreprises tardent à se lancer, pour des raisons logistiques

Les grandes entreprises tardent à se lancer, pour des raisons logistiques. Les grandes entreprises comme Airbus, en retrait pour l'instant sur le sujet, pourraient pourtant se lancer. Le Cnes et EDF travailleraient actuellement à la mise en place de l'indemnité.

Le Cnes et EDF travailleraient actuellement à la mise en place de l'indemnité.

C. Dm.

COMMENT CONVAINCRE SON PATRON

Verser une indemnité à ses salariés pour leurs trajets à vélo reste facultatif. Alors comment convaincre son patron ? L'Association des Villes cyclables de France explique que « selon une étude danoise, le nombre de jours moyens d'absentéisme chez les salariés se rendant au travail à vélo est 15 % moins important ; une étude du Medef de 2015 montre qu'un collaborateur sédentaire qui se met à pratiquer régulièrement une activité physique peut voir sa productivité croître de 6 % à 9 %. Enfin, le risque d'accident mortel à vélo est plus élevé qu'en voiture, mais nettement moins élevé qu'en deux-roues motorisé. »

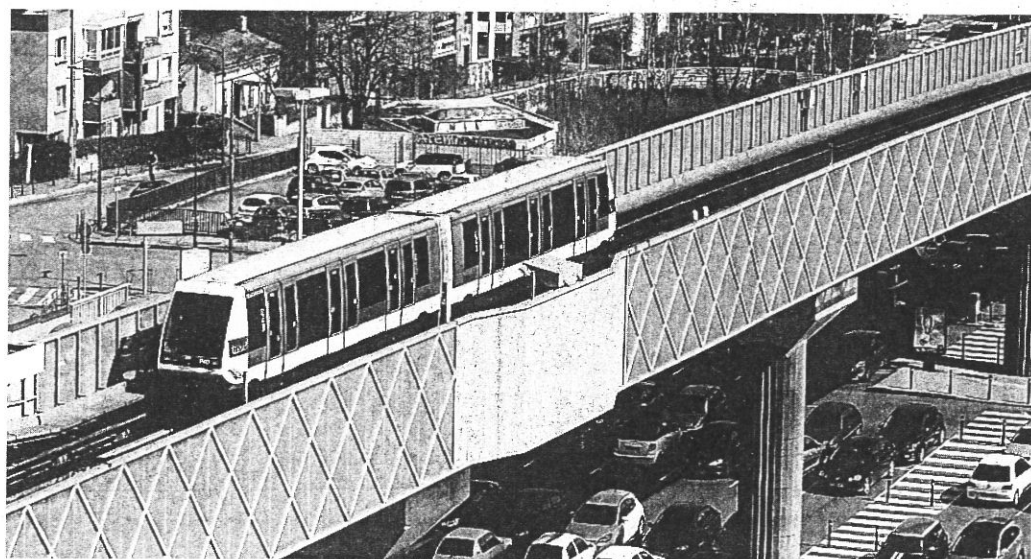
transports

01 MARS 2017

Troisième ligne de métro: le Sicoval dit oui

La communauté d'agglomération du Sud-ouest toulousain, le Sicoval, a voté un avis positif, lundi soir, au Plan de déplacements urbains 2020-2025-2030 de l'agglomération toulousaine, qui comprend le projet de troisième ligne de métro Colomiers gare-Labège La Cadène. Sur 60 votants, 54 se sont dits « pour », deux « contre » et quatre se sont abstenus.

Plusieurs réserves ont cependant été avancées. Elles correspondent aux revendications toujours exprimées au sujet du prolongement de la ligne B du métro. La communauté d'agglomération entend que la jonction entre le terminus actuel de la ligne B et l'INP soit bien réalisée et cela sans rupture de charge. Elle souhaite que le tracé de la 3e ligne reprenne celui qui était prévu pour le prolongement de la ligne B dans sa version initiale. Et compte sur la réalisa-



Le Sicoval rappelle qu'il souhaite le prolongement de la ligne B jusqu'à l'INP. / Photo DDM, Michel Viala

tion du prolongement « quel que soit le calendrier de la 3e ligne. » Une réserve a aussi été émise sur la soutenabilité financière d'un PDU à 3,8 milliards d'euros.

L'association Deux pieds deux

roues, également consultée par le syndicat des transports, a elle émis un avis négatif. Elle juge que ce plan « manque d'ambition » sur la réduction de la place accordée à la voiture dont il faudrait « contraindre

l'usage ». L'association plaide pour un investissement massif en faveur des modes doux, pour un péage urbain, et elle reprend l'idée d'un maillage de surface et d'une croix ferroviaire.

J.-N. G.

SAINT-JEAN Dépakine: Marine Martin à Palumbo

• page 25

LA DÉPÊCHE

DU MIDI Nord-Est

saint-jean

02 MARS 2017

soirée débat

Dépakine : Marine Martin samedi à Palumbo

Marine Martin, présidente de l'Apesac (Aide aux Parents d'Enfants souffrant du Syndrome de l'Anti-Convulsivant) sera à l'Espace Palumbo, samedi, à partir de 14 h 30. Invitée du député Gérard Bapt, cette femme désormais symbole des victimes de la Dépakine, médicament antiépileptique, souhaite lancer une antenne régionale de son association.

Marine Martin fait la guerre contre ce médicament depuis six ans. Son fils, depuis sa naissance, fait les frais d'une prise pendant la grossesse. Il souffre de malformations, d'un Spina bifida occulta, sa colonne vertébrale est imparfaite, les vertèbres sont touchées aussi... Sa vie ne sera que combat pour lui aussi. Cette situation personnelle, aujourd'hui enfin reconnue, lui sert, malheureusement, de socle pour une lutte longue et difficile. Mais au fil des ans, plusieurs victoires ont été remportées par cette femme courageuse et déterminée. En 2014, elle obtient par exemple la réévaluation des conditions de prescription, entre autres avancées sur la question. Une étape importante. En 2015, Marine Martin a fini par rencontrer la ministre Marisol Touraine et par susciter l'intérêt des médias, ce



Marine Martin sera samedi à l'espace Palumbo de Saint-Jean.

qui lui a ouvert de nombreuses portes. La dernière en date et d'avoir obtenu de l'Assemblée nationale l'accord pour étudier la mise en place d'un fonds d'indemnisation. Elle peaufine actuellement la modification du décret d'application. « Nous avons obtenu de pouvoir choisir les experts. Les premières victimes pourront déposer leur dossier cet été ! », précise-t-elle.

Blessée mais déterminée

Marine Martin conservera cependant toujours cette culpabilité d'avoir rendu ses enfants malades sachant aussi qu'elle n'en est pas la première respon-

sable. « J'ignore encore pourquoi on m'a ainsi menti ». Cette douleur et sa colère renforcent sa volonté de combat.

Son énergie, elle l'a puisée auprès de sa famille, mais aussi dans ses soutiens. Parmi eux, des femmes qu'elle admire comme Irène Frachon, médecin du scandale du Médiator, mais aussi deux hommes en particulier, le député Bapt et l'avocat M^e Charles Joseph-Oudin qui la défend. Après avoir participé au livre de Clotilde Cadu, journaliste à « Marianne », dans lequel elle livre son témoignage, elle vient d'écrire le sien, « Dépakine, le scandale, je ne pouvais pas me

AU PROGRAMME

14 h 00 à 14 h 30 : accueil par le député Gérard Bapt, fer de lance du scandale du Médiator au côté d'Irène Frachon.

14 h 30 à 15 h 15 : Marine Martin présentera le travail de l'association Apesac. Elle fera un point d'actualité sur les dernières avancées.

15 h 15 à 16 h 30 : questions avec la salle.

16 h 30 : petit goûter.

Entrée gratuite. Il est bien de confirmer sa présence :

<http://www.apesac.org/actions/inscription-rassemblements-2017>

taire... », en vente dès le mois d'avril.

Aujourd'hui, si elle ne veut pas « faire supprimer ce médicament qui marche pour les épileptiques », Marine Martin estime que « Sanofi doit un jour être condamné à payer. Je me battrais jusqu'au bout. Si j'arrête, ça s'arrête. L'association est une unité pour aller en justice mais aussi un soutien pour les familles. Les antennes régionales nous sont indispensables... ».

Emmanuel Haillot

Samedi 4 mars, lisez notre interview en page Grand Sud

saint-jean

02 MARS 2017

Tasto Mounjetos

Le maire et trois concitoyens intronisés



Bernard Boulouys (debout) avec Marie-Dominique Vézian, Gérard Picard et Claude Marrigues dégustant le mounjetado.

Le premier chapitre saint-jeannais de la Chancellerie du Toulousain de la Confrérie Souveraine et Pacifique des Tasto Mounjetos du Comminges s'est déroulé dimanche. Quelque 150 convives avaient pris place pour déguster le fameux mounjetado composé de haricots blancs, confit de canard, saucisse, pied de cochon et couennes.

Mais avant, le Saint-Jeannais Bernard Boulouys, chancelier, a rappelé la genèse de cette confrérie bâtie sur le socle de la valeur essentielle qu'est l'amitié. Puis il a procédé à l'intronisation de onze nouveaux chevaliers et nonnettes, dont quatre Saint-Jeannais : le maire Marie-Dominique Vézian, Gérard Cayrac, Claude Marrigues et Gérard Picard. Suite aux épreuves orales et pratiques, conclues par le serment à Eole, dieu du vent, chacun put revêtir la cape d'appa-

rat pour la présentation du diplôme. C'est à partir de là que pouvait retentir, entonné par tous, l'hymne de la confrérie, le traditionnel « Montagnes-Pyrénées ».

À ce chapitre avaient également pris place des confréries amies telles la commanderie des Grands Vins de Gaillac, la Tarte aux Fraises, la Poule Farcie et la Violette de Toulouse. « En tant que maire, je ne peux que me féliciter de recevoir les Tasto Mounjetos qui défendent si bien nos plats régionaux. En tant que Saint-Jeannaise, j'ai passé une journée très conviviale et amicale autour d'un plat succulent », commentait Marie-Dominique Vézian.

Pour sa part Bernard Boulouys a rappelé : « Nous sommes reconnus au patrimoine culturel immatériel de l'Unesco et adhérents au Conseil européen des Confréries ».

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

02 MARS 2017

SAINT-JEAN (31)

CARMAUX (81)

FOIX (09)

Chantal, son épouse,
née GARRIC ;
Amandine sa fille
et son conjoint Kevin MARTEIL ;
Joris son fils et son épouse Clara ;
Olivia, Solenn et Côme,
ses petits-enfants,
parents et amis
ont la tristesse de vous faire part
du décès de

Monsieur Robert REVELLAT

Retraité de France-Télécom

survenu à l'âge de 65 ans.
Ses obsèques seront célébrées le
samedi 4 mars 2017, à 13 h 45, au
crématorium d'Albi où l'on se
réunira.

Ni fleurs, ni plaques.

Des dons seront recueillis au
profit de la recherche contre le
cancer.

S'informer : PF Saint-Jeannaises
Saint-Jean, Balma - Tél. 05.61.35.04.05

02 MARS 2017

Les Toulousains donnent leurs idées pour le climat

AVENIR. Du 12 décembre au 1^{er} mars, Toulouse Métropole a consulté habitants et entreprises pour les inviter à donner des idées afin de limiter l'impact de la Ville rose sur le changement climatique. Elles permettront de nourrir l'élaboration du nouveau plan climat de la métropole qui sera déployé au printemps.

/// Marine Mugnier

«Inciter financièrement à installer des composteurs collectifs dans les immeubles», «réduire les éclairages des vitrines», «créer des voies express pour vélo» ou encore «entretenir les espaces verts avec des moutons»... Les Toulousains ne manquent pas d'idées pour engager leur ville vers une transition environnementale. Depuis le 16 décembre, ils se sont exprimés sur une plateforme en ligne lancée par Toulouse Métropole. Objectif : élaborer un nouveau Plan climat air énergie territorial (PCEAT). Clôturée ce mercredi 1^{er} mars, cette consultation a permis de recueillir près de 300 contributions des habitants, associations

et entreprises. Selon les premières conclusions, le transport, le logement et l'énergie arrivent en tête de leurs préoccupations. Charge désormais aux services de la métropole d'éplucher ces idées

louse affiche le taux de croissance démographique le plus élevé de France, sa pression sur l'environnement ne cesse d'augmenter. Il faut donc absolument inventer une nouvelle action politique en

« Ce sont les élus locaux qui détiennent des solutions pour lutter contre le changement climatique »

et de les intégrer dans l'élaboration du nouveau Plan climat qui sera présenté au printemps. Il devra mettre en œuvre des actions pour réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Pour cela, la métropole sera notamment accompagnée pendant trois ans par l'ONG WWF. «Tou-

consequence», explique Pascal Canfin, directeur général WWF France. Selon lui, les élus locaux détiennent «une grande partie des solutions pour lutter contre le changement climatique. Ce sont eux qui ont les compétences en termes d'urbanisme, de transports, d'agriculture urbaine...»



Un partenariat qui va, notamment, se déployer dans le réaménagement du quartier Guillaumet (ex-CEAT) à Jolimont. «Nous avons développé un outil baptisé One Planet Living qui décline 10 principes de durabilité», explique Candie Magdelenat, chargé de programme villes durables au WWF. Le dispositif a permis à la ville de Lyon de réaménager le quartier Confluence vers le zéro carbone, le zéro déchet, des transports écologiques ou encore l'utilisation de matériaux locaux et durables... À Jolimont, cette démarche permettra d'orienter le choix des futurs aménage-

ments. Mais aussi d'impliquer les habitants. «On sait construire des quartiers durables, encore faut-il que cela se traduise dans les modes de vie. Nous organiserons des concertations pour que les riverains se l'approprient» ajoute Candie Magdelenat. Mais avant cela, le Plan climat doit d'abord être élaboré. Prochaine étape : la présentation des contributions des Toulousains et des pistes d'actions ce lundi 6 mars à l'occasion des deuxièmes Rencontres citoyennes climat & transition énergétique.

@MarineMugnier



CG CONSEIL DÉPARTEMENTAL HAUTE-GARONNE FR



www.to13.com



Stade Ernest Argelès
BLAGNAC / Tram T1 / Bus 70

8612 marketing



LA REGION OCCITANIE Pyrénées-Méditerranée

AVIVA

Toulouse Purpan

REMPART LE FUTUR ASSURÉ

Sarrazain

EIFFAGE CONSTRUCTION MIDI PYRÉNÉES

Mairie de TOULOUSE

AÉROPORT TOULOUSE-MONTAUDAN

SUD RADIO

02 MARS 2017

DÉCOUVRIR

SE MOUILLER POUR SAUVER
LE CANAL

#RIQUET2017. Le canal du Midi, sa voûte de verdure, ses péniches voguant paisiblement, ses emblématiques écluses. Aujourd'hui, cette image de carte postale s'écorne. La star d'autrefois a pris un coup de vieux : les champignons attaquent ses platanes et bouleversent son écosystème, le cours d'eau n'a plus l'attractivité commerciale d'antan et sa fréquentation reste timide. Fret, tourisme, nouveau mode de gouvernance, le JT a passé en revue des idées pour sauver cet ouvrage fragile et éviter le naufrage.

OPÉRATION SAUVETAGE DU CANAL DU MIDI

« Le canal du Midi fait partie intégrante de mon quotidien. Tous les ans, je participe à la course 1, 2, 3 Canal car je sais que mon inscription est reversée à la campagne de replantation des arbres. »

► Carmen, retraitée 66 ans.

« J'ai appris que l'homme propageait la maladie du platane par un geste a priori anodin, sans le savoir. Il pose son vélo sur l'arbre, la maladie s'y dépose et peut ainsi être portée ailleurs. Je ne touche désormais plus les arbres par crainte de la propager. »

► Valentin, 32 ans, ingénieur spatial.

« J'emprunte le canal du Midi pour rejoindre le centre-ville de Toulouse depuis la faculté Paul Sabatier dans laquelle j'étudie. Que je sois à pied ou en skate, je fais attention à ne pas jeter les poches plastiques ni des mégots par terre. »

► Enzo, 23 ans, étudiant en mécanique.



/// Par Audrey Sommaz

Un anniversaire en demi-teinte. Alors que le canal du Midi fêtait ses 350 ans en 2016, le chancier coloré poursuit sa propagation à vitesse grand V en s'attaquant aux platanes centenaires plantés le long des berges. Après l'Hérault et l'Aude, la maladie est aux portes de Castanet, en Haute-Garonne. « Ce champignon microscopique, détecté en 2006, asphyxie

les arbres. Ils meurent entre six mois et cinq ans », explique Mary Bonneaud, chargée de collecte auprès du grand public chez Voies navigables de France (VNF), gestionnaire du canal du Midi. Pour ralentir sa progression, 17 000 platanes (sur 42 000) ont déjà été abattus et une partie d'entre eux remplacés par des chênes chevelus, des érables, des pins parasols et des peupliers blancs. Mais l'opération a un coût : 220 millions d'euros sur 20 ans. Un montant que ne peut pas supporter VNF, qui a déjà injecté 35 millions d'euros. Depuis 2011, le gestionnaire organise donc des

campagnes annuelles de collecte de dons auprès des entreprises et des particuliers. « Au 31 décembre 2016, le montant s'élevait à 3,3 millions d'euros. 56 entreprises ont participé et 7 500 donateurs individuels ont également répondu présents, avec un don de 60 € en moyenne », ajoute-t-elle, précisant que la nouvelle campagne prévoit une course pédestre le dimanche 14 mai. Valoriser cette voie d'eau de 240 km est aussi une condition pour conserver son inscription au patrimoine mondial de l'Unesco à l'horizon 2019, date de la prochaine évaluation. La préfecture

de région et le Conseil régional d'Occitanie ont pour cela fondé en juin dernier le comité de bien. Cette instance élabore un plan de gestion de l'ouvrage de Riquet en collaboration notamment avec les associations de riverains, les villes et les communautés de communes. Des ateliers de réflexion vont être menés autour de six thèmes : la navigation, les ports, l'environnement, le patrimoine, la culture et le fret. Avec pour objectif de définir un plan de développement durable du Canal en 2017.

@AudreySommazi

PORTRAIT



/// Par Marine Mugnier

«Aujourd'hui quand on dit canal, beaucoup pensent uniquement aux berges», lâche Jean-Marc Samuel, debout devant sa péniche. Le temps de travaux de réparation, le bateau baptisé Le Tourmente se repose dans la cale sèche toulousaine du pont des Demoiselles. Si l'embarcation de 250 m³ peut recevoir jusqu'à 180 tonnes de marchandises, ses capacités de transport sont encore sous-exploitées. «Le canal du Midi a été utilisé pour

le fret pendant 300 ans et puis tout d'un coup plus rien», raconte son propriétaire. «Quand j'ai entendu des gens dire que "le transport sur le fleuve n'était plus possible", ça m'a énervé», confie-t-il. Cet ancien menuisier change alors de costume et décide de s'engager et de militer pour le fret. En 2007, Le Tourmente part pour sa première opération de promotion du transport fluvial et charge à Béziers des caisses de vin à destination de Bordeaux. Sur le terrain, à travers l'association Vivre le canal ou via le collectif Agir pour le fluvial, il tente de mobiliser politiques et acteurs du secteur.

«Le fret est la raison d'être essentielle du canal, il n'y a même pas besoin de le dire puisque c'est pour ça qu'il a été créé», insiste-t-il. Dans les années 1970, au plus fort

Fret sur le canal : retour vers le futur

DELOREAN. Pendant plusieurs siècles, les marchandises étaient majoritairement transportées par péniche. Aujourd'hui, à l'heure où les enjeux environnementaux prennent de plus en plus de place dans les décisions politiques, Jean-Marc Samuel, membre de la Chambre nationale de la batellerie artisanale, milite pour la redynamisation du canal et le redéploiement du fret.

de son exploitation, le transport sur l'ouvrage de Riquet et le canal latéral à la Garonne enregistrait ainsi 620 000 tonnes de marchandises transportées. «Et puis on a voulu développer les autoroutes et l'on a oublié les voies fluviales. Aujourd'hui, l'utilisation des canaux constitue seulement 3% des transports, contre 82 % pour la route.» Pas extrémiste non plus, celui qui représente le Sud-Ouest à la Chambre nationale de la batellerie artisanale, se contenterait de voir passer cette proportion à 10%.

Jean-Marc Samuel descend les marches qui mènent à la vaste cale de sa péniche. «Déjà, il y a un avantage écologique : le transport fluvial permet d'utiliser moins de carburant fossile que le transport routier.» Le fret par voie d'eau garantirait également un grand respect des marchandises fragiles en évitant chocs et vibrations. «Pas

de bruit, pas d'accident, pas d'engorgement», résume le capitaine du Tourmente. Et certains commerçants ont déjà repris le pli. Jean-Marc Samuel cite l'exemple d'une enseigne de supermarché du centre-ville parisien qui a remis le fret au goût du jour en organisant des livraisons sur la Seine. Un dispositif qui assurerait une bonne image marketing mais qui permettrait aussi de recevoir la marchandise au cœur des villes. Seul bémol, un coût qui n'est pour l'instant pas compétitif face au transport routier. «Les chargeurs ne veulent pas payer plus cher mais si une politique d'aménagement d'infrastructure est mise en place, cela les encouragera», explique le batelier. L'installation de grues pour charger et décharger les bateaux ainsi que l'optimisation des quais serait donc un bon début pour rendre au canal du Midi ses heures de

gloire. Et là encore, Jean-Marc Samuel veut passer lui-même à l'action : une fois la péniche retapée, il organisera un voyage de reconnaissance des lieux et identifiera directement sur le terrain les besoins des éventuels transporteurs de marchandises. Une autre manière d'avancer vers son but.

Même s'il reconnaît «avoir été un peu fou» de se lancer dans cette mission d'ambassadeur du fret fluvial, son travail semble porter ses fruits : «La Région a annoncé vouloir rendre au canal ses infrastructures de transport», assure-t-il. Mais le batelier veut aller encore plus loin et défend un projet transversal : «Le canal du Midi n'est qu'un maillon du réseau fluvial français et européen, tous les acteurs politiques doivent se concerter.»

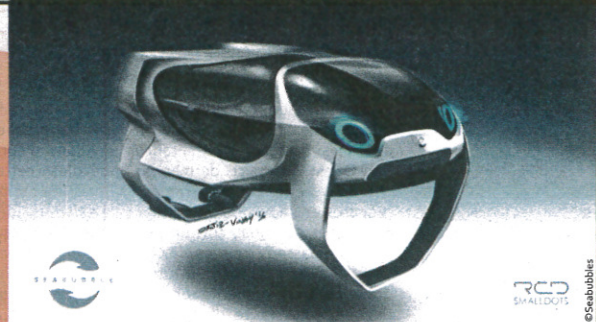
©MarineMugnier

SEABUBBLE : FAIRE DÉCOLLER LE TRANSPORT FLUVIAL



UNE TECHNOLOGIE DE POINTE

Un engin aux allures de navette spatiale sur le canal du Midi. L'image paraît irréelle et pourtant le SeaBubble devrait voir le jour en 2017. Une dizaine de prototypes seront testés à Paris en mars et leur utilisation pourrait se généraliser. Cette automobile du futur, composée de quatre ailes implantées sur une coque arrondie, survole l'eau grâce à la propulsion de deux moteurs électriques. Le but de cette embarcation atypique : transporter jusqu'à quatre passagers sans aucune émission de CO₂.



À L'ORIGINE, DEUX FOUS DE VITESSE

Cette idée farfelue est née dans l'esprit du navigateur Alain Thébault, inventeur de l'hydroptère et détenteur en 2009 du record de vitesse pour un bateau. Dans ce projet, il s'est associé au véliphaniste suédois Anders Bringdal, quadruple champion du monde et recordman du monde de vitesse sur planche à voile en 2012.

LE TRANSPORT DE DEMAIN ?

Leur invention séduit déjà public et municipalités. Avec un coût de fabrication de 12 000 euros, le véhicule serait facilement accessible. Certains parlent déjà du taxi du futur. La "bulle de mer" constituerait ainsi une alternative aux moyens de transport classiques à l'heure où les berges des fleuves ou des lacs qui accueillent des voies de circulation, sont embouteillées. En janvier dernier, les deux inventeurs comptaient déjà une centaine de précommandes.



©Nicolas Durr

SUR LE TERRAIN

Comment développer le tourisme autour du canal du Midi ?

DYNAMISME. Lieu de villégiature apprécié, le canal du Midi pourrait développer et valoriser ses atouts pour attirer plus de visiteurs. Le JT est allé à la pêche aux bonnes idées sur les berges du canal.

/// Par Gael Cérez

Faire du vélo un samedi midi ensoleillé, du port Saint-Sauveur à Toulouse jusqu'à l'écluse de Castanet à 15 kilomètres de là, permet de croiser un troupeau de randonneurs, des familles en promenade, des cyclistes pressés, des coureurs, une poignée de pêcheurs, des lecteurs sur banc, trois poules d'eau et le double de canards. Sans compter les habitants des péniches. Depuis la fin du fret à l'orée des années 1990, le tourisme est la principale raison d'être du canal du Midi, inscrit au patrimoine de l'Unesco en 1996. «C'est 85 % de son activité, soit 200 millions d'euros de retombées économiques es-

timées», avance Thierry Noisette, responsable de la communication de Voies navigables de France Sud-Ouest. Selon ce dernier, 10 000 passages de bateaux sont enregistrés en moyenne par an aux 63 écluses du canal, soit un peu plus d'un passage tous les 2 jours. VNF aimerait disposer d'autres données sur la fréquentation touristique, mais faute d'un observatoire ad hoc, aucun diagnostic précis n'a jamais été réalisé. Interrogés sur le développement touristique et économique de l'ouvrage de Riquet, le Département et la Région débordent d'envie de «coconstruire une gouvernance afin d'irriguer le territoire.» Dans les faits, un Comité de bien pour le canal du Midi a été créé en juin 2016 par l'État et la Région. Réuni pour la première fois à Carcassonne en janvier, il doit trouver un mode de gouvernance permet-

tant de se conformer aux attentes de l'Unesco en la matière. 230 millions d'euros pourraient être dévolus à cette tâche sur cinq ans, mais impossible pour le moment d'avoir une idée claire des actions mises en œuvre. La question est en tous cas essentielle car «il n'existe aucune coordination touristique de Toulouse à Sète», souligne Pierre Cardinale du Réseau fluvial toulousain et membre de l'association Au fil de l'eau. «Sans équipe, pas d'analyse, donc pas de diagnostic. L'avenir du canal du Midi passe par la création d'une entité touristique unique.» À l'écluse de Castanet, on observe l'évolution du canal en sirotant un verre à la terrasse du restaurant de la maison éclusière. «Il ne se passe absolument rien», estime Philippe Duranthon, gérant des lieux depuis une décennie. «Il y a eu un projet de location de bateaux mais cela n'a pas

abouti. Quand il n'y a pas de soleil, on s'ennuie ici.» Le restaurateur en vient même à souhaiter un peu de concurrence : «Tout le monde vient chez nous car nous sommes les seuls. On doit souvent refuser du monde. Il y a de place pour d'autres.»

« L'avenir du canal du Midi passe par la création d'une entité touristique unique »

Selon VNF, une vingtaine de maisons éclusières seraient disponibles pour des projets en relation avec le canal. Celle de l'écluse Bayard, en face de la gare de Toulouse, a été reconvertie en maison du vélo. De plus en plus de deux-

roues y sont loués pour arpenter les allées ombragées de platanes. Pour en profiter dans de bonnes conditions de l'Aquitaine au Languedoc, il faudrait améliorer les voies dans l'Aude et dans l'Hérault. Des études ont été lancées par les Départements respectifs pour goudronner les 200 km concernés. «Il faudrait donner plus d'informations aux touristes sur les hébergements, les restaurants, le patrimoine et les services et commerces de proximité le long du canal», ajoute Thierry Noisette. «Mais aussi aménager les ports, créer des pontons et promouvoir le tourisme fluvial.»

Autant d'actions qui permettraient de prolonger l'inscription Unesco en 2019 et de garder les 40% de touristes en plus attirés grâce au label depuis 25 ans.



Le canal du Midi veut sortir la tête de l'eau

TERRITOIRE. Les pouvoirs publics commencent à organiser un plan de bataille commun pour redynamiser la célèbre voie d'eau. Meilleure gouvernance ou valorisation du patrimoine, Philippe Valentin, cartographe, donne des pistes pour redonner ses couleurs à l'ouvrage de Riquet.

/// Par Séverine Sarrot

«Le canal du Midi est tellement inscrit dans l'esprit des gens comme partie intégrante de la région, qu'ils en oublient qu'il s'agit d'un ouvrage entièrement réalisé par l'Homme.» Pour Philippe Valentin, cartographe, ce constat explique en partie le manque d'attention portée à la voie navigable jusqu'ici : «Pour beaucoup, il s'agit d'un espace naturel qui se suffit à lui-même, mais c'est faux. Totalement artificiel, le canal est fragile, il a besoin d'entretien. C'est un patrimoine qu'il faut préserver.»

Celui qui a référencé sur une seule et même carte tous les ouvrages d'art disséminés le long du canal sait de quoi il parle. Il a parcouru la voie d'eau en long, en large et en travers pour en identifier les moindres contours, et s'est rapidement rendu compte que toutes les parties du canal n'étaient pas valorisées de la même manière. Il distingue un écosystème complexe où les différents enjeux sont pris en charge par des acteurs différents. Ainsi, «la dynamique de développement est fragmentée et les énergies sont dissoutes», constate le cartographe.

Béziers, par exemple, «s'est lancé dans un plan de réfection des voiries et bâtiments bordant le canal, ainsi que des écluses», témoigne Philippe Valentin. «Entre Béziers et Carcassonne, la fréquentation est dense car le patrimoine

est riche. Cette richesse se retrouve aussi entre Carcassonne et Toulouse, pourtant la fréquentation n'est pas au rendez-vous.»

Selon le spécialiste, le canal ne serait pas suffisamment mis en valeur lorsque l'on approche de la Ville rose. «Quand certaines communes cherchent à embellir le canal et ses berges, à Toulouse on l'enterre», relève

le cartographe, en référence à l'aménagement de la gare Matabiau proposé par l'architecte Joan Busquets. En effet, ce dernier a imaginé une grande esplanade recouvrant la voie d'eau. «Une curieuse façon de le mettre en valeur», confie Philippe Valentin.

La clé réside, selon lui, en une entité qui coordonnerait toutes les actions menées sur la totalité du canal : «Chaque commune ou département s'occupe de son tronçon sans s'interroger sur une politique globale. Or, c'est bien cela qui pêche.» Riquet, lui, a pensé son ouvrage dans son ensemble, «le fragmenter serait donc une erreur !»

Philippe Valentin salue toutefois la volonté des pouvoirs publics d'aller dans ce sens. Marie-Thérèse Delaunay, sous-préfète, a été nommée directrice de projet, en charge du canal du Midi. Le spécialiste du canal du Midi appelle cette coordination collective de ses vœux : «Il faut absolument mettre de côté les conflits d'intérêts politiques et économiques, au profit d'un patrimoine commun.» Une chose est certaine, «il faut agir maintenant. On ne peut plus se permettre de différer les efforts», conclut-il. La fusion de Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon devrait faciliter cette perspective.

UNE IMPORTANTE ÉCONOMIE TOURISTIQUE



Sources : Voies navigables de France, ministère du Développement durable, Région Occitanie

@severine_sarrot

LA DIFFICILE QUESTION DU FINANCEMENT



Sources : Voies navigables de France

AGIR

01/ REPLANter LES ARBRES
DU CANAL

Depuis dix ans, les autorités locales et les Voies navigables de France (VNF) luttent tant bien que mal contre le chancre coloré. Un champignon qui attaque les platanes qui bordent le canal du Midi. Face à cette infection, la seule solution est de les abattre. Mais pour préserver son patrimoine, la VNF a lancé fin 2013 la plus grande campagne de mécénat «environnemental» en France. «Depuis son lancement, nous avons obtenu près de 3,3 millions d'euros de la part du public et des entreprises. 70% des dons proviennent de la région Occitanie. Les gens ont un lien fort avec le canal du Midi et ils veulent préserver la faune et la flore», affirme Laurent Adlet, chef de mission mécénat à de VNF.

www.replantonslecanaldumidi.fr


© VNF

02/ SE FAMILIARISER
AVEC LE CANAL

L'association 2 Pieds 2 Roues édite chaque année des guides pour parcourir le département à pied ou à vélo et notamment les sentiers du canal du Midi. Le but étant de «favoriser et faire connaître les voies vertes.» Au programme : cartes, description des routes, points d'eau, conseils techniques, hébergements. En plus de ce guide, l'association organise chaque année des sorties d'une cinquantaine de kilomètres. Les balades du dimanche permettent ainsi de (re)découvrir l'ouvrage de Pierre-Paul Riquet le temps d'une journée.

2p2r.org


Pour aller plus loin, la rédaction met en lumière des initiatives sur le thème de la semaine. Des balades, des actions et des rencontres pour (re) découvrir l'ouvrage de Pierre-Paul Riquet.

03/ UNE RÉINSERTION
ÉCOLOGIQUE

Nettoyage des berges du canal du Midi, débroussaillage, élagage, entretien des espaces verts... Depuis 20 ans, le Chantier des berges, géré par l'association Le Relais, oeuvre à la réinsertion des personnes en situation précaire. En partenariat avec la ville, il emploie des chômeurs de longue durée, une passerelle vers le retour à l'emploi. Les membres du collectif peuvent se former aux métiers des espaces verts tout en préservant et protégeant l'écosystème autour du canal.

lerelais.ekablog.com
04/ ÊTRE BÉNÉVOLE
AU FESTIVAL CONVIVENCIA

Se déplacer sur une péniche au rythme de la musique, découvrir les paysages au fil de l'eau, rencontrer les acteurs locaux autour du canal. Les motivations ne manquent pas pour les bénévoles du festival Convivencia. «Certains ont un coup de cœur pour le lieu. Ils ont un déclic, et prennent conscience de la beauté du cadre et de la nécessité de le protéger», déclare Cécile Héraudeau, directrice du festival. Chaque année, une vingtaine de bénévoles travaillent ainsi pendant un mois à la promotion et à la sensibilisation à travers différents concerts, expositions et autres ateliers radiophoniques. Le festival Convivencia larguera une nouvelle fois ses amarres du 1er au 30 juillet.

www.convivencia.eu

02 MARS 2017

En ville

VOIX DU MIDI TOULOUSE
JEUDI 2 MARS 2017

5

TRANSPORTS. Métro, schéma routier... Un plan pour désengorger Toulouse

La mode des classements comparatifs des villes salue régulièrement qu'il fait bon vivre et travailler dans la Ville rose. Mais elle sanctionne tout aussi régulièrement Toulouse, parmi les villes les plus embouteillées de France... Un fléau que connaissent et redoutent bien les Toulousains, comme ceux qui transitent régulièrement par le périphérique aux heures de pointes notamment. Selon une récente étude, les automobilistes toulousains ont perdu, en moyenne, 23,7 heures dans les embouteillages en 2016. Les bouchons ont également de sérieuses conséquences sanitaires, renforçant la pollution et par conséquent la mauvaise qualité de l'air. « Je veux combattre cette problématique historique de l'agglomération et Toulouse Métropole va s'en donner les moyens », prévient Jean-Luc Moudenc. L'année 2017 sera déterminante. Elle verra notamment l'adoption d'un nouveau Plan de déplacement urbain (PDU), fixant les orientations en matière de transports publics pour ses 25 prochaines années.

Définie par Tisséo, l'organisme gestionnaire des transports à Toulouse, cette feuille de route baptisée « Plan Mobilités

2020-2030 » prévoit diverses réalisations. Les principales : la fameuse troisième ligne de métro de Colomiers à Labège, le doublement de la capacité de la ligne A du métro, un maillage de dix nouvelles lignes de bus rapides dits Linéo, ou encore le téléphérique urbain.

Un schéma routier plébiscité

« L'objectif est de desservir un habitant sur deux et surtout 70 % des emplois, contre 30 % aujourd'hui, en transport en commun d'ici 2030. Ce plan doit principalement agir sur les déplacements domicile-travail, qui congestionnent quotidiennement nos axes routiers », détaille Jean-Luc Moudenc. Pour ce faire, c'est au total un investissement de 3,8 milliards d'euros que les pouvoirs publics doivent poser sur la table. « 90 % du financement est déjà acquis. Il reste 10 % à trouver », poursuit Jean-Luc Moudenc. Toutes les collectivités locales impactées par ce plan doivent désormais rendre leur avis avant l'adoption définitive. Sollicités jeudi 23 février, les élus de Toulouse Métropole ont largement souscrit au projet, la délibération rendant avis favorable ayant été adoptée



Avec un plan de déplacement et un schéma routier, Jean-Luc Moudenc veut agir sur les trajets domicile/travail. © Delphine Russeil

à 88 voix pour et 8 contre.

Autre axe de travail : la définition prochaine d'un schéma routier concernant l'ensemble du territoire métropolitain, par étape et selon l'échéancier suivant : 2020, 2025, 2030. Jean-Luc Moudenc l'a annoncé lundi 27 février 2017 à l'occasion d'un déjeuner de presse : « La plupart des maires des communes adhérentes de Toulouse Métropole me disent être asphyxiés et me demandent des routes. Nous devons avoir une réflexion globale et cohérente à cet égard ». Pour ce faire, Toulouse Métropole profite d'un transfert

de compétences lié à la nouvelle réforme territoriale et à la mise en place de la Loi NOTRe. Depuis le 1^{er} janvier 2017, Toulouse Métropole prend en charge la gestion de l'ensemble de la voirie du territoire métropolitain. Une partie du réseau routier relevait jusqu'ici de la compétence du conseil départemental.

Deuxième rocade

Parallèlement, le président de Toulouse Métropole entend poursuivre la discussion autour d'une de ses promesses : la réalisation d'un contournement routier, résumé sous le vocable générique de « deuxième

rocade. L'idée est de dédier le périphérique toulousain au trafic de proximité et de créer de nouvelles voies pour le transit. Par deuxième rocade, il ne faut pas entendre la réalisation d'une seconde ceinture autour de Toulouse. Il s'agirait de barreaux permettant de relier des infrastructures déjà existantes », précise Jean-Luc Moudenc.

Pour l'heure, l'idée du président de Toulouse Métropole est de créer un barreau à l'est de Toulouse reliant les autoroutes A61 (vers Narbonne) et A62 (vers Bordeaux/Paris). À l'ouest de Toulouse, le projet est plus minimal : il consiste en la jonction avec la Voie Lactée et la rocade Arc-en-Ciel déjà existantes et la création d'un pont sur la Garonne, au nord de Toulouse. Selon Jean-Luc Moudenc, le premier projet serait financé par un péage autoroutier, le second à la charge des collectivités. Trois millions d'euros sont inscrits au contrat de plan État-Région en vigueur pour la réalisation d'une étude sur ce projet. Une maigre enveloppe comparée à celle consacrée à une étude pour un contournement de Montpellier dans l'ancien contrat de plan État/Région en Languedoc-Roussillon. « Je me sens un peu

seul avec ce projet sur lequel la gauche locale a décidé de jeter l'opprobre. Je souhaite la réalisation d'études, lesquelles doivent également intégrer des propositions alternatives, notamment celles des adversaires à ce projet ».

Pascal Pallas

« Je n'oublie pas le vélo »

Malgré tout, les modes de déplacement doux restent travaillés par Toulouse Métropole. « Nous n'oublions pas le vélo », assure Jean-Luc Moudenc, qui a fait acter un plan d'investissement de 10 millions d'euros sur le mandat. Le plan Vélo, concrétisé en 2017, va concerner 53 programmes d'actions, pour un total de 576 km de pistes cyclables mis à disposition des habitants de Toulouse Métropole. Une politique qui veut inciter les Toulousains à utiliser le vélo. Aujourd'hui, 7 % des actifs se rendent par exemple au travail à vélo. La Ville rose est dans le Top 5 des métropoles de France, bien au-delà de la moyenne nationale.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

AUCAMVILLE

03 MARS 2017

Ciné débat sur la transition écologique

Ce soir à 20 h 00, nouvelle séance Ciné débat au cinéma Jean-Marais en partenariat avec la mairie d'Aucamville et l'association Nord en vie. Au programme, le documentaire de Marie-Monique Robin « Qu'est ce qu'on attend ».

La commune d'Ungersheim, en Alsace, est en transition pour sortir du pétrole mais pas seulement. Il s'agit surtout, sous l'impulsion du Maire, Jean Claude Mensch, de considérer que le bien commun est la priorité et la démocratie participative, le seul moyen d'y parvenir. Création d'une régie municipale de l'eau et une autre pour l'agriculture (BIO), construction participative d'un parc photovoltaïque, d'une éolienne, création d'un jardin



« Qu'est ce qu'on attend », de Marie-Monique Robin

maraîcher et de réinsertion pour produire des paniers de légumes pour les habitants, transport scolaire et des produits du maraîchage ou forestier grâce à la traction animale (deux chevaux de trait comtois), construction d'un

eco-hameau, sont quelques-uns des 21 actions pour le XXI^e siècle qu'a réalisé Ungersheim. Un travail citoyen et intergénérationnel où chacun a sa place et dont le bilan positif est époustouflant. La commune a créé une centaine

d'emplois, fait de très substantielles économies et réduit drastiquement son empreinte carbone, en améliorant nettement la qualité de vie des villageois. Un film tonique et plein d'espoir qui plaira aux petits comme aux grands et qui pourrait, voire devrait, donner bien des idées pour prendre en main son avenir.

La séance se poursuivra par un temps d'échanges et de réflexions en présence de Laurent Durieu des Jardins du Girou, de Charlotte Fourest des Jardins de Cocagne et de Véronique Fabregas, conseillère municipale d'Aucamville déléguée au développement durable.

Renseignements et réservations au 09 64 41 5512 ou par mail à : infos@lescinesdecocagne.fr.

Entrée : 5 €.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

rencontres de l'ingénierie

03 MARS 2017

Toulouse : la ville connectée à l'honneur



L'éclairage public nouvelle génération arrive en Occitanie \ David Bécus

Les 1er et 2 mars, 50 entreprises sont réunies à Labège pour les 9e rencontres de l'ingénierie. Ville connectée et transition énergétique sont au centre de cet événement annuel. C'est un fait, l'Homme est de plus en plus connecté à ses proches, son travail, sa maison et bientôt... Sa ville. Une des thématiques abordées en priorité aux journées de l'ingénierie organisées par l'Association Ingénierie Midi-Pyrénées et le syndicat Cinov MP concerne donc naturellement la ville intelligente. Près de 500

personnes sont attendues.

Éclairer intelligemment

Et que d'idées brillantes ! La société Occirep propose un éclairage architectural, c'est-à-dire des lampadaires design à technologie LED qui consomment moitié moins que des candélabres classiques. « Après avoir participé au Plan Lumière de la ville de Toulouse et notamment équipé le Pont de La Croix de Pierre, en 2017, nous modernisons l'éclairage sur les secteurs Bagatelle, Reynerie et Empa-

lot », précise Hervé Donnarel, directeur commercial d'Occirep. L'entreprise accroît également ses ventes d'illuminations de Noël fabriquées en France et espère participer à la décoration de la Ville rose cet hiver. Par ailleurs, qui dit ville connectée dit ville sécurisée. Depuis deux ans, l'entreprise Snef a installé plus d'une centaine de caméras de surveillance à Toulouse. Actuellement, la société ajoute une intelligence supplémentaire sur à ses serveurs informatiques. « Nos prochaines caméras pour-

ROUTES SOLAIRES

Ville connectée, ville propre. Deux routes solaires Wattway pourraient voir le jour cette année sur deux départementales près de Labège et Noé. Ces chaussées équipées de panneaux photovoltaïques produisent de l'électricité et sont déjà testées à Saint-Jean-d'Alcapiès (12) depuis décembre 2016.

ront repérer avec précision les individus aux attitudes suspectes », détaille Catherine Bompard, directrice régionale Snef Sud-Ouest.

Transition énergétique

En outre, l'électricien Engie commence l'étude pour l'implantation de quatre éoliennes flottantes au large de Leucate. Et ses filiales La compagnie du vent, Cofely et Ineo pourraient mettre en place des ombrières dans le parking du futur Parc des Expos de Toulouse. Les voitures seraient ainsi protégées du soleil par des panneaux solaires. « Engie se veut architecte de la transition énergétique, c'est pourquoi nous mettons tout en œuvre pour développer les énergies renouvelables », revendique Serge Pina, directeur délégué Occitanie-Andorre de la société.

Fleur Olagnier

On a testé EasyMile, le minibus sans chauffeur

03 MARS 2017



repères

40

VÉHICULES AUTONOMES

> **Ventes.** Aujourd'hui, une quarantaine de véhicules ont été conçus et informatisés. Ils ont également tous été vendus.

« Grâce à une cartographie très précise du lieu, on définit une trajectoire que l'EZ10 suivra au centimètre près »

Mathieu Petit, ingénieur déploiement chez Easy Mile

Les EZ10 suivent une trajectoire prédéfinie à Franczal. / Photo DDM Sarah Thuault Ney

l'essentiel ▶ Depuis plusieurs mois, Franczal est animé par le va-et-vient de minibus sans chauffeurs conçus par la société toulousaine EasyMile. Comment fonctionnent-ils ?

Au cœur de la base désaffectée de Franczal, la société toulousaine EasyMile teste ses véhicules autonomes. D'abord imaginés par l'entreprise Ligier en Auvergne, c'est ensuite Easy Mile qui s'occupe de concevoir leur système informatique. L'entreprise en a déjà produit une quarantaine pour les États-Unis, le Japon, les pays nordiques et même plus récemment Paris. Au design épuré, ce véhicule autonome nommé EZ10 suit un parcours préalablement calculé et intégrée à son système. « Grâce à une cartographie très

précise du lieu et on définit une trajectoire que l'EZ10 suivra au centimètre près » explique Mathieu Petit, ingénieur déploiement dans la société. C'est à l'aide de GPS satellitaires et de lasers que le bus peut s'adapter à un environnement urbain. Le véhicule en donne la preuve en ralentissant de lui-même à

l'approche d'un piéton, jusqu'à s'arrêter complètement. « En fait c'est un genre de tramway sans infra-

structures » explique Mathieu Petit. Bien qu'il ne compte que six places assises, ce véhicule autonome peut transporter jusqu'à 12 personnes et s'adapte aux individus à mobilité réduite. Les portes s'ouvrent et se ferment automatiquement aux arrêts préalablement enregistrés sur son parcours, L'EZ10

est aussi capable d'adapter sa vitesse, de 20 km/h en moyenne, selon sa trajectoire.

Des évolutions constantes

Pour le moment, il est légalement impossible de le faire fonctionner sans qu'une personne soit à l'intérieur pour surveiller son fonctionnement et

l'immobiliser manuellement en cas de danger. « À terme, on espère pouvoir placer cet opérateur à l'exté-

Véritable innovation écologique, l'EZ10 pourrait améliorer la mobilité dans les villes.

rieur afin qu'il surveille les déplacements du véhicule à l'aide d'un écran et de capteurs » explique Mathieu. Néanmoins, la mise en service de l'EZ10 en centre-ville nécessite une compréhension et une adaptation des usagers face à ce véhicule qui suit un protocole particulier. « Il peut y avoir une situa-

tion où quelqu'un attendant à un arrêt est trop proche de la route. Les capteurs déclenchent un arrêt d'urgence et les portes resteront fermées alors que les passagers penseront être arrivés » explique Marion Lerithier de l'Easy Mile. Aussi, s'il est performant dans des espaces piétons, son fonctionnement se complique lorsqu'il est associé à d'autres véhicules qu'il pourrait détecter trop tardivement sur une intersection. Pourtant, ce véhicule entièrement électrique pourrait être un pas supplémentaire vers une émancipation des voitures personnelles. En plus de son atout écologique, il pourrait transformer la mobilité des citadins. Toujours en discussion avec la mairie et les réseaux de transports, les EZ10 pourraient peut-être un jour circuler dans les ruelles pavées de la Ville rose.

Marine Jourdan

SAINT-JEAN

03 MARS 2017

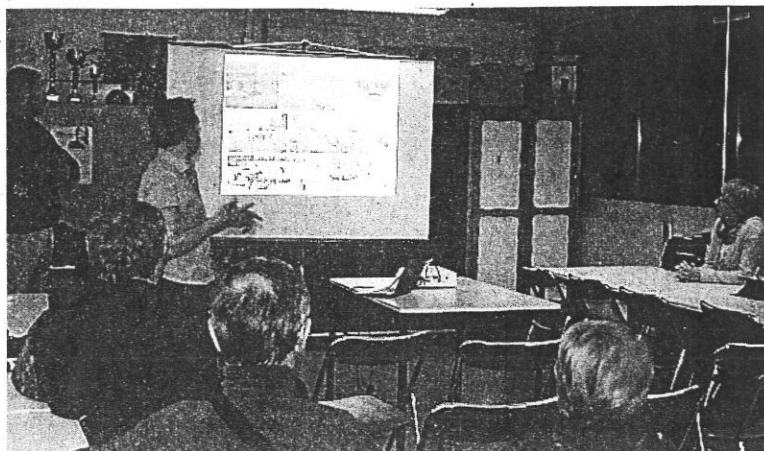
Bois des Planes : des chèvres pour l'écopâturage

Dès le printemps prochain un écopâturage, en phase expérimentale, sera mis en place pour l'entretien du bois des Planes : cinq chèvres qui viendront donc apporter leur complémentarité au service des espaces verts de la commune... Ce concept novateur a été dernièrement présenté aux riverains, lors d'une réunion publique. Autour du maire Marie-Dominique Vézian, du bureau d'études accompagnant la démarche et de l'éleveur, ils se sont montrés enthousiastes et impatientes de rencontrer leurs nouvelles voisines. Les cinq chèvres des Pyrénées qui arriveront aux Planes au début avril, appartiennent à une race ancienne de faible effectif et à valeur patrimoniale. Grâce à cette opération, la mairie de Saint-Jean participe donc également à la conservation de la race.

Très rustique, cette race résiste très bien aux intempéries et au froid, ce qui permet aux animaux de vivre dehors, de jour comme de nuit, et de subsister avec peu de nourriture. Ces caprins sont particulièrement adaptés pour valoriser les milieux difficiles et embroussaillés, leurs longs poils raides leur permettent de traverser les épines sans se blesser. Elles sont particulièrement friandes de ronces, genêts, lierre, noisetiers et autres feuillus.

Difficilement mécanisable car en pente, la zone d'expérimentation qui va les accueillir représente un peu moins d'un hectare, composée de 706 m² de sous-bois et 2733 m² de prairie. En attendant leur arrivée, les élèves de l'école Saint-Jean Centre ont eu la charge de trouver un nom à chacune d'entre elles. Pour l'heure, ceux-ci ne sont pas dévoilés.

Les riverains des Planes ont été informés qu'ils auront des chèvres pour voisines.

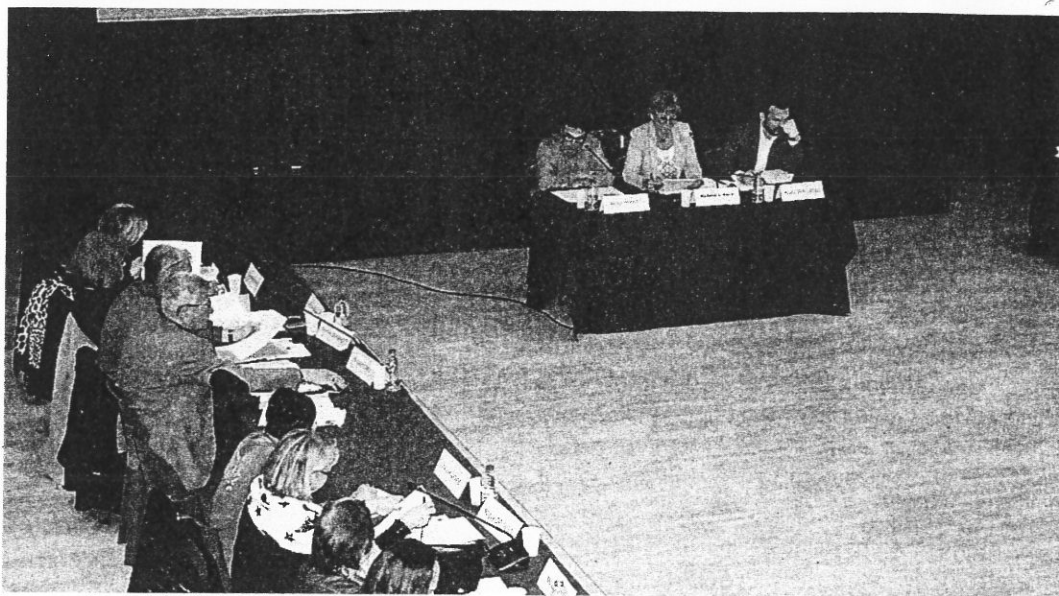


SAINT-JEAN/MONTRABÉ

04 MARS 2017

Vers une liaison avec la gare de Montrabé ?

L'avis de la commune sur le projet Mobilité 2020-2025-2030 de Tisséo-SMTC était au menu du conseil municipal réuni lundi dernier. Le maire Marie-Dominique Vézian et son adjoint Michel Francès, lisant l'avis soumis au débat, se félicitent que « le projet Mobilités poursuive le développement des transports en commun et des déplacements doux sur la grande agglomération toulousaine. Toutefois, le projet proposé par Tisséo semble être un recul par rapport au Plan de Déplacements Urbains précédent, en ce qui concerne la desserte de Saint-Jean et la prise en compte du développement de sa population. » La commune regrette l'abandon du Transports Collectifs en Site Propre (TCSP) et réclame haut et fort que soit étudiée la mise en place d'une offre de déplacement en transport en commun reliant Saint-Jean à la gare SNCF de Montrabé, fréquemment desservi par TER et à seulement 8 mn de Matabiau. « Cette desserte nous apparaît aisable et relativement peu coûteuse à mettre en œuvre »



Le conseil municipal s'est réuni à l'Espace Palumbo. / Photo DDM

a souligné le maire avant d'ajouter : « Ce projet rencontre une écoute très favorable de la part des associations de quartiers de Saint-Jean ». C'est pourquoi, le maire propose d'émettre un avis favorable assorti de réserves car à défaut de prendre en compte les projets proposés par la commune, les objectifs d'accueil de nouvelles populations fixés par le Plan local d'urbanisme intercommunal et de l'Habitat (PLUi-H) à

venir ne pourront être tenus.

La voix de l'opposition

Conseiller d'opposition, Patrick Durandet confie « par manque d'éléments il nous paraît difficile de nous positionner » alors que son équipier Philippe Ecarot rappella : « Voici 20 ans, nous avons voté à l'unanimité le projet de TCSP. Mais peut-être M. Bapt n'en aviez-vous assez défendu ? ». Gérard Bapt répondit que : « Le problème a

été la protection des arbres. Alors le projet a été annulé. Je l'ai regretté à l'époque ». Enfin, le Maire a appelé à participer à la réunion de concertation, le 16 mars prochain à la salle des fêtes de Pechbonnieu. Après avoir pris en compte des demandes de l'opposition sur des projets routiers, cette dernière s'est ralliée à la majorité (qui, en revanche, n'a pas été soutenue par ses alliés du groupe communiste) lors du vote.

SAINT-JEAN
Une liaison
avec la gare
de Montrabé ?

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Le journal de la démocratie

SAINT-JEAN

Dépakine: Marine Martin à Palumbo

• page 8

04 MARS 2017

actualité / grand sud

« On délivre encore trop facilement la Dépakine ! »

INTERVIEW

MARINE MARTIN

LANCEUSE D'ALERTE, SYMBOLE ET PORTE-PAROLE DES VICTIMES DE LA DÉPAKINE

Marine Martin est cette femme de 44 ans devenue le symbole et la porte-parole des victimes de la Dépakine, antiépileptique responsable de troubles physiques et autistiques de milliers d'enfants. Désormais considérée comme la lanceuse d'alerte sur ce qu'elle présente comme « un scandale sanitaire », elle se bat depuis six ans pour montrer les dangers de ce médicament. Au fil des années, elle a remporté plusieurs victoires. La dernière date de novembre dernier. L'Assemblée nationale a donné son feu vert à la création du fonds d'indemnisation. Elle est ce samedi, dès 14 heures, à la salle Palumbo de Saint-Jean, près de Toulouse.

Invitée du député Gérard Bapt, connu pour son combat contre un autre médicament, le Médiator, Marine Martin rencontrera des familles auxquelles elle témoignera de son combat personnel, en partageant sa douleur, ses craintes, mais aussi ses motivations et son courage. Elle évoquera par ailleurs le travail mené au sein de l'association qu'elle préside, l'Apesac (Association des parents d'enfants souffrant du syndrome de l'anticonvulsivant). Marine Martin souhaite pouvoir créer en Haute-Garonne une antenne régionale pour son association.

Quel est le fil conducteur de l'association Apesac que vous présidez ?

Le but est d'aider les familles par l'écoute, les conseils, les rencontres. Nous y recevons aussi quelques généticiens courageux qui nous soutiennent. Et nous pouvons désormais déposer plainte de manière collective... une victoire pour nous. J'ai avec moi aujourd'hui huit employés.

Combien avez-vous recensé de familles ?

À ce jour, à l'issue d'une enquête que je mène sans relâche, j'en suis à 3 680 familles. Mais j'ai aussi encore 200 à 300 nouvelles à recevoir.

Qui sont ces victimes ?

Principalement des femmes et leurs enfants à qui personne n'a évoqué les problèmes que pouvaient engendrer ce médicament. Mais on a découvert que la Dépakine est utilisée aussi pour soigner des troubles bipolaires et certains cas de leucémie... Ces pistes sont à explorer.

Comment avez-vous découvert les méfaits de ce médicament ?

J'ai constaté des troubles de comportement et du langage, les retards de motricité de mon fils Nathan. On nous a d'abord parlé des méfaits des pesticides. Puis, plusieurs pathologies ont été évoquées. Et un jour, en 2009, je suis tombée sur un site

internet du centre qui référence les agents tératogènes. Ces médicaments, chez la femme enceinte, sont responsables de handicaps pour le bébé à naître. J'ai vu les effets de la Dépakine sur les enfants, j'ai malheureusement reconnu le mien.

Depuis quand dure votre combat ?

L'histoire est longue ! Première plainte en 2012. En 2013 on obtient la réévaluation des conditions de prescription... En 2014 nous avons rendu obligatoire la signature d'un protocole informant les femmes que la Dépakine entraînait dans 11 % des cas des malformations graves et, dans 30 à 40 % des cas, des troubles neurocomportementaux. J'ai rencontré pour la première fois Marisol Touraine en 2016. Cette même année avec l'aide de Me Charles Joseph-Oudin et des 250 dossiers de plainte accumulés dans son cabinet, nous avons réussi à exiger du gouvernement qu'une enquête de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) soit diligentée. Le 23 février 2016, elle rend son rapport mettant en cause la responsabilité du laboratoire Sanofi. Le labo répond que l'autorisation a été donnée de mise sur le marché. En novembre 2016, l'assemblée finit par voter la création du fonds.

Où en est la mise en place de ce fonds d'indemnisation ?



Les premières victimes vont pouvoir déposer leur dossier dès cet été auprès du fonds d'indemnisation qui est en cours d'élaboration

Aujourd'hui, nous travaillons sur la modification du décret d'application. Nous avons obtenu de pouvoir peser sur la constitution d'un comité d'experts chargé de statuer sur « l'imputabilité » des dommages. Dès ce mois de juillet, les premières victimes pourront déposer leurs dossiers.

Quelles sont les prochaines avancées attendues ?

L'APESAC a réussi à obtenir un

pictogramme indiquant le danger de son utilisation pendant la grossesse. La sortie de ces logos se fait ce mois-ci. Des procédures sont en cours et l'on saura dans trois mois si Sanofi assume ses responsabilités...

Voulez-vous faire supprimer la Dépakine ?

Non. Ce médicament est reconnu comme efficace en tant qu'antiépileptique. La seule

chose que nous voulons est que les personnes soient informées des dangers.

Quels sont vos objectifs à jour ?

Il faut mieux communiquer. arrêter de mentir aux femmes enceintes ! Qu'on laisse le choix aux couples d'opter pour une solution que de mettre au monde un enfant handicapé donne encore trop facilement médicament. Les choses doivent changer. Je m'y emploie tous les jours. Si je m'arrête, ça s'arrête. **Quels liens avez-vous tissés avec Irène Frachon, lanceuse d'alerte sur le Médiator ?**

J'étais déjà admirative d'Elisabeth. Puis j'ai découvert le combat mené par Irène Frachon contre Médiator. C'est devenu ma référence. Elle a écrit la préface de mon livre qui sort en avril, « La Dépakine, le scandale... je ne peux pas me taire ». J'ai entendu dire que je me « frachonisais » tant mieux !

Comment se déroule votre vie aujourd'hui ?

Je ne travaille plus, je dois m'occuper de mon fils tous les jours est en troisième. Il suit une scolarité avec une assistante de vie scolaire. Ma fille veut prendre relais de sa mère ! Je ne bais pas les bras. Mais je me demande encore pourquoi on m'a ainsi menti...

Recueilli par Emmanuel B

SAINT-JEAN

05 MARS 2017

Les jeunes primés de la journée du livre



Le maire Marie-Dominique Vézian et Céline Moretto adjointe, entourées de quelques jeunes lauréats. /DDM

Pour la 2^e année consécutive, les associations de parents d'élèves des écoles de Saint-Jean organisaient dernièrement la Journée du Livre à l'Espace Alex Jany. Gros succès à nouveau pour cette manifestation dont un des objectifs est de réconcilier, si besoin était, les enfants et les jeunes avec le livre et l'écrit. Le but est aussi de valoriser des jeunes talents comme Mathilde Penas, en CM2 à l'Ecole Marcel-Langer qui a remporté le « Coup de Cœur » du jury avec une nouvelle touchante « Des arbres et de l'amour », après avoir déjà remporté ce prix en 2015. D'autres enfants ont vu leurs nouvelles récompensées : 1^{er} prix attribué à Louis Meynaud et Laura Carrière (CM2 de l'école élémentaire du Centre) avec « Le paradis sur terre » mais aussi à Paloma

Oix, Lylou Merit, Manon Pascotto, Quitterie Jobbé-Duval et Emma Naws Portefaix (CM1 école Marcel-Langer) avec « Hier, encore » et à Morgan Saliba Lopez (CP école élémentaire Preissac) avec « Le robot prisonnier ». D'autres prix ont été créés cette année pour récompenser les jeunes artistes : le concours de poèmes a été remporté par Sidonie Clauzade (CE1 école Marcel Langer) avec « Si... » et le concours d'illustrations pour les maternelles a été remporté par Mila Artero en grande section de l'école maternelle Preissac, avec son dessin « la ruche et l'abeille ».

Pour tous les autres enfants présents, jeux, échanges de livres, création d'histoires, confection de frises, contes... leur ont permis de passer un moment très « livresque ».

SAINT-JEAN

06 MARS 2017

Dépakine: Marine Martin va se battre jusqu'au bout



Dans l'assistance, les familles se sentent soutenues par Marine Martin.



Marine Martin, présidente de l'APESAC.

L'APESAC (Aide aux Parents d'Enfants Souffrant du syndrome Anti-Convulsivant) regroupe des femmes épileptiques ou bipolaires ayant pris pendant leur grossesse à un anti-épileptique, le plus connu étant la Dépakine, qui a provoqué des malformations et troubles neurologiques chez l'enfant. C'est Marine Martin, fondatrice de l'APESAC qui a soulevé ce qui est devenu « le scandale sanitaire de la Dépakine ». Depuis, de grandes avancées ont eu lieu, notamment le vote le 15 novembre 2016 par les députés, d'un fonds d'indemnisation pour les victimes. L'APESAC

a également obtenu que sur les boîtes figure le logo « danger pendant la grossesse ». Surtout, désormais, les risques tératogènes sont portés sur la notice et les médecins sont tenus de faire signer un protocole d'accord aux patientes. Marine Martin veut que son cas personnel serve à toutes les femmes : traitée avec la Dépakine depuis l'âge de 10 ans, elle aura deux enfants sans que l'équipe médicale ne la mette en garde. Sa fille est légèrement touchée, son fils handicapé à 80 %. « Si j'avais été au courant je n'aurais jamais pris ce risque ! » Alors elle va se démener pour que les fem-

mes sachent. Et que les enfants, victimes de ce médicament, soient aidés. « Nos enfants ont besoin de ce fonds d'indemnisation, qui s'occupera d'eux quand nous ne serons plus là mais ce n'est pas l'Etat qui doit payer, mais le laboratoire, responsable »

Témoignages bouleversants

Dans l'assistance, des familles. Et des témoignages bouleversants. Cette jeune femme qui dans un sanglot murmure : « j'ai offert une mauvaise vie à mon fils. C'est douloureux, j'ai un sentiment de culpabilité qui m'arrache le cœur ! ». Ou cette jeune

filles, victime : « Ma mère s'est battue pour que je sois scolarisée avec les autres, mais on se fait harceler car on est différent ! Méchanceté, moqueries, c'est trop dur pour nos mamans. Elles ne sont pas coupables ! Il faut que les parents offrent l'amour car la haine et le rejet, nous l'aurons toute notre vie... ».

Le député Gérard Bapt, regrette le « déni corporatiste ». Il avait dénoncé ce « drame sanitaire », rappelant que les publications scientifiques avaient déjà révélé des malformations des 1980. Combien de victimes auraient pu être évitées ?

Eliane Orlando

SAINT-JEAN

06 MARS 2017

Nouvelle victoire en challenge Laffont



L'équipe féminine a remporté la victoire face au Stade Toulousain.

L'équipe féminine du Tennis-Club a remporté son 5^e titre en s'imposant face au Stade Toulousain en finale de première division.

Cette équipe composée d'Alexia Bourmault 2/6, Lisa Roussillon 3/6, Marianne Vandaele 3/6, Violette Maury 5/6 affrontait une équipe de jeunes joueuses dont les classements étaient équivalents. C'est sur les terres battues du centre de Ligue, sous les encouragements des supporters, de leur président Jean-Louis Paquiot et conseillées par leurs coachs Séverine Pinaud et Magali Rival que les Saint-Jeanaises s'imposaient 4/0 en remportant chacune leur simple et offraient ainsi au club un nouveau trophée régional. Au même moment au club, l'équipe

1 masculine gagnait sa rencontre pour la 5^e place face à Saint-Orens toujours en première division du challenge Laffont. Tous ces joueuses et joueurs qui représentent brillamment le club sur les trophées ou championnats sont actuellement en train de se rencontrer dans les phases finales du tournoi interne. Chaque année plus de 160 adhérents dans toutes les catégories ont croisé le fer depuis le mois d'octobre. Le samedi 11 mars à partir de 13h30 c'est le jour des finales au club pour les catégories 12 ans, 13/14 ans, 15/16 ans et seniors. Une journée d'animation de fête où Séverine Pinaud et Sébastien Couberes vainqueurs des précédentes éditions vont une nouvelle fois remettre leur titre en jeu.

06 MARS 2017

Distinctions

Courage et don de soi récompensés

L'Amphithéâtre de Météo France était comble pour accueillir, samedi matin, les cérémonies citoyennes de l'Ordre National du Mérite destinées à la jeunesse de 13 à 18 ans. Ces cérémonies ont distingué pour leur courage et leur bravoure deux lycéens, Arnaud Barcnas et Maxence Menard, le collège Romain Romain Rolland de Saint-Jean et le Lycée Pierre Paul Riquet de Saint Orens de Gameville. Arnaud Barcnas, 18 ans, est réserviste de la gendarmerie nationale, à la caserne Courrèges de Toulouse. En novembre 2016 il est venu en aide à une vieille dame âgée de 92 ans blessée suite à une chute. En lui prodiguant les premiers soins il lui a sauvé la vie.

Des hommages

Lors de la remise son prix du civisme, le Préfet de région, Pascal Mailhos, a salué le nombre de prix que ce jeune avait déjà à son actif pour les marques de solidarité et de citoyenneté démontrées lors de son adolescence. Un hommage particulier



Le civisme, l'affaire de toutes les générations réunies samedi lors des cérémonies citoyennes. / Photo DDM F.C

a été rendu à Maxence Menard, 18 ans, jeune sapeur-pompier. Lors d'une visite scolaire il est venu en aide à un monsieur victime d'un malaise cardiaque sous ses yeux. Il a fait preuve de sang-froid pour faire les gestes de secours avant l'arrivée des pompiers qui tentèrent de réanimer la victime. Le prix du civisme collectif des « collèves » a été attribué au collège Romain Rolland de Saint-Jean pour les actions menées tout au long de l'année par 14 élèves bénévoles

de la Croix Rouge. Quant au prix du civisme collectif des « lycées », il a été décerné à 7 élèves du Lycée Pierre Paul Riquet de Saint-Orens de Gameville pour leur engagement auprès de l'Unicef. Les bénéfices de ce prix ont été reversés à l'Unicef. Une mention spéciale doit être apportée au collège du Fousseret qui a joué sur scène la vie de Marie Curie lors de cette remise de prix. Dans un spectacle pédagogique, les comédiens ont transmis un message qui inscrit dans l'actualité

la notion de mérite. Elle est faite du don de soi et de la capacité à défendre une cause juste. Cette cérémonie s'est clôturée avec la présentation du Grand Concours de dessin et de peintures « Les Boucliers de la Laïcité » qui aura lieu en 2018. Carole Delga, Présidente de la Région Occitanie, s'est déclarée en faveur de cette initiative qui permettra aux collégiens et aux lycéens de la Haute-Garonne d'exprimer leur vision de la laïcité.

Fatihah Chenine

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

04 MARS 2017

SAINT-JEAN

Christophe GARRIGUES
et Alexandra, son fils
et sa belle-fille ;
Lia, Diego et Lenny,
ses petits-enfants ;
Michel, Jeanine, Monique et
Chantal, son frère et ses sœurs,
toute sa famille et ses amis
ont la douleur de vous faire part
du décès de

Monsieur Jean GARRIGUES

survenu à l'âge de 65 ans.
La cérémonie religieuse sera
célébrée le mardi 7 mars 2017,
à 14 h 30, en l'église de Saint-
Jean, suivie de l'inhumation au
cimetière de Montastruc-Saves.

S'informer : Le Choix Funéraire L'Union
PF Garonnaises - Ets Mamy
Tél. 05.61.74.36.65

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

06 MARS 2017

SAINT-JEAN

Mme Jocelyne COUFFIN,
son épouse,
ses enfants et petits-enfants
ont la douleur de vous faire part
du décès de

Monsieur Gilbert COUFFIN

La crémation aura lieu le
mercredi 8 mars 2017, à 11 h 45,
au crématorium d'Albi.
Pas de fleurs.
Le présent avis tient lieu de
faire-part.

S'informer : PF Saint-Jeannaises
Saint-Jean/Balma, 05.61.35.04.05

Toulouse

06 MARS 2017

L'intelligence artificielle révolutionne l'agriculture

l'essentiel

À l'occasion des journées de l'Intelligence Artificielle, l'Institut national de la recherche agronomique présente ses projets régionaux à la pointe de la technologie agricole.

Aujourd'hui, la collecte de données de masse et leur exploitation par le biais d'outils d'Intelligence Artificielle (IA) sont devenues indispensables à presque tous les domaines, de l'aéronautique à la médecine, en passant par la météo, l'automobile, le spatial ou les objets connectés. Et l'agriculture ne fait pas exception.

Sur les 17 centres que compte l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), le pôle d'Auzeville près de Toulouse, est le seul à posséder son propre *data center*, c'est-à-dire une pièce remplie de puissants calculateurs qui traitent 24h/24 et 7j/7 les données issues des différentes études en cours, en Occitanie et partout en France. Près de 100 personnes sur les 1 000 que compte le site sont spécialisées en sciences du numérique et seront bientôt regroupées dans un nouveau bâtiment dé-



Ce robot unique en Europe analyse 1 300 tournesols 3 fois par jour. / Sunrise

dié à l'informatique, aux mathématiques et bien sûr, à l'IA. Grâce à ce dispositif, l'Inra est donc bien entré dans l'ère de l'agriculture numérique.

Un logiciel pour élaborer des Grands Crus

« À Montpellier, nous testons une machine à vendanger, qui, une fois correctement programmée, discerne les diverses qualités de raisin, et les trie au moment du ramassage », indique Thomas Schiex, chercheur en IA. « De nouveaux instruments d'analyse

chimique aident aussi les œnologues dans l'assemblage des vins en identifiant rapidement les principaux composés aromatiques des cépages ».

Mais à Toulouse, la star, c'est un robot pépiniériste unique en Europe. Dans le cadre du projet Sunrise, un logiciel d'IA permet d'identifier les gènes caractéristiques des variétés de tournesol plus résistantes à la sécheresse, et donc plus à même de s'adapter au changement climatique. Une fois ces variétés sélectionnées, elles sont cultivées d'avril

TABLE RONDE À TOULOUSE

Onze laboratoires de recherches, industriels, start-up et éthiciens étaient réunis vendredi, pour la toute première fois, afin d'échanger sur l'utilisation et l'organisation du Big data et de l'Intelligence Artificielle en Occitanie.

Météo France, Airbus, Airbus Defense & Space, l'Institut de recherche en informatique de Toulouse (IRIT), l'École supérieure d'éthique des sciences, Thalès Alenia Space, Continental, Sigfox, Magellium et Irdi-Soridec étaient présents.

à septembre pour vérifier leurs propriétés. « Le robot parcourt trois fois dans la journée les 1 300 pots. Pour chaque tournesol, il relève la quantité d'eau consommée, la hauteur, le diamètre de la tige et la surface foliaire. Il remplace aisément dix techniciens », détaille Nicolas Blanchet, responsable technique. « Bientôt nous allons ajouter une caméra pour observer le flétrissement des feuilles et un scanner en 3D. C'est réellement une nouvelle façon de travailler ».

Fleur Olagnier

transports



Pas de barrière de péage mais des caméras pour lire les plaques: c'est le système proposé par les partisans d'un péage urbain. / Photo DDM archives

Toulouse: et pourquoi pas un péage urbain?

l'essentiel

Implanté à l'étranger mais inexistant en France, le péage urbain a ses partisans à Toulouse qui l'ont redit à l'occasion du débat sur la 3e ligne de métro. Il constituerait une ressource importante pour financer les transports en commun.

Un péage urbain, comme à Londres, pour circuler dans Toulouse ou son agglomération? L'idée, peu populaire, et écartée par les élus du syndicat des transports en commun, a peu de chance de devenir réalité. Mais elle est portée, dans le débat local, par plusieurs acteurs qui ont rappelé leur souhait récemment. L'association Deux pieds deux roues, qui promeut la marche et le vélo, d'une part, et le collectif citoyen qui défend un autre tracé pour la 3e ligne, d'autre part, défendent un même système. Ils rêvent, comme cela existe dans la capitale britannique, non de barrières de péage, mais de caméras qui lisent les plaques d'immatriculation. Et ils plaident tout deux pour que l'automobiliste paye pour ses déplacements à l'intérieur d'une zone géographique et pas en franchissant les portes de la ville. Vice-président de Deux pieds deux roues, Florian Jutisz verrait bien une «contribution routière urbaine» du montant d'un ticket de bus, valable pour une même durée. Membre du

collectif, Maxime Lafage imagine la possibilité de différencier les zones et les automobilistes. Pour eux, il s'agit de «dissuader l'usage de la voiture» pour lutter contre bouchons et pollution. Mais aussi de trouver un financement pour les coûteux réseaux de transports publics.

400 M€ par an

Pour Florian Jutisz, cette «manne» permettrait de mettre le paquet sur les transports en commun comme sur l'investissement en faveur du vélo. Il l'a redit en jugeant le Plan de déplacements urbains «pas assez ambitieux» pour réduire la part de la voiture. Le collectif va plus loin. Car en considérant que 600 000 véhicules circulent chaque jour dans l'aire ur-

Le péage fournirait une «manne» pour développer le réseau de transports.

baine, il évalue les gains. «L'instauration d'une écoparticipation allant de 0,90 à 2,50 € par jour et par véhicule pourrait générer entre 100 et 400 M€ par an», écrit-il. Ce qui, avec l'hypothèse haute, «financerait la 3e ligne (2,2 milliards d'€) en 5 ans».

Faire payer un peu plus l'utilisateur au profit du contribuable: le raisonnement rejoint celui d'économistes comme le Toulousain Marc Ivaldi. «Aujourd'hui, les gens ne savent pas combien ils payent tous les matins sur la rocade», expliquait-il en avril 2016 dans «La Dépêche». Essence, temps perdu, entretien du périphérique, retard du développement économique... Même sans péage, il faut payer.

Jean-Noël Gros

repères

3,8

MILLIARDS D'€ Le Plan de déplacements urbains. Les élus du syndicat mixte des transports en commun projettent un Plan de déplacements urbains d'un montant de 3,8 milliards d'€. Un montant inégalé qui comprend le projet de 3e ligne de métro de 2,2 milliards. Le Plan de déplacements urbains est la programmation des projets de transports publics et d'infrastructures routières pour la période 2020-2025-2030. En cours de définition, il va faire l'objet d'une enquête publique cette année.

UNE TAXE SUR LES BILLETS D'AVION POUR LA LIAISON AÉROPORT ?

Financer, en partie, la liaison CDG Express entre l'aéroport et la capitale, un projet d'un 1,7 milliard d'€, à l'aide d'une taxe sur les billets d'avion: l'idée, bien que repoussée l'an dernier par le gouvernement, est envisagée. Et pour quoi ce qui est possible à Paris ne le serait-il pas à Toulouse? À l'image du financement du réseau du Grand Paris, qui s'appuie sur une fiscalité spécifique, ce souhait est exprimé, ici, dans les réunions de travail du syndicat mixte des transports en commun, affirme Jean-Michel Lattes, son président. La branche entre la 3e ligne et l'aéroport estimée à 110 M€. S'il écarte l'idée du péage, jugée «difficile sur un espace aussi vaste» et «rejetée par les maires», Jean-Michel Lattes plaide pour l'équilibre des ressources entre fiscalité des entreprises, contribution des collectivités basée sur l'impôt et recettes commerciales. Sans exclure donc de nouvelles pistes de financement.

«On financerait de plus en plus de réseaux de transports. Et avec la diminution de la congestion, celui qui est contraint d'utiliser la voiture trouve un avantage.»

Maxime Lafage, collectif pour un autre tracé de la 3e ligne

07 MARS 2017

déplacement

Un robot pour se repérer dans les transports collectifs



Pour gagner du temps dans le métro, le tram, les bus.../Photo DDM

TOULOUSE/ Les robots seraient-ils l'avenir des transports en commun ? Avec le robot TramBots, plus besoin d'utiliser l'appli Tisseo, ou pire, marcher jusqu'à l'arrêt de tramway ou de métro et espérer arriver à l'heure. TramBots est une intelligence artificielle gratuite qui donne les horaires des transports en commun toulousains grâce à la messagerie Facebook. « Commencez une conversation sur Facebook Messenger avec TramBots — Toulouse. Tapez simplement le nom de votre arrêt. Vous recevrez en instantané les prochains horaires des trams et métros à cet arrêt » écrivent Louis Delavaux et Maxime Girard, fondateurs de la start-up qui offre ce service. La valeur ajoutée ? Pas besoin de s'inscrire, de télécharger, de payer ou d'installer quoi que ce soit, TramBots fonctionne exclusivement grâce à la messagerie Facebook. Et ça marche ! Avec près de 10 000 utilisateurs après quelques semaines, le petit robot a fait ses preuves.

Jean-Gabriel Fernandez

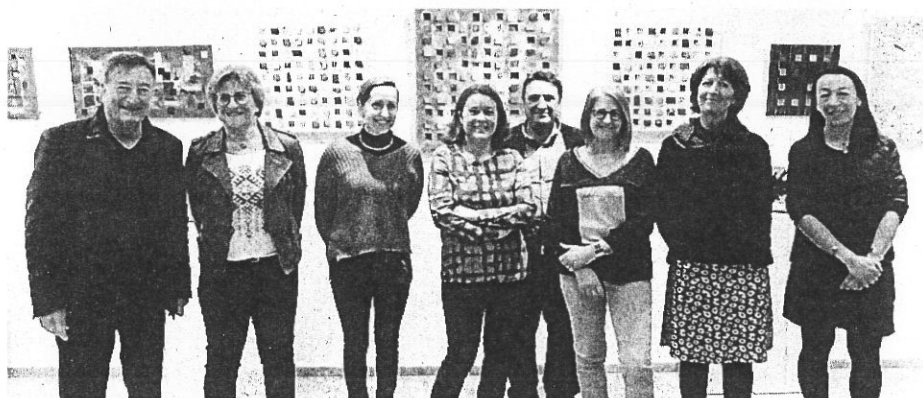
07 MARS 2017

SAINT-JEAN

Féminin pluriel à la galerie La Mosaïque

La Mosaïque accueille trois artistes femmes, dont deux sont des habituées, Christine Fiala et Isabelle Seruch-Capouillez, ainsi que Rozenn Alaphilippe pour une première. Christine Fiala poursuit sa recherche picturale vers un art cinétique. Ses œuvres sont faites de collages minutieux et d'une utilisation subtile de la couleur. Cela lui permet de procurer une impression de relief et de mouvement très agréable à l'œil.

Isabelle Seruch-Capouillez est une peintre aquarelliste créative, qui aborde tous les thèmes, portraits, corps, paysages souvent inspirés par ses voyages. Sa peinture figurative capture furtivement visages et corps en mouvement dans un style libre, spontané et libéré de tout académisme. Elle est bien connue dans la région pour ses nombreux prix obtenus, elle expose également à la galerie Carré d'artiste à Tou-



Les artistes et les élus réunis vendredi dernier lors du vernissage.

louse.

Rozenn Alaphilippe, fascinée par la chute du mur de Berlin, et le fait que les gens présents ont récupéré des morceaux de celui-ci comme on garde un moment de l'Histoire, réinterprète ce moment en créant des

œuvres à partir de béton dans lequel elle a inclus des motifs en mosaïque, verre (sa spécialité). Le contraste entre la matière brute du béton et la douceur et finesse de ces motifs fragiles est saisissant.

Exposition jusqu'au 15 mars. <http://apanet.fr>

Le point en DHR

07 MARS 2017

sports 31

TOURNEFEUILLE S'OFFRE LE LEADER AUSSONNE ENCORE SOUS LE CHOC

En perte de vitesse depuis plusieurs semaines (1N-4D), Tournefeuille a pourtant fait tomber le leader de la poule A. Menés deux fois au score par les Lourdaïs, les hommes de Mohamed Bouamama ont affiché de grosses ressources mentales pour renverser la situation et s'imposer grâce à des buts de Monié, Fresnel et El Hamdi (3-2).

Un faux pas exploité à minima par Portet et Cazères qui se sont



quittés sur un score nul Portet et Cazères dos à dos/Photo DDM, Xa- au terme d'une rencontre

équilibrée (1-1). Les Cazériens pourront toutefois regretter le penalty arrêté par Cot en toute fin de match.

Alors que Colomiers a remporté le duel des réserves sur la pelouse de Blagnac (1-3), Saint-Jean a réalisé une excellente opération dans l'optique du maintien en prenant huit points d'avance sur la zone rouge grâce à sa victoire contre le promu Orleix (2-0).

Au contraire, le Mirail a sans doute dit adieu à la DHR en subissant une véritable humiliation à domicile face à la réserve de Tarbes (0-7).

Visiblement encore sonné par la perte du fauteuil de leader de la poule B au profit de Fleurance lors de la dernière journée, Aussonne s'est fait surprendre sur la pelouse de Pibrac qui a confirmé avec brio ses bonnes dispositions actuelles (1-0). Troisième au classement, Fonsorbes s'est quant à lui fait accrocher à domicile par Foix, concurrent direct à la montée en Division Honneur, au terme d'un match nul prolifique (2-2).

Dans la deuxième partie de tableau, les représentants Haut-Garonnais ont connu des fortunes diverses. Si la réserve du Toulouse Métropole a eu la très bonne idée de s'imposer à domicile contre celle d'Albi (3-1), l'Union a subi la loi de Grisolles et ne compte plus qu'un petit point d'avance sur les Toulousains, premiers relégables (1-0). Enfin, malgré une prestation convaincante, la Juventus de Papus s'est inclinée face à Montauban et reste lanterne rouge (2-1).

Anthony Bernat

Conseil Municipal

Les élus appelés à donner leur avis sur le Plan de Déplacements Urbains

Lundi dernier se tenait à l'Espace Palumbo un conseil municipal un peu particulier : les élus étaient appelés à donner leur avis sur le **plan de déplacements urbains (PDU)** élaboré par Tisseo pour les années 2020-2025-2030. M. Francès, adjoint à l'Urbanisme, présentant la synthèse du projet, évoquait 3 projets majeurs en cours d'élaboration : création d'une troisième ligne de métro, déploiement du réseau Lineo avec 10 lignes prévues en 2020, création d'un téléphérique entre l'Oncopôle et l'Université Paul Sabatier. Tisseo prévoit de plus l'allongement des quais et rames de la ligne A, la poursuite des aménagements cyclables, le développement du covoiturage ou encore le démarrage d'études multimodales rou-

tières pour améliorer les conditions de circulation. Aussi, soulignait M. Francès, si la commune de Saint-Jean se félicite du développement des transports en commun et des déplacements doux, elle ne peut que constater un recul par rapport au PDU précédent, du moins en ce qui concerne Saint-Jean : le projet se focalise principalement sur le pôle urbain, au détriment de la « couronne périurbaine ». Pas de bus en site propre, pas d'intermodalité bus-train, une ligne Lineo ayant son terminus à l'Union... Conclusion de Mme le Maire : « *On n'est pas gâtés !* ». De leur côté, les élus d'opposition (MVSJ), regrettant de manquer d'éléments pour se positionner, ont toutefois demandé l'amélioration de quelques points noirs



Au centre des débats: M. Francès, adjoint à l'Urbanisme, Mme Vézian, maire, et M. Berliureau, Directeur Général des Services

rouliers : mise à double sens de la rue Jean Monnet et ouverture d'un passage entre le petit péage de l'Union et l'avenue de Bayonne. Ces observations seront portées à la connaissance de Tisseo. Alors que l'ensemble des

conseillers a émis un avis « favorable, mais réservé », Mme Viu, M. Couzy et M. Tamalet se sont abstenus, faisant valoir que leur avis était uniquement « réservé » car le projet ne correspond pas à leurs propositions.

FG31

La société civile soutient François Fillon

Réunion du Comité de soutien de la 2^{ème} circonscription de Haute-Garonne

Mercredi 22 février, le **Comité de soutien de la Société Civile à François Fillon** (2^{ème} circonscription de Haute-Garonne) était réuni à Saint-Jean. En présence de Nicolas Bonleux, Bernard Boulouys, Marianna Muneretto et Roger Savoye, dirigeants du Comité, ainsi que d'une représentante de la Fédération des Républicains 31, une quarantaine de personnes ont débattu du programme du candidat à l'élection présidentielle. La discussion a donné lieu à des contributions particulièrement constructives sur les éléments de programme et

l'actualité de la campagne présidentielle. La solidarité et la croissance continue de l'adhésion de la société civile aux valeurs portées par François Fillon ont été confirmées à de nombreuses reprises à l'occasion de ces échanges. Cette réunion s'inscrit dans la vaste initiative lancée au niveau national par le **Conseil National de la Société Civile**, et déclinée dans chaque département, en appui de la campagne présidentielle de François Fillon. En Haute-Garonne, sous la présidence de Jean-Marie Belin, le Conseil rassemble plusieurs



Une réunion sérieuse et constructive

fois par semaine les ex-comités Fillon de la primaire et huit comités thématiques

(Femmes, Jeunes, Etudiants, Agriculteurs, Familles...).

FG31

1er Chapitre de la Confrérie Pacifique et Souveraine des Tasto Mounjetos du Comminges

Je jure de défendre le haricot, le Comminges et sa cuisine !

07 MARS 2017



Qu'y a-t-il au menu? Des haricots!

Dimanche dernier se tenait à Saint-Jean le 1er Chapitre de la très sérieuse **Confrérie Pacifique et Souveraine des Tasto Mounjetos** (mangeurs de haricots) du Comminges. Dès 10h du matin, les Nonettes et Mounjetaires se pressaient à l'Espace René Cassin pour accueillir les Ploumbets (les petits nouveaux) et les introniser. Devant plus de 140 convives, parmi lesquels plusieurs représentants de confréries amies -commanderie des grands vins de Gaillac, de la tarte aux fraises, de la poule farcie ou de la violette de Toulouse - le Chancelier Bernard Boulouys a procédé

à l'intronisation de onze nouveaux Chevaliers et Nonettes, au nombre desquels quatre saint-jeannais : Mme Marie-Dominique Vézian, maire de Saint-Jean, M. Cayrac, M. Marrigues et M. Picard. Ont suivi les épreuves destinées à adouber les nouveaux impétrants. Après avoir prêté serment de défendre le haricot, le Comminges et sa cuisine, c'est en cape de berger aux couleurs de l'Occitanie, que, face au public, les nouveaux élus ont présenté leurs diplômes. Le cœur des Chevaliers a entonné l'hymne de la Confrérie suivi de l'hymne à nos montagnes : « *Montagnes Py-*



A g: Mme Vézian, maire de Saint-Jean et nouvelle Nonette, à dr: Mme Mirtain, maire de Castelmaurou et Vice-chancelière de la Confrérie

renées ». Le ton était donné pour déguster la Mounjetado, assaisonnée comme il se doit d'une bonne rasade

d'amitié et d'une louche de convivialité.

FG31



Bernard et Carmen Boulouys en tenue d'apparat

Vernissage à la Mosaïque

Ce vendredi 3 mars à partir de 18h 30, c'est vernissage à la Mosaïque, en présence des trois artistes de cette quinzaine: Christine Fiala,

Isabelle Serruch-Capouillez et Rozenn Alapetite. De plus, notez que Christine Fiala sera à la galerie samedi 4 mars de 15h à 18h. Elle y sera

de nouveau le 11 mars, aux mêmes heures, en compagnie d'Isabelle Serruch-Capouillez. De belles rencontres en toute convivialité!

Adresse de la galerie: centre commercial Belbèze, rue Paul Riello. Tél: 05 61 09 07 70.

FG31

SAINT-JEAN

Un atelier organisé par le Centre Social

07 MARS 2017

Consommer autrement... et faire des économies

Lundi dernier, le Centre Social proposait un atelier « *Consommer autrement* », en partenariat avec la Maison des Solidarités, le CCAS de l'Union et le service Info Energie de Toulouse Métropole. Comment réduire sa facture énergétique ? Calculer la quantité d'énergie utilisée par un appareil, choisir si possible la bonne source d'énergie (l'électricité coûte beaucoup plus cher que le gaz, le fioul ou le bois), comprendre ses factures... autant d'informations qui vont permettre de faire les bons choix (achat d'appareils électroménagers, d'ampoule...) et surtout d'adopter les bons gestes : repérer les fuites d'eau, faire fonctionner les appareils aux heures creuses (indiquées sur les facture



Quand "atelier" rime avec "convivialité"

d'électricité), éviter de laisser un appareil en veille, choisir des ampoules adaptées à l'usage que l'on souhaite en faire, sachant que les led sont les plus économiques, ne pas surchauffer son logement... Armés de toutes ces informations, les participants

sont repartis avec un kit cadeau comprenant un réducteur de pression, une ampoule led, un thermomètre spécial frigidaire, un économiseur d'eau à placer dans le réservoir des toilettes... Tous ont également noté l'adresse du site qui permet d'obtenir

des ampoules gratuites ou à très bas coût : www.mesampoulesgratuites.fr Une après-midi éclairante à bien des égards ! **Pour tout savoir sur les prochaines activités du Centre Social, appeler le 05 61 37 88 31.**

FG31

Santé

Marine Martin, symbole des victimes de la Dépakine de passage à Saint-Jean

Samedi 4 mars à 14h00 dans la salle Palumbo de Saint-Jean, Marine Martin, Présidente de l'APESAC (Aide aux Parents d'Enfants souffrant du Syndrome de l'Anti-Convulsivant) organise un rassemblement de son association régionale.

L'occasion de rencontrer des familles et un moment convivial avec une présentation des actions de ces derniers avec les dernières avancées obtenues. Lors de cette après-midi, le Député Gérard Bapt sera présent. Fer de lance du scandale du Médiateur au côté d'Irène Frachon,

Gérard Bapt est aussi médecin cardiologue et membre du Conseil d'Administration de l'ANSM. Marine Martin est désormais le symbole des victimes de la Dépakine, médicament antipileptique aux conséquences graves lorsqu'il est prescrit à des femmes enceintes. Elle-même maman de deux enfants atteints de malformations, elle dénonce l'omerté pharmaceutique depuis 2011. Marine Martin sortira par ailleurs un livre témoignage en avril prochain aux éditions Robert Laffont, « Dépakine le scandale, je ne



Marine Martin

pouvais pas me taire ». Renseignements sur le site

apesac.org

NLC

A la MCEF du NET

07 MARS 2017

La question du handicap en entretien d'embauche

Mercredi 22 mars, de 9h à 12h, la Maison Commune Emploi Formation du Nord Est Toulousain (MCEF du NET) et Cap Emploi 31 organisent conjointement un atelier sur « **la question du handicap en entretien d'embauche** ». Cette réunion s'adresse à toute personne en situation de handicap (demandeur d'emploi ou salarié), souhaitant se préparer à l'entretien d'embauche. Définir son handi-

cap, identifier les restrictions professionnelles et connaître les techniques de compensation, en parler lors de l'entretien d'embauche... tels seront les principaux points abordés. Il est obligatoire de s'inscrire, **au plus tard le 21 mars**. Pour tout renseignement et pour les inscriptions, appeler les animatrices de la MCEF du NET au 05 34 25 02 29. Adresse de la MCEF : 6 chemin du Bois de Saget à Saint-Jean.

FG31

Les inscriptions au vide-grenier sont ouvertes



Un vide-grenier toujours très couru

Dimanche 21 mai aura lieu le traditionnel vide-grenier organisé conjointement par les clubs de foot et de basket, sous l'égide de la mairie de Saint-Jean. Les inscriptions se feront au club-house du foot, impasse Roger Pujol (face au collège), unique-

ment aux trois dates suivantes : **samedi 4 mars, samedi 1er avril et samedi 29 avril**, à chaque fois de **9h à 12h 30**. Les bulletins d'inscription sont à retirer en mairie de Saint-Jean. Le coût est de 5 Euros le mètre linéaire.

FG31

transport

07 MARS 2017

Le prix de la 3^e ligne de métro fait toujours polémique

l'essentiel

Selon le Collectif Citoyen, qui milite pour un tracé plus central et plus court, les chiffres du SMTC conduisent à un coût de 2,5 milliards pour le projet actuel. Bien plus que l'estimation officielle.

On croyait la polémique sur le coût de la 3^e ligne retombée. Lors du dernier conseil communautaire de la Métropole, les divers responsables de groupes se sont pourtant inquiétés du financement d'un projet officiellement estimé à 2,128 milliards d'euros (notre édition du 24 février). Le Collectif Citoyen pour la 3^e ligne, qui milite pour un tracé plus central et plus court dans Toulouse, conteste, lui, ce chiffrage officiel, à partir des données fournies par le SMTC Tisséo lui-même, lors du récent débat public.

L'autorité organisatrice des transports de l'agglomération a précisé, le 5 décembre 2016, le coût de base d'1 km de métro en souterrain (120 millions d'€) et celui du km de métro en aérien à ras du sol (sans viaduc), soit 45 millions d'€, ainsi que la répartition du projet, à 60 % en tunnel (soit 16,8 km, de la Garonne à Montaudran) et 40 % en aérien (11,2 km).

Un rapide calcul conduit ainsi à une estimation de 2,520 milliards d'€ pour les 28 km de la 3^e ligne, soit 392 millions d'€ de plus que le chiffrage officiel. En fait, pour arriver au chiffrage officiel, il faut prendre le ratio le plus bas évoqué par le SMTC : 100 millions d'€ du km en tunnel et 45 millions en aérien...

« Les 40 % aériens ne pourront pas tous se faire en ras du sol (ne serait-ce que pour la traversée de la Garonne et des voies rapides), le montant communiqué par Tisséo est grandement sous-estimé. Le projet actuel tourne plutôt autour de 2,5 milliards »,



Un métro en aérien, au sol, sur 40 % de la ligne, à l'ouest de la Garonne et à l'est de Montaudran. /DDM archives

estime Arnaud Roigt, du Collectif Citoyen. Et la facture pourrait encore augmenter si l'on devait réaliser davantage de tracé en souterrain ou en viaduc (le coût du métro en viaduc passe en effet à 70 millions d'€ du km) !

« Tout cela a été calculé très sérieusement par nos équipes d'ingénieurs et techniciens spécialisés », argumente Jean-Michel Lattes, « le sous-sol toulousain est meilleur que celui de Rennes (qui a aussi un métro Val-NDLR) et le diamètre de tunnel de la 3^e ligne (9 mètres, soit plus que celui des lignes A ou B) est inférieur à celui du métro parisien », justifie aussi le président du SMTC Tisséo, qui préfère passer le relais à son équipe d'ingénieurs pour le détail des chiffres.

« Ce type d'estimation montre les limites d'un chiffrage par ratio (au km, stations et achat des

rames compris N.D.L.R.) », se défend un spécialiste de l'équipe (SMTC et Smat) qui a travaillé sur le chiffrage officiel du coût de la ligne. Une estimation plus fine et complexe qui tient compte des coûts réels (acquisitions foncières, déviations de réseaux, génie civil, réalisation des 21 stations, achat de matériel roulant, automatismes, études...), explique-t-on, en précisant : « On arrive bien à 2,128 milliards, ce qui reste un coût d'objectif. À nous d'adapter le projet pour rester dans ce coût », précise notre spécialiste, qui ajoute : « On ne peut qu'être approximatif à ce stade des études ». Des réponses pas vraiment rassurantes, non ?

Philippe Emery

Une réunion publique est organisée par le SMTC Tisséo sur la mobilité, ce mardi à Castanet, à 19 h 30, salle du Lac, parc Rabaudy, boulevard des Campanhols.

repères

2,128

MILLIARDS > d'euros. C'est l'estimation officielle retenue à l'issue du débat public sur le projet. Mais selon les chiffres mêmes du SMTC Tisséo, la 3^e ligne pourrait coûter jusqu'à 2,5 milliards d'€, voire 2,8 milliards dans le cas où la partie aérienne serait en viaduc.

« Notre estimation est basse car le sol toulousain est meilleur qu'à Rennes et le diamètre du tunnel plus petit qu'à Paris ».

Jean-Michel Lattes, président du SMTC Tisséo, autorité organisatrice des transports de l'agglomération toulousaine.

AVEC 2 MILLIARDS T'AS PAS RIEN !

Un peu plus de deux milliards d'euros ! Le chiffre donne déjà le tournis. Un joueur de loto imagine ce qu'il pourrait acheter avec un gros lot à un million d'€ (une très-belle villa, quelques Ferraris ou Rolls...) mais avec deux milliards, soit deux mille fois le jackpot ? Et bien sachez que deux milliards, c'est ce que va déboursier Peugeot pour racheter Opel, soit toutes les activités, les 40 000 salariés et la dizaine d'usines de General Motors en Europe (Allemagne et Royaume-Uni). C'est aussi le tiers du coût des 300 km de ligne à grande vitesse réalisée entre Tours et Bordeaux (6,2 milliards d'€, qui coûtera en fait près de 8 milliards avec la concession à Vinci). La 3^e ligne de métro permettrait donc de réaliser 100 km de LGV, soit quasiment la moitié du morceau manquant entre Bordeaux et Toulouse pour que la Ville rose soit reliée à grande vitesse avec la capitale. C'est encore l'équivalent de vingt années de contribution (actuelle) de Toulouse Métropole au transport (100 millions d'€ de subvention au SMTC). C'est encore presque le double du coût de la ligne B de métro ou de la dette actuelle du SMTC Tisséo (1,3 milliard d'€). Quant à la différence entre l'estimation officielle de la 3^e ligne et celle du Collectif Citoyen, elle représente 392 millions d'€... Une paille ! C'est presque le coût du prolongement de la ligne B jusqu'à Labège, abandonné pour cause de 3^e ligne, ou encore l'équivalent de ce que se sont engagés à donner la Région et le Département pour la 3^e ligne et l'ensemble des projets mobilité transport d'ici 2030...

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

**SAINT-JEAN (31)
CARMAUX (81)**

Marjorie GARDES, sa fille ;
Delphine SALABERT sa fille et
son époux Xavier ;
Marie et Lucie, ses petites-filles ;
M. Gérard ZERRINGER, son com-
pagnon,
parents et amis
ont la tristesse de vous faire part
du décès de

Madame Jacqueline GARDES
Née PAILHOUS

survenu à l'âge de 74 ans.
La cérémonie religieuse sera
célébrée le jeudi 9 mars 2017, à
10 heures, en l'église de Saint-
Jean.

Le présent avis tient lieu de
faire-part et de remerciements.

S'informer : PF Saint-Jeannaises
Saint-Jean - Balma Tél. 05.61.35.04.05

08 MARS 2017

08 MARS 2017

FLOURENS

La Ruche souffle sa première bougie

L'association des Jardins de Bagnac, organisatrice de la distribution des produits de la Ruche qui dit oui fête sa première année de distribution à Flourens, ce samedi 11 mars dans le hall de la salle des fêtes, de 18 h 30 à 20 h 00.

En un an, près de 46 distributions ont permis à 168 foyers de s'approvisionner en direct auprès d'agriculteurs et artisans situés en moyenne à 33 km du lieu de distribution. 26 producteurs actifs ont confectionné près de 993 paniers. Le choix des membres de soutenir cette forme de circuit court et social a permis de récolter 31 270 €. Pour célébrer cet engagement



La Ruche qui dit oui, c'est aussi un lieu de convivialité. / Photo DDM.

citoyen, la Ruche qui dit oui invite tous les Flourensois et habitants des autres communes voisines à venir trinquer lors d'une dégustation de produits

et le verre de l'amitié à partir de 18 h 30. Cette « apéruche » ainsi nommé par l'association permettra un véritable temps d'échange et la découverte de

l'art de vivre de la Ruche qui dit oui.

Dès 16 h 30, Marie Rechou, artisan traiteur de la distribution animera un atelier à partir de recettes simples, économiques et rapides. Les participants pourront confectionner : de l'houmous (purée de pois chiches), un suprême de poulet et fromage de brebis, une salade de pommes, choux rouge et graine de sésame, ou un rouleau de printemps et une ceviche de truites. De quoi stimuler nos papilles pour ce week-end. L'entrée est libre.

Pour plus d'informations et renseignements : <https://laruchequiditoui.fr/fr/assemblees/7975>

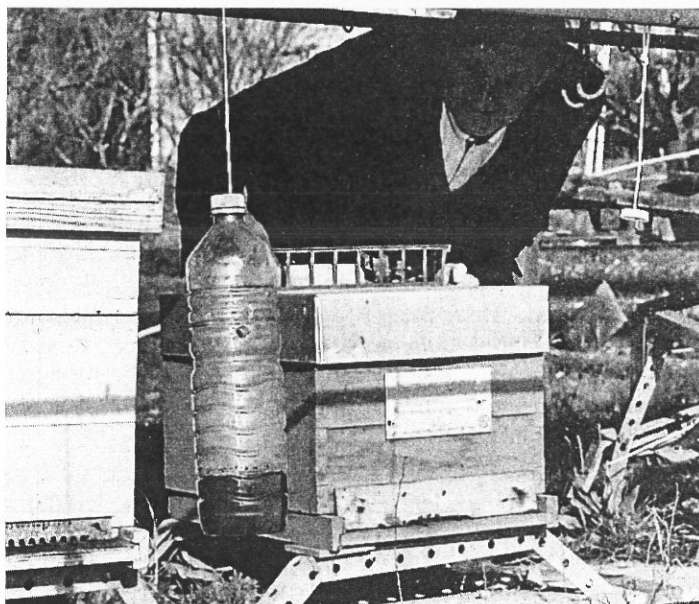
08 MARS 2017

SAINT-JEAN

Gérard Bapt rend visite à ses ruches

Gérard Bapt est allé récemment constater comment les abeilles offertes par le syndicat de l'apiculture avaient passé l'hiver. Il en a profité pour revenir sur la question de l'usage intensif des insecticides, alors que l'agence fédérale du Canada vient d'indiquer qu'il fallait arrêter dans les 3 ans l'usage de l'imidaclopride, le plus utilisé des néonicotinoïdes, en raison de sa présence systématique dans les eaux de surface et ses effets négatifs sur la faune aquatique. Cela va dans le sens de l'interdiction des pesticides néonicotinoïdes votée pour le 1er octobre 2018 à l'initiative de Delphine Batho et de Gérard Bapt.

Celui-ci vient d'écrire au ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll car le texte de l'arrêté « Mention abeille » du 28 novembre 2003, devenu ob-



Gérard Bapt devant sa ruche installée à Saint-Jean dans le jardin de Jean Nicouveau./Photo DDM.

solète, est en cours de révision. Le député précise : « De nombreuses contributions ont été apportées à la Direction géné-

rale de l'alimentation au vu des éléments récents concernant la dangerosité d'un certain nombre de pesticides, notam-

ment insecticides néonicotinoïdes. Des propositions me paraissant dignes d'intérêt ont été faites par le Syndicat national d'apiculture pour amender l'arrêté de 2003 visant à élargir à toutes les familles de pesticides, sur toute culture en fleur, l'encadrement de l'usage des insecticides et des acaricides ». Gérard Bapt souligne en particulier que les applications à partir du coucher du soleil favorisent jusqu'à 30 % la réduction des doses pour une efficacité égale, en parfaite cohérence avec les objectifs du plan Ecophyto. Le député conclut : « Un changement d'appellation et le remplacement du pictogramme « Mention abeille » sont aussi souhaitables. Ces amendements profiteraient au succès du Plan de Développement Durable de l'Apiculture ».

09 MARS 2017

SAINT-JEAN

Des collégiens reçoivent le prix du civisme

Le prix du civisme 2017 (catégorie prix collectif « Collèges ») a été attribué, samedi, à l'équipe Croix-Rouge du collège Romain Rolland. Sous la présidence du préfet de région Pascal Mailhos et du président Henri Rème, ces « Cérémonies citoyennes » sont organisées par la section 31 de l'association nationale des Membres de l'Ordre national du mérite, à Toulouse. Pour leur engagement personnel et leurs actions exemplaires et citoyennes au sein de leur collège, Lara, Damien, Emma, Flavie, Florian, Housna, Iléana, Inès, Jennifer, Lucile, Maël, Mathildé, Morgane et Morgane ont été mis à l'honneur.

De la 6^e à la 3^e et âgés de 11 à 16 ans, ils constituent l'équipe Croix-Rouge au sein de leur établissement. Cela fait maintenant cinq ans qu'ils poursuivent cette activité, encadrée par Yannick Vernhes, correspondant local de la Croix-Rouge sur Saint-Jean, et soutenue avec conviction par Daniel Palpacuer, principal du collège... Ce sont les élèves eux-mêmes qui choisissent les actions à mener dans l'année et qui trouvent les moyens nécessaires pour les réaliser. Pré-



Les collégiens honorés en compagnie de Yannick Vernhes et de Daniel Palpacuer.

sente à cette cérémonie, le maire Marie-Dominique Vézian, accompagnée par Céline Moretto son adjointe à l'Education, s'est dite touchée que ces jeunes de collège de sa commune soient ainsi mis à l'honneur : « J'ai lu dans leurs yeux toute la fierté d'être ainsi récompensés ».

L'une des collégiennes, Mathilde, confiait

à son tour : « J'étais très émue et impressionnée par toutes les personnalités présentes qui ont prononcé de très belles choses ! Le préfet a dit : "Les gens donnent pour recevoir, vous, vous donnez sans rien attendre". C'est tout à fait ça ! Mais ce qui est certain c'est que ça nous apporte aussi beaucoup ! ».

Quand la mairie suggère le menu du soir aux parents



repères

33 000

REPAS > Par jour. À Toulouse, la cuisine centrale élabore 33 000 repas par jour pour les écoliers des maternelles et élémentaires de la ville.

« Ces propositions de menus pour le soir ont pour but de favoriser l'équilibre alimentaire ».

Martine Susset, conseillère déléguée en charge de la restauration scolaire

Pour équilibrer les repas des petits Toulousains, la mairie suggère des idées de menus du soir. / DDM

Depuis cette semaine, à Toulouse, la cuisine centrale propose aux parents des idées de menus du soir complémentaires du repas pris par les enfants le midi à la cantine.

Un potage de légumes, du cabillaud sauce provençale, de la semoule et un fruit : voilà ce que les cuisiniers de la cuisine centrale de Toulouse vous proposent comme idée de repas pour ce jeudi soir si votre enfant, scolarisé en maternelle, a mangé à midi dans une cantine de la ville. Lancée depuis ce lundi, l'initiative a pour but de « favoriser l'équilibre alimentaire », explique Martine Susset, con-

seillère déléguée en charge de la restauration scolaire. Ces suggestions de repas, élaborées pour tout le mois, sont diffusées sur le site de la mairie toulouse.fr. Sous la forme d'un tableau, elles peuvent facilement être téléchargées pour être affichées dans la cuisine. Les propositions incluent aussi des recettes, comme les boulettes d'agneau au cumin ou le poulet basquaise par exemple.

Sur Qui dit miam !
Prochainement, les suggestions du soir seront aussi diffusées via l'application « Qui dit miam ! » Depuis

Pour ce jeudi soir sont suggérés potage, cabillaud, semoule et fruit.

septem-
bre 2015, cette « appli » mise sur pied par une start-up toulousaine, Absolom Design, en collaboration avec Toulouse Métropole, permet aux parents de connaître les menus de la cantine. « Avant, on ne savait pas ce que mangeaient les enfants, à moins de regarder les menus affichés dans les écoles. Ça évite de refaire la même chose le soir », témoigne une maman, satisfaite. À ce jour, Qui dit Miam ! a été téléchargée près de 5 700 fois, selon le décompte fourni hier par la mairie. Du côté de la principale association de parents d'élèves, la FCPE, comme pour Christine Chabanette, cette Toulou-

saine, mère d'un petit garçon, qui a mobilisé un collectif sur le thème de la qualité des repas de la cantine, on réagit d'une même façon aux idées de repas. « C'est intéressant mais ce n'est pas le cœur du sujet », expose Hélène Rouch, présidente de la FCPE, qui rappelle l'importance du repas de midi pour l'enfant. « La mobilisation montre qu'il y a des marges de progrès », avance-t-elle. Des progrès, il y en a eu, juge Christine Chabanette qui songe à la nouvelle distribution du pain. Mais reste réservée sur le rôle du chef étoilé Stéphane Tournié. « Je préférerais un travail de fond plutôt que l'élaboration d'un plat par mois. »

J.-N. G.

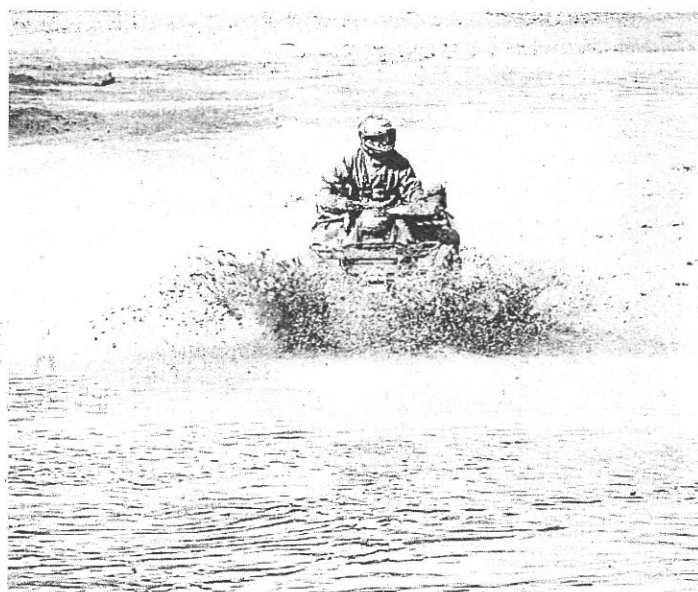
YAMAHA PERD CONTRE FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

Nul n'est censé ignorer la loi même les world companies. Dans un jugement rendu le 6 février, le tribunal d'instance de Toulouse vient de rappeler à la firme japonaise Yamaha que la circulation des véhicules tous terrains hors des sentiers balisés est interdite en France. Et que toute publicité qui tendrait à faire croire le contraire est mensongère. Pour avoir feint de l'oublier, le constructeur nippon a été condamné à verser 2 000 € de dommage et intérêt à la section Midi Pyrénées de l'association France Nature Environnement (FNE). Celle-ci avait déposé plainte après avoir constaté que des affiches publicitaires pour les

« Des irresponsables au volant de leur 4 X4 prennent nos cours d'eau pour un terrain de jeu »

quads et les motoneiges Yamaha montraient ces engins circulant librement en pleine nature. Elle a été suivie par les juges toulousains pour qui : « les visuels publicitaires montrant les quads et les motoneiges évoluant dans des espaces naturels sont de nature à induire en erreur les potentiels acquéreurs en leur laissant penser qu'ils peuvent utiliser librement ces véhicules dans des espaces naturels sans risquer de sanction. »

Pour FNE Midi-Pyrénées qui lutte depuis des années contre la pratique du hors-piste cette condamnation est une belle victoire. Car,



Pratiquer le quad hors des sentiers balisés est strictement interdit. /DDM, illustration, archives

explique un de ses responsables : « même si le montant de l'amende est dérisoire pour une firme comme Yamaha, celle-ci redoute toutes les condamnations qui terniraient son image. Elle a d'ailleurs enlevé les visuels incriminés dès le début de la procédure. »

Cette récente condamnation de Yamaha témoigne de l'importance désormais accordée par les magistrats de la région à la défense de l'environnement. Le 26 janvier dernier, l'association aveyronnaise « Les Bartassiers du Rouergue » a été condamnée à une amende de 2000 € par le tribunal correctionnel de Rodez et à verser 500 € de dommage et intérêts à FNE pour avoir organisé une randonnée au cours de la-

quelle 45 véhicules tous terrains ont emprunté le cours d'une rivière sur plus de 600 mètres. Surpris en flagrant délit par les inspecteurs de l'environnement, les Bartassiers (mot occitan qui désigne une personne qui tombe ou circule dans un fossé) avaient été assignés directement par le parquet. Pour Thierry Nobles « le patrimoine naturel de la région ne doit pas être sacrifié à la pratique d'activités de loisir illégales. » Le président de FNE dénonce violemment « les sociétés comme Yamaha qui utilisent le milieu naturel comme fond d'écran pour leurs quads et motoneiges, pendant que des irresponsables au volant de leur 4 X4 prennent nos cours d'eau pour un terrain de jeu. »

B.dv.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

09 MARS 2017

FUTUR : LA VOITURE VOLANTE D'AIRBUS



Et si l'événement du Salon de Genève n'était pas sur route mais dans les airs ? C'est en tout cas le buzz que provoque Airbus depuis mardi avec son projet de voiture volante. Baptisé « Pop.Up », le véhicule est électrique à la fois roulant et volant. Il est l'aboutissement d'un autre projet baptisé « Vahana », un taxi volant dont le prototype doit voler cette année qui est développé par A3, le centre de recherches californien d'Airbus. Pop.Up est un véhicule électrique et autonome ca-

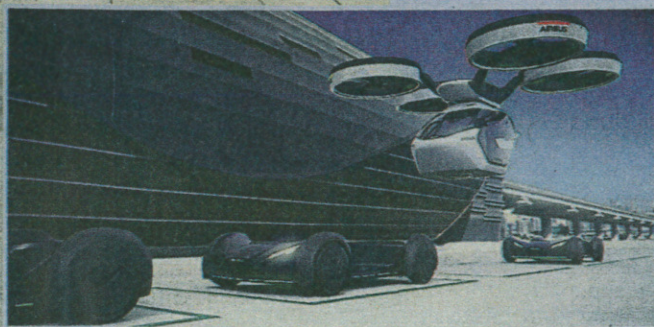
pable de transporter deux passagers. Le client le commande comme un taxi via une application smartphone ou tablette. « Ce cocon monocoque en fibre de carbone mesure 2,6 mètres de long, 1,4 mètre de haut et 1,5 mètre de large » a précisé Airbus depuis le salon de Genève. L'habitacle prend la forme d'une capsule qui peut aisément se décrocher du châssis en fibre carbone pour être emporté dans les airs par un ensemble propulsif doté de quatre moteurs.

Modifier la réglementation

On peut imaginer que la voie des airs soit utilisée par exemple pour effectuer le dernier kilomètre dans les centres urbains afin de s'affranchir de la congestion routière. Développé avec la société de services Italde-

sign, Pop.Up n'est encore qu'un concept mais pourrait devenir réalité d'ici dix ans. Au-delà du défi mécanique à réaliser (faire s'arrimer un module volant sur une plateforme roulante), Airbus va concentrer ses efforts sur l'intelligence artificielle. L'« IA » devra être capable de gérer la complexité des trajets sur route et en vol, insérer le véhicule dans le flux de circulation. Et tout ce là dans le respect de la future réglementation qui régira le transport par air ainsi que les véhicules autonomes. L'agence européenne de la sécurité aérienne travaille déjà sur le sujet. Airbus devra aussi proposer des batteries à l'autonomie suffisante pour effectuer suffisamment de cycles de transports. Autre inconnue : le prix, qu'Airbus n'a pas encore chiffré. **GilBousquet**

[@Gil_Bousquet](#)



LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

chancre coloré

10 MARS 2017

Courir pour replanter les platanes du canal

TOULOUSE/La replantation des arbres qui bordent les berges du canal du midi est en panne. Depuis 2006, 17 370 platanes atteints par le chancre coloré, ont été abattus pour seulement 5 700 replantations. Le compte est loin d'y être et les Voies Navigables de France (VNF) ont déjà débloqué 33 des 70 millions d'euros qu'elles se sont engagées à investir sur 20 ans pour reboiser les berges. En clair l'État, via les VNF n'aura pas les moyens de prendre en charge la totalité des opérations. D'autant plus que les collectivités territoriales ne se sont pas jusqu'ici bousculées pour mettre la main au portefeuille. Dans le cadre du contrat de plan 2015-2020, la région Occitanie vient tout juste de s'engager à hauteur de 8 millions sur les cinq prochaines années. Quant aux départements traversés par le cours d'eau, seule l'Aude a pour le moment engagé environ 700 000 € dans l'opération. Et des négociations



Sponsors et VNF attendent 1 500 coureurs le 14 mai sur la ligne de départ du village solidaire qui sera implanté près du Grand Rond. /Photo DDM, Archives.

sont en cours avec la Haute-Garonne et l'Hérault. Dans ce contexte, les VNF en sont réduites à gérer l'urgence. « Nous assurerons à coup sûr l'abattage. Et dans la mesure du possible la replantation », confirmait hier matin Marc Papinutti, directeur général des VNF. Pour faire face à cette situation alors que le déclassement du canal au patrimoine mondial de l'Unesco commence à être envisagé mezza voce, les VNF se tournent vers le mécénat. En trois ans, entre-

prises et particuliers ont versé 3,3 millions d'euros dans la corbeille des replantations. C'est dans ce contexte que sera organisé, le 14 mai 2017 la troisième édition de la course 1,2,3 canal. Le départ des trois épreuves de 2,5 km, 5 km et 10 km seront donnés par les trois parrains de l'opération Fabien Pelous, Severine Beltram et Marie Constance Mallard. Une campagne de financement participatif sera également lancée sur le site Ulule.com.

B.dv.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

10 MARS 2017

en bref

ENVIRONNEMENT > Ségolène Royal à Toulouse.

Ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer, Ségolène Royal est à Toulouse aujourd'hui pour l'annonce de la mission MicroCarb. Initiée par le CNES, elle participe à la lutte contre le réchauffement climatique. L'objectif de MicroCarb est de cartographier à l'échelle planétaire les sources et puits du principal gaz à effet de serre, le dioxyde de Carbone (CO₂). Cette mission en cours de développement prévoit le lancement d'un microsateellite en 2020. Son instrument, un spectromètre à réseau, sera capable de mesurer la teneur en CO₂ sur l'ensemble de la colonne atmosphérique avec une grande précision. A Toulouse Ségolène Royal visitera également l'entreprise SCLE SFE, située chemin Paléficat.



LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est 10 MARS 2017

grand sud

grippe aviaire

Filière gras : la nécessaire « révolution »

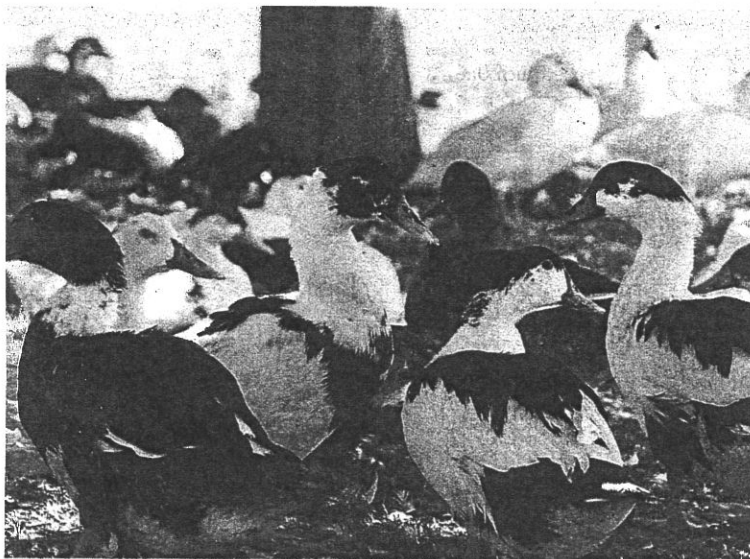
l'essentiel

3,7 millions de canards abattus, 250 millions d'euros de pertes : les producteurs de foie gras du Sud-Ouest ont dressé le bilan d'une année 2016 mortifère et présenté un plan radical pour éradiquer la grippe aviaire des élevages. « Une révolution » nécessaire...

Grippe aviaire, ou virus H5N8, fléau des palmipèdes. Un fléau qui a été particulièrement virulent en Occitanie (Gers, Hautes-Pyrénées) et en Nouvelle-Aquitaine (Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques). Dans cinq départements du sud-ouest de la France, terroir de la gastronomie des produits du canard, les élevages se sont vidés depuis début janvier, au fur et à mesure de la mise en œuvre des mesures d'euthanasie des canards suivant l'évolution du virus « très virulent », qui met les nerfs des acteurs de la filière à vif.

Productions à l'arrêt

« Nous sommes particulièrement éprouvés, affectés » a expliqué Christophe Barrih, hier à Paris. Le président du Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras (Cifog) qui regroupe toute la filière, des naisseurs de canetons aux fabricants de foie gras, estime que ce sont « 9,7 millions de canards qui ont été perdus pour la production française de foie gras ». En plus des 3,7 millions de canards abattus, le Cifog estime à 6 millions le nombre de palmipèdes qui n'ont pas pu être mis en production depuis le début de l'épizootie qui, il faut le rappeler est une épidémie animale non transmissi-



L'élevage des canards pourrait reprendre au printemps mais la filière reste en souffrance. / Photo archives DDM SL

ble à l'homme. « Pour l'instant, la production est à l'arrêt dans la quasi-totalité des Landes, du Gers, des Pyrénées-Atlantiques, ainsi que dans une partie des Hautes-Pyrénées et du Lot-et-Garonne », qui n'est pas stabilisé, a-t-il précisé. 387 foyers de la maladie ont été identifiés à ce jour, le département des Landes étant le plus touché avec 224 foyers. Côté financier, le Cifog chiffre à « plus de 250 millions d'euros » les pertes pour la filière, soit plus du double de ce qu'il avait estimé lors de sa dernière conférence de presse le 19 janvier. Pour la filière voilière de chair, également touchée dans la région avec 1 500 élevages dépeuplés, les pertes sont estimées à 90 millions

d'euros, a ajouté Anne Richard de l'Institut technique de l'aviculture (Itavi).

Redémarrage en mai ?

Si la prévalence du virus continue de baisser, les professionnels espèrent cependant pouvoir redémarrer l'élevage de canards en « mai », après nettoyage et désinfection des exploitations. Mais l'opération d'abattage massif de palmipèdes, démarrée en janvier, n'est pas encore totalement parvenue à enrayer le virus. Il y a des résurgences, notamment dans le Lot-et-Garonne, au nord et au sud, a précisé François Landais, vétérinaire. Pour tous, les producteurs, « le plus dur est de n'être sûr de rien encore ».

2016 : BAISSÉ DE LA CONSOMMATION

Les Français ont acheté 4 836 tonnes de foie gras en grande surface en 2016 contre 5 336 en 2015, soit une chute de 9,3 %, en raison d'une « offre réduite » due à l'épidémie de grippe aviaire, selon le Cifog, organisme qui regroupe les professionnels de la filière. En valeur, le recul des ventes est de 1,9 % sur l'année 2016, a précisé le Comité.

Sécuriser la filière

Mais il y a pourtant une certitude : rien ne sera plus comme avant. « La reprise va passer par un modèle de rupture, une révolution » dans les conditions de production a estimé le président du Cifog afin de « sécuriser la filière et de la rendre plus forte face aux épidémies ». Une série de mesures, de contrôles sanitaires stricts et de changements dans les processus d'élevage est prévue. Le principe de l'élevage en plein air sera maintenu, car il représente « l'ADN » de la filière.

Mais des dispositions vont être prises pour protéger les animaux en période de risque élevé, lors du passage des oiseaux migrateurs, vecteurs de l'épidémie. Il faudra bien aussi que les producteurs se penchent sur un mode de production industriel qui multiplie les déplacements à risques pour les canards transbahutés à plusieurs reprises dans la chaîne de production, ce qui multiplie les risques de prolifération de l'épizootie. Une vraie révolution.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

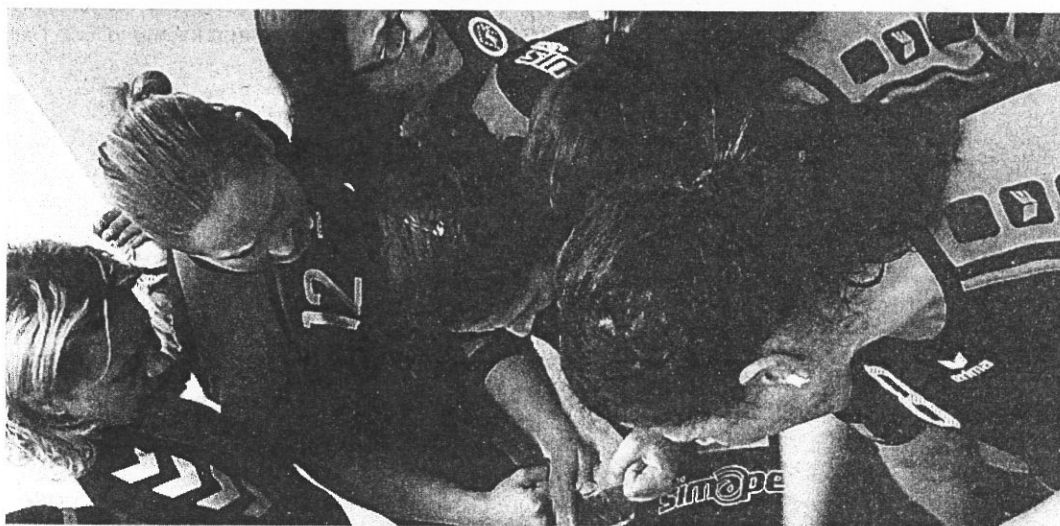
SAINT-JEAN

10 MARS 2017

Handball : sans-faute pour les seniors

Dix matchs étaient au programme le week-end dernier, pour le HBC Saint-Jean. Seuls les -15 filles et les -13 ne jouaient pas. Chez les seniors, ça a été carton plein ! Les féminines ont continué leur parcours sans faute en Pré-Région 31, en disposant de Blagnac 19 à 14.

Les seniors garçons 1, après 3 défaites consécutives, se sont relancés en battant logiquement les seconds de la poule Pré-Région 82, Castelsarrasin, 29 à 25. Enfin, l'équipe 2, très diminuée, a arraché la victoire dans les dernières secondes à Pins-Justaret, 16 à 15. À l'instar de leurs aînées, les -18 filles poursuivent aussi leur domination sans failles. Dans la poule 4 du championnat Honneur Régional, elles se sont imposées à domicile 35 à 10 face à Pins-Jus-



La rage de vaincre des seniores féminines.

taret.

Pour le reste des rencontres, victoire des -18 Garçons 2, défaites pour les -18 Garçons 1, -15 Garçons 1 et 2, -11 Filles et -11 Gar-

çons. Huit matchs sont au programme le week-end prochain, uniquement chez les jeunes.

Les -18 Garçons termineront leur deuxième phase avec une

première place en jeu pour l'équipe 1. Les -18 Filles voudront continuer leur parcours sans accroc, de même que les -13 filles !

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

10 MARS 2017

VILLEMUR-SUR-TARN

Pétanque : Magnanac champion du secteur triplettes promotion

Malgré un temps exécrable, samedi dès 14 heures, 140 équipes du secteur des 4 vallées se sont retrouvées sur les terrains de Fenouillet pour essayer de glaner le titre de champion du secteur triplettes dans la catégorie promotion, qualificatif pour les championnats de Haute-Garonne et pré-ligue.

Il y avait 15 places à prendre pour le championnat départemental qui aura lieu à Saint-Lys le 20 mai et 4 places pour le préqualificatif ligue qui se jouera à Cox le 19 mars. Cinq équipes de Magnanac se déplaçaient et deux parvenaient à se qualifier pour la Haute-Garonne.

Les 8^{es} de finale se sont disputées le dimanche matin. Les deux équipes magnanacoises parvenaient en quart de finale et jouaient la partie qualificative



La triplette championne du secteur: Claude Sarremejean, Rachid Ezzamzami et Jacques Pendaries.

pour la préligue. Si l'équipe Frédéric Dos Santos, Wilfrid Pochat, Laredj Mahdjoub échouait, l'équipe composée de Claude Sarremejean, Rachid Ezzamzami et Jacques Pendaries parvenait à se qualifier. Il ne restait plus qu'à

remporter le titre de champion du secteur des 4 vallées, c'est ce qu'ils ont fait en faisant une finale parfaite, de haut niveau, contre une très bonne équipe de Launaguet.

Bravo, à cette équipe qui a dû dis-

puter pas moins de 8 parties, faisant preuve de beaucoup d'adresse et de maîtrise collective. Bravo au club organisateur de Fenouillet pour sa bonne organisation, et qui a permis de jouer les parties finales dans le boulodrome couvert.

D'autre part, lors du championnat doublettes mixtes qui s'est déroulé le samedi 25 février, toujours à Fenouillet, deux équipes de Magnanac se sont qualifiées pour le championnat de la Haute-Garonne : Thierry Zulian-Marjorie Galy et Max Pavanetto-Nadia Pavan.

Prochain rendez-vous qualificatif en doublettes masculin et féminin à Fenouillet demain samedi 11 mars à partir de 14 heures. Onze équipes hommes et trois équipes féminines de Magnanac sont déjà inscrites.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

11 MARS 2017

SAINT-JEAN

C'est l'ouverture de la truite !

Ce samedi 11 mars est le jour d'ouverture nationale de la truite. Pour marquer l'évènement, le président Claude Marrigues, et les membres de l'association de Pêche de Saint-Jean organisent un lâcher de truites. Le premier (130 kg dont 30 kg de grosses) a eu hier vendredi au lac de la Tuilerie. Un autre est prévu vendredi 31 mars avec 115 kg. Ce qui fait de ce mois-ci un mars très poissonneux et propice à de bon-

nes parties de pêche. « Pour pêcher au lac de la Tuilerie, la carte de l'association de pêche est obligatoire, vous pouvez vous la procurer chez nos partenaires (librairie Tahou à Saint-Jean, Liberty Pêche à côté d'Auchan) ou auprès des membres du bureau. Toutes et tous seront les bienvenus, pour pratiquer ce sport de détente prônant le respect de la nature », souligne Claude Marrigues.

Pour information, lundi 13 mars à partir de 14 heures, les membres de l'association, comme ils le font régulièrement depuis plusieurs années, encadreront pour une après-midi de pêche ludique et conviviale, quelques résidents du foyer Fond-Peyré de Saint-Jean.

*Pour tous renseignements :
Claude Marrigues 0668 1805 78.*

Ci-contre, le jeune Axel Lucas, tout heureux et fier de ses prises au lac de la Tuilerie.



Tennis Club de Saint-Jean

Les filles remportent le Challenge Laffont

L'équipe féminine du TC Saint-Jean vient de remporter pour la 5ème fois le Challenge Laffont première division, face au Stade Toulousain. Alexia Bourmault, Lisa Roussillon, Marianne Vandaele et Violette Maury affrontaient une équipe composée de jeunes joueuses du Stade Toulousain, aux classements équivalents. Sur la terre battue du Centre de Ligue, encouragées par leurs supporters, par Jean-Louis Paquiot, président du TC Saint-Jean, et par leurs coaches, Séverine Pinaud et Magali Rival, les filles ont gagné par 4 victoires à 0, chacune remportant son simple. Un nouveau trophée régional

qui vient enrichir le palmarès du club, déjà bien fourni. Parallèlement, sur les terrains saint-jeannais, l'équipe 1 masculine gagnait sa rencontre pour la 5ème place face à Saint-Orens, également en première division du challenge Laffont. Non contents de représenter brillamment le club sur les trophées ou championnats (le championnat régional va débiter en mars), tous ces joueurs sont actuellement en train de se rencontrer dans les phases finales du tournoi interne qui se terminera ce samedi 11 mars. Ce jour-là, dès 13h30, les catégories 12 ans, 13/14 ans, 15/16 ans et



Les filles entourées de leurs coaches, Séverine Pinaud (à g.) et Magali Rival

seniors joueront les finales. Une journée d'animation et de fête où Séverine Pinaud et Sébastien Couberes, vain-

queurs des précédentes éditions, remettront leur titre en jeu. Venez nombreux pour les encourager !

FG31

La Mosaïque

Trois dames pour une exposition lumineuse



De g. à dr: M. Picard, président de la Mosaïque, Mme Vézian, maire, les trois artistes, M. Espic, adjoint aux Finances, Mme Picard, adjointe à la Culture et Mme Riello, conseillère municipale

Pour cette quinzaine, la Mosaïque a confié à trois dames la charge d'illuminer la galerie. Christine Fiala, peintre, présente des compositions « patchwork », pleines de couleurs, de matières, de collages... où l'œil vagabonde joyeusement. Chez Isabelle

Seruch-Capouille, une imagination débordante sert merveilleusement une peinture figurative qui ne recule devant rien : portraits, paysages, marines... tout l'inspire et elle nous fait re-découvrir avec talent un univers qu'on oublie parfois de



Christine Fiala, Isabelle Seruch-Capouille et Rozenn Alapetite

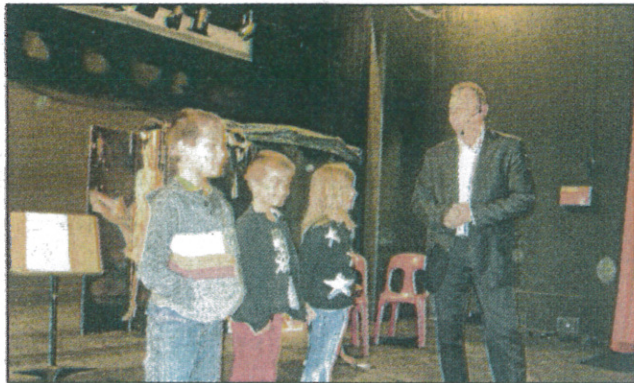
regarder et d'admirer. Enfin, Rozenn Alapetite échappe à toute définition connue : sculptrice, plasticienne, mosaïste, elle utilise aussi bien le ciment, que le béton ou le verre pour créer des œuvres pleines d'originalité et d'énergie. Merci mesdames de nous permettre de nous évader ! Notez que l'exposi-

tion se termine le 15 mars et qu'Isabelle Seruch-Capouille sera présente à la galerie ce samedi 11 mars de 15h à 18h. N'hésitez pas à lui rendre visite ! Adresse de la Mosaïque : Centre Commercial Belbèze, rue Paul Riello à Saint-Jean. Tél : 05 61 09 07 70.

FG31

11 MARS 2017

Magique !



Paul, Lucas et Pauline, complices du magicien



Magic Loki avec Andrée, Roland et Jackie



Le magicien prête ses mains à Etienne pour quelques tours bluffants



Mme Vézian, maire, et Mme Bru, adjointe aux Affaires Sociales, avec les responsables de l'Age d'Or



Miam, le goûter!

La semaine dernière, le **club de l'Age d'Or**, avec la complicité des enfants du **Centre de Loisirs de Preissac**, avait concocté un goûter magique pour célébrer la Fête des grands-mères. Plus de 120 aînés, auxquels s'étaient joints une vingtaine d'enfants, se sont laissés émerveiller par le talent du magicien Magic Loki. Bonneteau, cordelettes, foulards, anneaux... tous les classiques du genre étaient là, mais bien malin qui aurait pu dé-

celer le truc qui se cachait derrière ces tours de passe-passe ! Pour que la fête soit totale, les enfants avaient apporté des petits cadeaux pour les mamies du jour et préparé quelques chansons à chanter sur scène (même si le trac rendit certains muets !) tandis que les mamies avaient prévu friandises et gâteaux pour les petits affamés. Une excellente après-midi pleine de rires et de tendresse!

FG31

Confrérie

Tasto-Mounjetos, un premier chapitre à Saint-Jean



Pour la 1ère fois de son histoire, la coquette commune de Saint-Jean, chère à son chancelier Bernard Boulouys vient d'accueillir la confrérie des Tasto-Mounjetos du Comminges. Dans le nord de la ville rose, après Paulhac, Castelmourou, L'Union, ce chapitre s'est déroulé dans l'espace René Cassin dédié au prix Nobel de la paix. Quelque 150 défenseurs du haricot étaient venus apporter leur soutien aux 11 impétrants en attente d'être adoubés. Dans son discours de bienvenue, le chancelier Bernard Boulouys remercia tout d'abord les membres de son équipe et rappela ensuite la genèse de la confrérie bâtie sur le socle de la valeur essentielle qui est l'amitié. Le grand maître Roger Casimir poursuivit en brossant un bref exposé de la vie de la confrérie. Avant que ne débute la cérémonie d'intronisation, le maire de Saint-Jean Marie-Dominique Vezian

qui allait passer les examens probatoires de nonnette tint auparavant à remercier et féliciter le chancelier toulousain et Saint-Jeanais Bernard Boulouys et tint à signaler que le haricot était un plat qu'elle appréciait. Le député Gérard Bapt fit l'honneur de sa visite qui fut appréciée des organisateurs. L'intronisation pouvait commencer et appelé chacun par Jean-Pierre Ghisleni, le maître de cérémonie Bernard Boulouys les égratigna avec finesse et spiritualité. Ce furent ensuite les épreuves orale où chacun et chacune répondirent avec justesse aux différentes questions posées sur le haricot avec l'appui de leur parrain ou marraine respectives. On passa ensuite à l'épreuve technique où la Mounjetado fut servie par les cantinières. Les deux épreuves réussies les onze ploumbets furent dignes d'intégrer la grande famille des Tasto-Mounjetos, revê-



tus de la cape d'apparat et la présentation des diplômes. L'hymne de la confrérie et le traditionnel "Montagne Pyrénées" ponctuèrent ce chapitre auquel participaient des membres de confréries amies : La commanderie des grands vins de Gaillac, La tarte aux fraises, La poule farcie et la violette de Toulouse. Bernard Boulouys termina cette journée et apporta les dernières précisions : Notre confrérie pacifique défend des valeurs et des traditions de notre culture régionale

comme l'amitié, la convivialité, l'esprit festif et la fidélité.

Les intronisés du jour et leur parrain :

Christophe Alves "Christine Genaro-Saint" ; Michel Beauchamp "Michel Lehari-velle" ; Gérard Cayrac "Marie-Carmen Boulouys" ; Bernadette Duval "Christopher Mann" ; Liliane Eychenne "Claude Echenne" ; Antoine Gil "Jean Alaux" Francis La Haye "Magali Mirtain" ; Yolande Marchand "Jacques Bouffil" ; Claude Marrigues "Marie Pouyade" ; Gérard Picard "Claude Massat" ; Marie-Dominique Vezian "So

11 MARS 2017

Association de Pêche de Saint-Jean

Deux journées pour fêter l'ouverture de la pêche à la truite

Le 11 mars c'est l'ouverture nationale de la truite. Pour marquer l'évènement, le président Claude Marrigues et les membres de l'Association de Pêche organisent 2 lâchers de truites les vendredi 10 mars (130 kg dont 30 kg de grosses) et 31 mars (115 kg), les deux fois à 13h 45. Bien entendu, toute pêche sera interdite les jours de lâcher mais on se retrouvera les **samedi 11 mars et 1er avril** pour taquiner les truites. Le

président rappelle que la carte de l'association de pêche est obligatoire pour pêcher. On peut se la procurer auprès des membres du bureau. Et de conclure : « *Toutes et tous seront les bienvenus pour pratiquer ce sport de détente prônant le respect de la nature !* ». Pour tous renseignements sur l'association de pêche, appeler le président, M. Marrigues, au 06 68 18 05 78.

FG31



Axel, tout fier de ses prises



Le président Cl. Marrigues (au centre) avec deux pêcheurs de talent



Les truites débarquent!

11 MARS 2017

Stages de sophrologie Comment gérer le stress des examens



C'est parti pour le stress des examens!

À l'approche des examens de fin d'année, la MJC de Saint-Jean propose aux collégiens et aux lycéens des stages de sophrologie autour de la gestion du stress. Être efficace pendant les révisions, gérer le stress avant et pendant l'examen, se relaxer et avoir davantage confiance en soi... grâce à des exercices de relaxation, de respiration, de visualisation d'images positives, tout cela s'apprend !

Les ateliers se dérouleront en petits groupes de 5 à 10 personnes (groupes séparés pour collégiens et lycéens), à raison de 7 séances d'une durée d'une heure, les samedi matin, de mi-mars à mi-juin. Il est urgent de s'inscrire en appelant la MJC au 05 61 37 63 11 ! À noter : les stages sont ouverts aussi bien aux adhérents de la MJC qu'aux non adhérents.

FG31



TOULOUSE - CROIX DAURADE

Hommage La médiathèque Croix-Daurade renommée « Médiathèque Danièle Damin »



Jean-Luc Moudenc avec Danièle Damin

En hommage à Danièle Damin, disparue le 6 novembre dernier, et en accord avec la famille, il sera proposé au Conseil municipal du 10 mars 2017 de donner à la médiathèque Croix-Daurade le nom de « Médiathèque Danièle Damin ». Elue municipale de Toulouse de 1995 à 2014, adjointe au Maire, Danièle Damin fut chargée des bibliothèques et mena à bien le grand projet de création de la Médiathèque José Cabanis en 2004. Suivront les projets de rénovation de la médiathèque de Croix-Daurade, de construction de la médiathèque d'Empalot ou encore des Pradettes. Outre son investissement

pour la lecture publique, elle occupa longtemps la fonction de Maire de Quartier pour Croix-Daurade, Borderouge, les Izards-Trois Cocus, Paleficat et Grand Selve. À ce titre, on lui doit notamment le noyau villageois de Croix-Daurade et la première tranche du nouveau quartier de Borderouge, dont le parc de la Maourine. La médiathèque Croix-Daurade, créée en 1975 et rénovée sous sa houlette en 2007-2008, connaît un succès constant avec plus de 140 000 prêts effectués chaque année et plus de 300 personnes qui la fréquentent quotidiennement.

PBI

SAINT-JEAN

Carnaval samedi

Le carnaval organisé par le comité des fêtes a lieu le 18 mars.

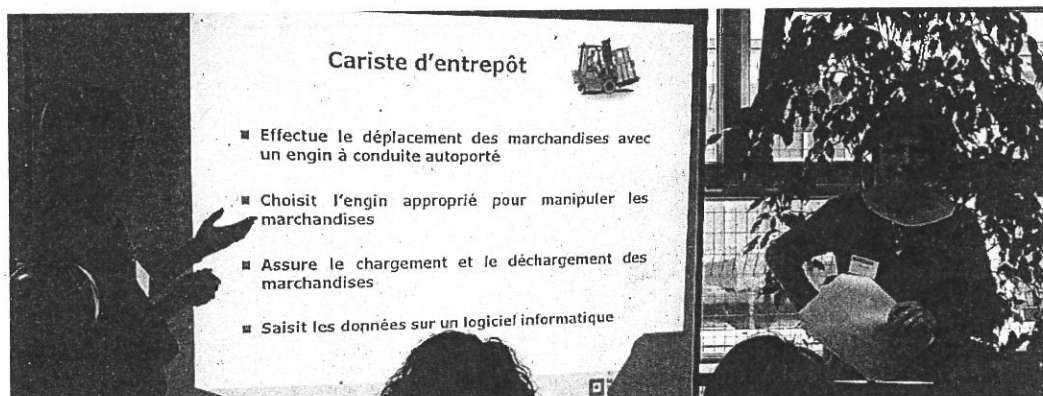
Le rendez-vous «est fixé à 15 h 30 sur le parking rue Rimbaud, pour un défilé jusqu'au lac de la Tuilerie. Le thème cette année est « découverte de la nature ».

13 MARS 2017

SAINT-JEAN

La question du handicap en entretien d'embauche

La Maison Commune Emploi Formation du Nord-Est Toulousain organise, en partenariat avec Cap Emploi 31, une nouvelle réunion d'information destinée au public en situation de handicap qui souhaite se préparer à l'entretien d'embauche. Elle aura lieu mercredi 22 mars prochain de 9 heures à 12 heures dans les locaux de la MCEF au 6 chemin du Bois-de-Saget 31240 Saint-Jean. Cette action intéresse toute personne (demandeur d'emploi ou salariés) souhaitant mieux parler de son handicap et le présenter sous un aspect favorable au futur



La Maison commune répond à toutes les questions en matière d'emploi et de formation./Photo DDM

recruteur.

L'entraînement portera sur définir le handicap ; identifier les restrictions professionnelles,

connaître les techniques et les moyens de compensation ; parler de son handicap en entretien d'embauche.

Renseignements et inscriptions auprès des animatrices de la MCEF du NET au 05 34 25 02 29 Jusqu'au mardi 21 mars dernier délai.

l'union

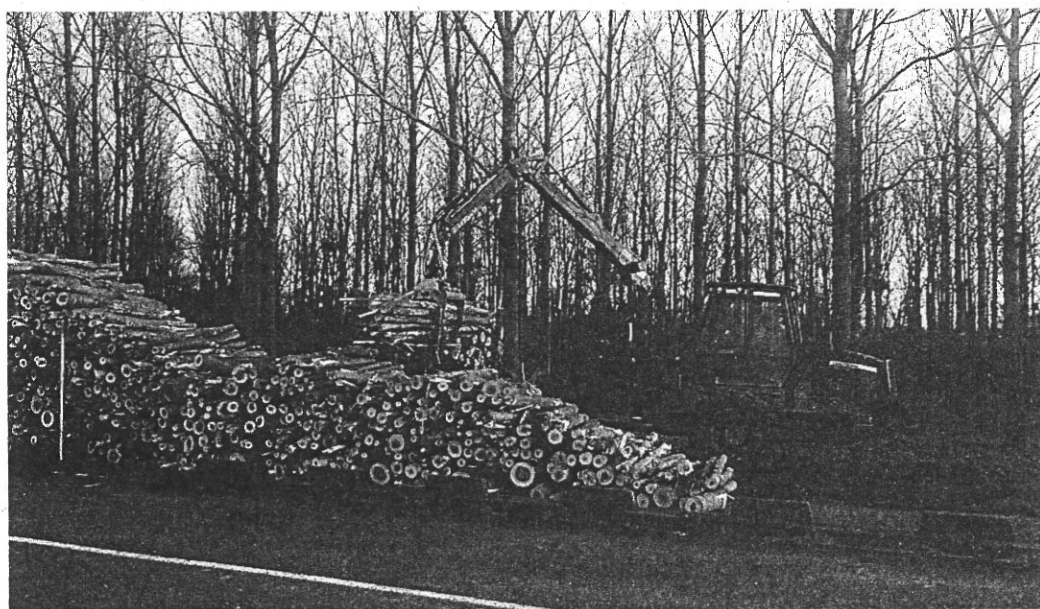
11 MARS 2017

environnement

L'adieu à la forêt de peupliers

Tronçonneuses en action, pelles mécaniques en soutien, camions en renfort... cette fois, c'est bien la bonne : la coupe de la peupleraie de l'avenue de Bayonne a commencé. Ces grands arbres qui avaient fini par faire partie intégrante du paysage unionnais terminent une vie... pour en commencer une autre, loin de chez eux. Plantés en 1991, les peupliers seront bientôt transformés en contreplaqué par une société spécialisée dans cette activité. On les retrouvera alors peut-être dans de jolis bateaux ou, plus près de nous, dans des meubles.

Il s'agit là d'une première grande coupe qui concerne 5,5 hectares. Elle a été confiée à l'ONF qui a également la charge de gérer la vente publique. « Cette coupe rapportera environ 26 000 euros dont la majeure partie ira à la ville, laquelle a déjà envisagé la suite », explique Frédéric Bamière, conseiller municipal délégué à



Les premiers peupliers sont tombés. Ils vont devenir, cageots, meubles, etc.

l'environnement, qui éclaire sur le devenir de la forêt : « Nous ne replanterons pas le même type d'arbres mais une nouvelle forêt durable, d'agrément, faite d'essences locales. L'argent recueilli servira aux plantations mais également à l'entretien.

La nouvelle forêt sera très agréable, différente, la plus naturelle possible... ».

Il restera cependant encore des arbres à abattre. La coupe de la deuxième moitié de la forêt est déjà envisagée. Elle devrait avoir lieu en 2020. Là encore,

une replantation rapide sera effectuée dans la foulée. Aucune crainte donc, de voir pousser ici des immeubles, un choix affiché par la ville de préserver ce qui était devenu le poumon vert de la ville, et qui, a priori, le sera de nouveau assez rapidement.

E. H.

11 MARS 2017

L'UNION

La peupleraie de l'Union a vécu...

Vive la forêt durable !



Lundi 6: Premiers coups de tronçonneuse

C'est parti ! Après mûres réflexions et concertation, la peupleraie de l'Union aborde sa phase « *réhabilitation* ». Cette semaine, les tronçonneuses sont entrées en action pour abattre un peu plus de la moitié de ce bois « *en fin de vie* ». Plantés en 1991, les peupliers avaient

en effet une espérance de vie de 20 à 25 ans. L'abattage a été confié à une société de Marmande qui produit des panneaux de contreplaqué destinés notamment au bricolage, à l'aménagement d'intérieur de bateaux et camping-cars, ou à la fabrication de meubles. Très rapi-



La peupleraie de l'Union, un lieu de promenade plébiscité par les unionnais et leurs voisins

dement va être replantée une « *forêt durable d'agrément* » qui fera la part belle aux essences locales telles qu'érables champêtres, frênes communs et cornouillers sanguins. Ces arbres, bien adaptés à nos climats, ont l'avantage d'être peu gourmands en eau et

d'entretien raisonné. De plus, ils vont jouer un rôle important dans la biodiversité : accueil des pollinisateurs, apport de matières organiques, brise-vent... A noter que l'abattage en deux temps permet de maintenir un rideau végétal le long de l'autoroute A 68.

FG31

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

BUZET-SUR-TARN

11 MARS 2017

« La forêt de Buzet dans tous ses états »

Du 15 au 19 mars, à l'occasion de la Journée internationale de la forêt, le conseil départemental de la Haute-Garonne invite à découvrir la forêt de Buzet. En compagnie des gestionnaires de la forêt, on partira à la découverte des richesses de ce magnifique massif forestier. Activités artistiques, démonstrations, animations sportives, observations naturalistes, le programme est très varié. Des expositions permanentes seront également à la disposition du public au chai des Monges (itinéraire fléché depuis les parkings) : « Les arbres remarquables de la Haute-Garonne » (Arbres et Paysages d'Autan), « Les Chauves-souris, de drôles de mammifères » (Conservatoire des Espaces Naturels de Midi-Pyrénées), « Merci la forêt » (Midi-Pyrénées Bois, association interprofessionnelle de la filière bois en Midi-Pyrénées), « Les champignons » (Office National des Forêts), visuels multimédias sur les thèmes de la biodiversité, le développement durable et la lutte contre les incendies. Programme des animations, qui



Le conseil départemental invite à découvrir la forêt de Buzet.

débuteront toutes à 14 heures : **Mercredi 15** : aux pieds des arbres, du sol forestier à la vie des racines et de la graine.

Jeudi 16 : Face-à-face musclé du tronc aux branches, conservation contre exploitation.

Vendredi 17 : La tête dans les arbres, la vie foisonnante mais discrète des habitants des forêts.

Samedi 18 mars et dimanche 19 : La forêt dans tous ses états, pour mieux en profiter, la connaître, et

mieux la préserver. À découvrir à pied et à VTT (aucun VTT n'est mis à disposition, pensez à prendre le vôtre).

Vendredi 17 à 20 heures et 21 heures : « La Chouette soirée ». Deux groupes de 20 personnes maximum, inscription obligatoire : ens@cd31.fr

Renseignements sur le site du département (<https://www.haute-garonne.fr/agenda/la-foret-de-buzet-dans-tous-ses-etats>) ou par téléphone au 06 17 16 4044.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

déplacements

13 MARS 2017

Vélos, piétons : pas toujours simple de se croiser

TOULOUSE/Il y a quelques semaines, un artisan plombier a été accroché par un vélo, sur les berges du canal du Midi, après une intervention chez un client. Bilan : un nez cassé qui nécessite toujours des interventions chirurgicales. « En une fraction de seconde, ce cycliste m'a envoyé sur un platane, explique cet accidenté. Je pense que la cohabitation entre cyclistes et piétons n'est pas bonne. Trop de vélos pensent que cette piste leur est dédiée ». Sans poser de chiffres, il y aurait, selon des associations, de plus en plus d'accidents avec les vélos sur les zones appelées, espaces partagés, lesquelles, comme leur nom le dit, accueillent à la fois les cyclistes et les piétons. Pourtant, dans des lieux à forte densité de piétons, comme les berges du canal, le piéton reste prioritaire. « Un vaste débat, selon Valérie Piganiol, de Toulouse au Fil de l'Eau. La cohabitation sur les berges du Canal du Midi ou latéral, ne va pas de soi. Entre les piétons,



Berges du canal du Midi : un panneau indique la priorité piéton.

les cyclistes, les motos, les poussettes, voire la joggeuse rien ne va plus. Nous sommes de plus, trop souvent victimes d'incivilités ».

Différents modes urbains

Face à cet imbroglio, Guillaume Crouau, président de l'association

Deux Pieds, Deux Roues, relève « Toulouse Métropole doit communiquer sur ce sujet, aspect majeur pour l'hypercentre de Toulouse ». Et précise « dans un espace partagé, cyclistes et piétons sont à égalité. Aucun ne doit donc enfreindre la circulation de l'au-

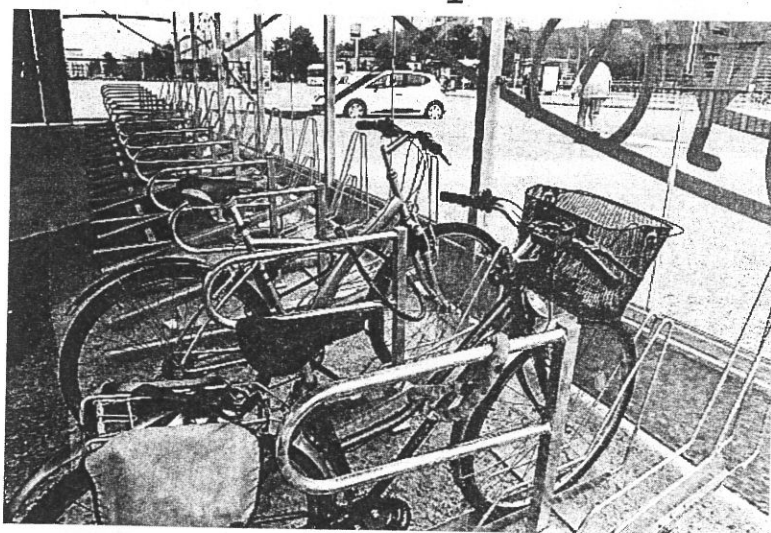
tre. Avec une vitesse limitée à 50 km/h en zone urbaine ». Sur les berges du canal, le piéton reste pourtant prioritaire car plus fréquent (un panneau d'ailleurs le mentionne). Tout est question d'éducation et de pédagogie, « les accidents sont d'ailleurs rares ». Par contre, la rue Alsace demeure à priorité piétonne, « le cycliste est autorisé à rouler à une vitesse de 6 km/h, pas au-delà. Un point pas toujours respecté d'ailleurs de la part des cyclistes de VéloToulouse et des livreurs qui roulent souvent trop vite ». Autre mode de déplacement urbain : la rue Pargaminière à la fois piétonne et zone de rencontre limitée à 20 km/h pour les motos et vélos. « Dans cette rue, le piéton est prioritaire sur le cycliste lui-même prioritaire sur les engins motorisés. Le piéton doit être vigilant et ne peut entraver le passage du vélo et de la moto. Là aussi tout est problème d'éducation. Le vivre ensemble passe par là ».

S. G.

transports

14 MARS 2017

Paul Sabatier accueille un parc relais pour vélos



Le nouveau parc à vélos, Université Paul Sabatier./DDM Thierry Bordas

TOULOUSE/Pour réduire l'utilisation de voitures lors des déplacements quotidiens, Tisséo a inauguré lundi 13 mars un parc à vélos gratuit à la station Université Paul Sabatier. Le principe : pouvoir déposer son vélo dans un environnement sécurisé avant de prendre le métro. Les 60 places de ce nouveau parc à vélos portent le nombre total de places à Toulouse à 350. L'accès à cette offre est gratuit et réservé aux détenteurs d'une carte Pastel. « La seule condi-

tion est d'avoir un contrat d'accès sur sa carte en remplissant un formulaire en agence Tisséo ou sur internet » explique Tisséo. Un service simple d'accès qui permet aux usagers de mettre leurs vélos dans un parc fermé. L'antivol n'est cependant pas fourni par Tisséo. Le parc n'est accessible que durant les heures de fonctionnement du métro, mais il est possible de laisser son vélo durant la nuit, pour une durée allant jusqu'à une semaine. **J-G. Fernandez**

15 MARS 2017

SAINT-JEAN

Le Festival « Tous Ô Théâtre » débutera demain

« L'objectif de Tous Ô Théâtre, version 2017, est d'insuffler une nouvelle dynamique au festival, tout en valorisant l'esprit pionnier et les fondamentaux initiés par la MJC dès 2007 lors de la création des Ateliers théâtres. Le théâtre, en effet, est un monde d'émotion, de passion et nous espérons que ce festival sera une vraie fête pour votre cœur ! » résumait Jean-Philippe Frézouls, président de la MJC, et Marie-Christine Picard, maire adjointe déléguée à la culture.

À partir de demain débute ce festival Tous Ô Théâtre avec la pièce « Faites l'amour pas des gosses ». Elle sera jouée jeudi et vendredi, à 20 h 30, à l'Espace Palumbo. Pour



Ce festival réunit tous publics comme, samedi, celui des marionnettes à partir de 4 ans. / Photo DDM

ceux qui ont des enfants c'est le moment d'en rire ! Pour ceux qui n'en ont pas c'est le moment de réfléchir (tarif 15 €, réduit 12 €). Samedi

18 mars sera consacré à des rendez-vous marionnettiques avec « Bienvenue au Mexique », d'après les contes indiens du Chiapas, de baptiste

Condominas. Représentations à 14 heures et à 15 heures, à l'Espace Palumbo (tarif 5 €, réduit 3 €). Dimanche 19 mars, dès 17 heures, le festival continue avec « Les enfants d'Edouard ». La troupe de théâtre de la MJC d'Escalquens et de celle de Saint-Jean interpréteront cette comédie en trois actes à la fois drôle et sensible, enlevée et émouvante. Elle sera suivie d'un extrait de spectacle de fin d'année 2016 de la MJC de Saint-Jean sur un texte de Raymond Devos, Xavier Durringer et Hanock Levin (entrée libre). D'autres spectacles (nous y reviendrons) seront proposés jusqu'au 25 mars, date de clôture du festival.

SAINT-JEAN
Demain,
le rire sur
les planches

• page 28

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

l'union

15 MARS 2017

rencontre

Magyd Cherfi dédicace son nouveau livre

Ils étaient plus de trente, lecteurs ou curieux, à s'être retrouvés dans la librairie « Les passantes » ce lundi 13 mars. Cette boutique avait pris le temps d'un après-midi des airs de salle de conférence pour accueillir Magyd Cherfi, l'auteur.

Le chanteur de Zebda venait y présenter son dernier ouvrage, « Ma part de gaulois » aux éditions Actes Sud. Son œuvre retrace l'année durant laquelle il a passé son bac. Ce qui pourrait paraître comme une tranche de vie absolument quelconque pour beaucoup d'entre nous, prend un tout autre éclairage pour ce gamin des quartiers nord de Toulouse.

Il y raconte son quotidien dans la cité des Izards, où l'échec scolaire est le lot de la majorité. Passer - et obtenir - son bac dénotait dans cette cité ouvrière faite de la débrouille de tous les jours. Magyd Cherfi en parle avec nostalgie, mais surtout avec beaucoup d'humour. Le public découvre un orateur



Magyd Cherfi, simple, accessible et captivant. / Photo DDM

qui fait mouche à chaque anecdote. Ne cherchez pas du misérabilisme dans le propos. Il tisse des liens entre son quotidien d'étudiant et la réalité de la société d'alors, ou l'emploi d'un subjonctif imparfait pouvait être vécu comme un affront.

Il s'est livré au jeu des ques-

tions réponses pendant près d'une heure. Il y a confessé avoir découvert les traditions chrétiennes au travers de ses pâtisseries servies à Noël ou pour les anniversaires, ou encore les cours de soutien scolaire qu'il donnait en grand frère d'alors aux gamins du quartier. Après cet échange,

l'auteur a dédicacé son livre pendant de longues minutes, avant de rejoindre la Belle Hôtesses en compagnie de **Gérard Bapt**, député de la deuxième circonscription, ouvrant sur un nouveau temps d'échange. Là, citoyens de tous bords se sont retrouvés pour discuter de laïcité et d'intégration.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

déplacements

15 MARS 2017

Périphérique dans le noir : le retour d'une partie de l'éclairage

l'essentiel

Le préfet doit annoncer ce vendredi s'il rétablit l'éclairage du périphérique plongé dans le noir. Selon nos informations, seuls certains points ciblés seraient éclairés.

Après l'Ile-de-France, Bordeaux et bien d'autres agglomérations, Toulouse va-t-elle à son tour éteindre définitivement tout ou partie de l'éclairage de son périphérique ? Ce vendredi en principe, le préfet, Pascal Mailhos, tranchera. Et, selon nos informations, il devrait annoncer le retour d'un éclairage partiel des voies rapides aujourd'hui dans le noir. Un éclairage ciblé sur les secteurs où il est jugé indispensable. Cela pourrait être les échangeurs, ce qui semble un minimum, voire certaines portions de voirie.

Se faisant, le préfet mettra fin à un long suspense. Si l'essentiel du périphérique est plongé dans l'obscurité, ce n'est pas à la suite d'une décision mais parce que, comme dans d'autres communes, l'état des installations s'est dégradé sur la partie ouest, gérée par l'État, et des câbles électriques ont été volés, et non remplacés, sur la partie est, concédée à Vinci Autoroutes. La situation s'est aggravée cet été, avec un black-out surprenant pour l'automobiliste, mais elle est loin d'être nouvelle. Le scénario était même déjà écrit...

« Je vous alerte donc à nouveau sur ces nombreux problèmes que la ville ne peut pallier et qui tendent inévitablement vers une extinction de l'éclairage de ces

Les résultats des études et tests sur l'extinction n'ont jamais été diffusés.



Plus de la moitié du périphérique est plongée dans le noir en raison, principalement, des pannes liées à un réseau vétuste. / Photo DDM archives F. Charmeux

voies. » Le 23 octobre 2013, il y a plus de trois ans donc, le maire de Toulouse, Pierre Cohen alors, écrit au préfet. La mairie est en charge du petit entretien de la partie ouest et, devant les défaillances techniques graves, le premier magistrat alerte par écrit, une deuxième fois dans l'année, le représentant de l'État.

La cause des maux est claire : « Tous ces problèmes techniques à l'origine du dysfonctionnement sont essentiellement dus à une insuffisance des crédits alloués par l'État pour l'entretien des voies. » Le chiffre de 5 M€

est alors évoqué, côté mairie, pour la rénovation de l'Ouest. Entre-temps, les pouvoirs publics ont lancé en 2014 l'élaboration d'un schéma directeur de l'éclairage. Des études techniques, des tests, ont été menés par un organisme, le Cerema, pour juger, chiffres à l'appui, des conséquences d'une extinction. Les résultats des études n'ont jamais été diffusés et le schéma directeur est resté en suspens. C'est sur cette base que le préfet devrait logiquement étayer sa décision. À la suite de doléances des Toulousains reçues au Capitole, le maire, Jean-Luc Moudenc, a lui aussi plaidé pour un retour de l'éclairage.

Jean-Noël Gros

repères

34

KM > Le périphérique. D'une longueur de 34 km, le périphérique est divisé en deux parties : l'Ouest est géré par l'État, via la Direction des routes du sud-ouest, et l'Est est concédé à Vinci Autoroutes.

« Je vous alerte à nouveau sur ces nombreux problèmes que la ville ne peut pallier et qui tendent inévitablement vers une extinction de l'éclairage. »

Pierre Cohen, maire de Toulouse, en 2013

À PARIS, 130 KM ÉTEINTS EN 2010

Parmi les précédents, c'est sans doute la Direction des routes de l'Ile-de-France qui a donné le coup d'envoi des extinctions en 2010. En 2007, l'autoroute A 15 se retrouve sans éclairage à cause de vols de câbles et vandalisme. « L'analyse comparée des chiffres d'accidentologie de nuit entre la période éclairée et la période sans éclairage, montre qu'il n'y a pas eu de dégradation de la sécurité. Les chiffres bruts en nombre d'accidents et de victimes sont en baisse de plus de 30 % et on ne relève aucun tué depuis octobre 2008 », relève le communiqué de presse de l'époque. Fort de ce constat, la DIRIF annonce un schéma directeur de l'éclairage public qui vise « une baisse de la pollution lumineuse et de la consommation énergétique », « tout en garantissant la sécurité des utilisateurs ». Celui-ci se traduit par l'extinction de 130 des 243 km du réseau disposant de l'éclairage. Une liste des zones à éclairer est dressée. Ce sont celles « où l'absence d'éclairage pouvait être préjudiciable : la sécurité des usagers : en cas d'urbanisation dense, sur les portions du réseau où l'on rencontre une succession de tunnels, là où il y a une concentration importante d'échanges et à des points singuliers où la sécurité s'impose », est-il mentionné sur le même communiqué de presse.

QUINT-FONSEGRIVES

15 MARS 2017

Complexe Pépi : rénovation énergétique en cours

Cela n'aura pas échappé à celles et ceux qui fréquentent le complexe Patrick Pépi, ce lieu d'activités multi-loisirs de Quint-Fonsegrives : depuis quelque temps en effet, ce bâtiment subit des transformations successives, visant à réduire sa consommation d'énergie. Ces travaux, réalisés sous la houlette de Franck Chatelain (conseiller municipal délégué, en charge du développement durable), font suite à la rénovation énergétique de l'école élémentaire (réduction de près de la moitié de la consommation de gaz). Afin de connaître précisément la situation énergétique du complexe Pépi et de définir les travaux de rénovation énergétique les plus pertinents, un bureau d'études spécialisé a réalisé en 2015 un audit énergétique. Suite à ce diagnostic, trois tranches de travaux ont été envisagées dont deux ont déjà été menées à leur terme. En 2015, un éclairage économe à leds avait été installé dans le gymnase Corraze (situé au cœur du complexe). L'année suivante, c'est l'isolation de toutes les toitures du bâtiment (sauf le gymnase Corraze) et la création de deux sas d'entrée



L'entrée du complexe multi-loisirs Patrick Pépi à Quint-Fonsegrives. /Photo DDM

qui ont été réalisées. L'éclairage à leds était aussi installé dans tout le complexe.

Dernière tranche de travaux

Cette année, les travaux prévoient l'installation de robinets thermostatiques sur les radiateurs et de sondes de température intérieure ; puis, il sera proposé en Conseil municipal de remplacer les deux chaudières par un nouvel équipe-

ment de chauffage plus performant, d'installer une ventilation mécanique contrôlée double flux dans la salle du dojo et d'installer des stores pare-soleil devant les fenêtres exposées au sud-ouest.

L'ensemble de ces travaux permettra de réduire les consommations d'énergie du complexe, d'environ 40 %. Cette opération comporte également d'autres avantages : réduction de la facture énergétique pour

la commune, amélioration du confort thermique des usagers, entretien et valorisation du patrimoine communal, réduction des émissions de gaz à effet de serre. Au delà des ces améliorations, il est aussi important de bien fermer les portes des sas d'entrée et d'éteindre les lumières en sortant des salles. Le comportement des usagers est tout aussi important que les solutions techniques mises en œuvre.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

FLOURENS

15 MARS 2017

La Ruche qui dit oui fête ses 1 an



Les participants de l'atelier cuisine de la Ruche qui dit oui./Photo DDM

« La Ruche qui dit oui » de Flourens a fêté sa première année de distribution sur la commune, ce samedi 11 mars. Cela a été l'occasion de découvrir les divers produits proposés par les producteurs locaux et surtout de mettre en valeur certains de ces produits avec des recettes toutes simples et économiques. En effet, un atelier animé par Marie Réchou, artisan traiteur de la distribution a réuni une dizaine de personnes pour confectionner des petits plats faciles à préparer comme : de l'houmous de pois chiches, un suprême de poulet et fromage

de brebis, une salade de pommes, choux rouge et blanc et choux Kale avec citron et assaisonnement de graine de sésame, des rouleaux de printemps avec feuilles de riz, carottes et radis noir et une ceviche de truite fraîche, citron, oignon et ail. Ces réalisations ont été dégustées par la suite à l'occasion de l'« apéruche » donnée à 18h30.

La Ruche qui dit oui continue sa distribution tous les mardis sur Flourens de 18h30 à 20 heures.

Si vous souhaitez devenir abeille, il suffit de s'inscrire : laruchequiditoui.fr

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

SAINT-JEAN

16 MARS 2017

Pour une politique associative concertée

Une ambiance studieuse et conviviale a présidé, dernièrement, à la deuxième rencontre sur la co-construction de la politique associative saint-jeannaise.

Autour de la table on notait la présence de 15 associations (pêche, MJC, Gym, Petit Théâtre de Lilou, Net's basket Club, OMS, Secours Catholique, Génération +, AVF, Sciences Infuses, Ensemble Vocal Amplitude, les associations de quartier : Domaine des Pins et Borde-neuve, Comité des Fêtes, ADMNET), de Céline Morretto, adjointe à l'Education et à la Famille et de Marie-Christine Picard, adjointe à



Tissu associatif et élus lors de cette seconde rencontre. / Photo DDM

la Culture.

Les participants, répartis en trois groupes animés par Michel Montagne (délégué régional du mouvement Asso-

ciatif Occitanie), Chantal Arrault (adjointe à l'animation de la vie locale et la démocratie participative), Marie-Laure Dejean (directrice gé-

nérale adjointe), ont construit un questionnaire d'enquête à destination du monde associatif local sur les thèmes : portail associatif, maison des associations et valorisation de l'implication dans des projets inter-associatifs. Deux heures denses et riches d'échanges pour mieux se connaître et travailler ensemble dans un intérêt partagé. Le prochain rendez-vous est fixé au mardi 18 avril, salle de réunion au 2^e étage de l'annexe Victor-Hugo de la mairie. Il est possible d'intégrer la démarche en cours de route « bienvenue à ceux qui le souhaitent » précisent les organisateurs.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

L'union

16 MARS 2017

environnement

Les habitants invités à refleurir la ville

Dimanche, la ville de L'Union lance une opération de sensibilisation à l'abandon des produits phytosanitaires dans l'entretien des espaces publics. Une distribution gratuite de sachets de graines sera faite aux Unionnais au marché de plein vent et sera reconduite dimanche suivant.

Opération o phyto

Élus et membres de la commission environnement formeront l'équipe de distributeurs. Les Unionnais volontaires se verront remettre des sachets de graines, contre la signature d'une charte qui invite à manifester son adhésion aux nouvelles méthodes d'entretien des espaces verts et des lieux accessibles au public. En effet, si les pratiques chimiques utilisées jusqu'à présent pouvaient donner une impression de propreté et de netteté, la loi interdisant leur usage va changer l'aspect du paysage



Bientôt, pieds d'arbres et murs seront fleuris par les bons soins des Unionnais. / Photo DDM

urbain. Pour la préservation de la santé des riverains, des agents, mais aussi pour préserver les écosystèmes et les nappes phréatiques, il faudra accepter le léger verdissement des trottoirs et la pousse de quelques espèces spontanées !

En fleurissant par exemple les pieds d'arbres qui ombrage

nt les trottoirs, ou les pieds de murs, tout le monde participe à la limitation du déshébage et à l'embellissement des rues. Des sachets de graines spécialement conçus à cet effet seront remis aux jardiniers amateurs ou aguerris, afin que chacun contribue à embellir son cadre de vie dans le plus grand

respect de l'environnement. D'autres opérations suivront dans le cadre de la politique Zéro Phyto menée par la Mairie.

Vous pourrez vous tenir informé sur les espaces de tonte ou de gestion différenciée en consultant le site de la ville dans les prochains jours, www.ville-lunion.fr.

l'union

16 MARS 2017

conférence

Le réchauffement climatique : quelles conséquences ?

En partenariat avec la Mairie, le club d'astronomie Neptun 31 a organisé vendredi dernier, une conférence sur le réchauffement climatique. Elle était animée par Amélie Proust responsable de la communication de CLS, « Collecte et Localisation par Satellites », filiale de l'Agence Spatiale Française, et David Salas directeur du département climatologie à Météo France. Les deux exposés ont analysé les données recueillies par satellites et par relevés terrestres, et leurs projections dans le futur des phénomènes climatiques de plus en plus fréquents, intenses, traités par les scientifiques.

Dans son exposé, Amélie Proust expliquait les effets sur la nature, et sur les comporte-



Amélie Proust (CLS) et David Salas (MétéoFrance). / Photo DDM

ments des animaux du réchauffement climatique. Elle prenait pour exemple l'Ours blanc et la disparition de son habitat naturel, de sa nourriture, sa migration pour survivre, sa difficulté à se reproduire.

Les gaz à effet de serre

David Salas a ciblé les facteurs du réchauffement climatique,

leurs conséquences sur le climat, et les prévisions à attendre dans le futur. En 1990, les émissions de gaz à effets de serre représentaient 20 milliards de tonnes (MT). Elles sont passées à 34 MT en 2010. Les scientifiques, ont pour objectif de modifier nos comportements pour conserver notre planète en bonne santé.

SAINT-JEAN

17 MARS 2017

Handball : résultats mitigés

Huit rencontres, uniquement chez les catégories jeunes, ont été au calendrier du HBC Saint-Jean le week-end dernier. Les -18 filles, en grande forme, recevaient Castres, pour tenter de conserver leur invincibilité. Au finish, et à l'instar du match aller, les jeunes Saint-Jeannaises l'emportent d'un petit but, 26 à 25, au terme d'une très belle deuxième mi-temps. Elles restent donc leaders de leur poule en championnat Régional honneur.

Les -18 garçons 1, vainqueurs à Saint-Gaudens 27 à 25, finissent malgré tout seconds de leur poule Excellence A départemental, derrière Beaulzelle, au point average. L'équipe 2 elle, n'a rien pu faire face à Pins-Justaret, défaite 27



Solidarité permanente chez les -15 Filles/Photo DDM

à 13. Autres résultats chez les jeunes, toujours dans le championnat départemental défaite des -15 filles, très diminuées, à Muret, 20 à 8. Défaites également pour les 2 équipes -15

garçons, 28 à 15 contre Fronton et 30 à 25 face au Fenix ; les -13 garçons ne font pas mieux et s'inclinent 22 à 19 contre Roques. Carton du jour pour les -13 filles qui disposent de Mer-

ville 36 à 5 ! Samedi prochain, les équipes seniors reprennent du service, pour 3 matchs qui promettent de beaux combats. Les filles reçoivent le CRAHB, les garçons 2 se déplacent à Pechbonnieu pour un beau derby, et les garçons 1 viseront une 2^e victoire de rang face à Blagnac.

commémoration

Cérémonie du 19 mars

La cérémonie commémorative du 55^e anniversaire du cessez-le-feu de la guerre d'Algérie, aura lieu dimanche prochain 19 mars. Rendez-vous à 10 h 15 devant la mairie et défilé à 10 h 30 jusqu'au monument aux Morts. La manifestation sera suivie d'un vin d'honneur à l'Age d'Or.

17 MARS 2017

politique

Cumul des mandats: remue-ménage dans les conseils municipaux

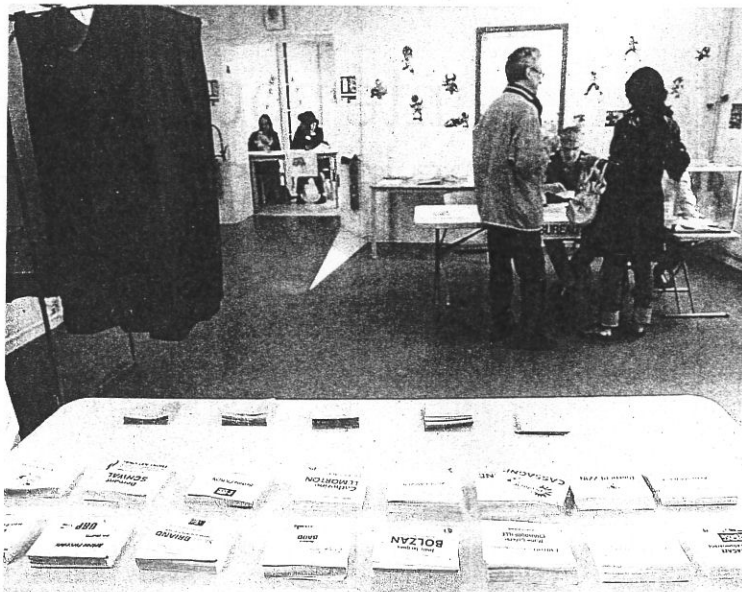
l'essentiel ▶ À partir de juillet pour les députés et d'octobre pour les sénateurs, il ne sera plus possible de cumuler la fonction de maire ou d'adjoint. Au Capitole, le remaniement se prépare.

Député et maire, ou adjoint au maire, c'est fini. Idem pour les sénateurs. Promulguée en 2014, la loi sur le non-cumul des mandats entre en vigueur cette année: en juillet pour les députés, soit juste après les législatives des 11 et 18 juin, et en octobre pour tous les sénateurs. Dans les conseils municipaux, les parlementaires pourront rester simples conseillers mais sans la moindre délégation, au même rang que les élus de l'opposition.

Au Capitole, le remaniement est d'ores et déjà dans les tuyaux. La sénatrice Brigitte Micoulet abandonnera automatiquement sa délégation de maire adjointe aux seniors. De même, si elle est réélue, la députée Laurence Arribagé, deuxième adjointe au maire, ne sera plus en charge des sports. Idem pour les élus municipaux engagés dans la bataille des législatives en cas de victoire, François Chollet, Bertrand Serp...

Echange de portefeuilles

Brigitte Micoulet, le cas échéant Laurence Arribagé et autres élus, resteront simples conseillers municipaux. Avec comme seule possibilité d'action la représentation du maire et de la collectivité. Ce qui signifie que leur portefeuille sera redistribué en interne. À qui? C'est la question du moment. Le nom de Christine Escoulan, en charge



Avec les élections législatives de juin, la loi sur le non-cumul des mandats entre en vigueur. / BDM, archives

des mariages, est citée pour les seniors. Pour les sports, ça se bouscule: Sophia Belkacem-Gonzalez de Canales, déjà chargée des relations avec les clubs sportifs, Samir Hajje (clubs sportifs dans les quartiers prioritaires), Christophe Alves, Maxime Boyer... ne seraient pas insensibles. Jean-Luc Moudenc n'aurait pas tranché. Le maire affirme qu'il n'arbitrera «rien avant les législatives tant l'incertitude politique est à son comble.» Ces échanges de portefeuilles offrent aussi l'occasion de modifications en vue de la seconde moitié du mandat.

Ailleurs, à Tournefeuille, Claude Raynal, sénateur, qui a déjà passé le relais à la tête de la municipalité, s'apprête à abandon-

ner sa fonction d'adjoint aux finances. A la Métropole, il perdra la vice-présidence à la culture et devra au passage quitter la tribune présidentielle pour siéger dans la salle. Simple conseiller municipal, il reste élu communautaire et président du groupe socialiste. À Blagnac, la sénatrice Françoise Laborde avait anticipé en remettant sa délégation à la culture. En cas d'élection comme député, d'autres choix s'imposent: pour Arnaud Lafon, maire LR de Castanet, Dominique Faure, maire UDI de Saint-Orens, Joël Aviragnet, maire PS d'Encausse-les-Thermes, Marie-Caroline Tempesta (PS), adjointe au maire de Caronne.

Jean-Noël Gros

repères

5

SÉNATEURS En Haute-Garonne. Les cinq sénateurs de Haute-Garonne ne pourront plus cumuler leur mandat avec une fonction exécutive locale à compter du 1er octobre. Comme les dix députés à partir de juillet.

«Pourquoi empêcherait-on le maire d'une petite ou moyenne commune d'être sénateur? Le sénat est le représentant des collectivités.»

Alain Chatillon, sénateur et maire de Revel

À REVEL ET BOULOGNE, VERS UNE NOUVELLE PAGE

Élu sans coup férir depuis 1989 à la tête de la municipalité de Revel en augmentant à chaque fois son score, fait-il observer le sénateur, Alain Chatillon reste silencieux sur ses intentions car il conteste le non-cumul et espère encore inverser la vapeur. Il observe que les députés, à l'Assemblée nationale comme au Parlement européen, iront au bout de leur mandat contrairement aux sénateurs qui se trouvent, comme lui, à mi-mandat. Sur le fond, «le sénat est le représentant des collectivités, souligne-t-il. Pourquoi un maire de petite ou moyenne commune ne pourrait pas être sénateur?» Alain Chatillon préférerait que le législateur se penche sur «le non-cumul des indemnités». Même argumentation pour le sénateur Pierre Médevielle, lui aussi à la tête sa commune, Boulogne-sur-Gesse (2 000 habitants), depuis 1989. «Si on veut être un digne représentant, il faut être dans la vraie vie, sur le terrain», comme le lui permet son mandat de maire, expose-t-il, en pointant du doigt la présidente de région, Carole Delga, toujours députée, ou le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, président de la région Bretagne.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

grand sud

17 MARS 2017

Toulouse

Continental crée 150 emplois dans le véhicule connecté

l'essentiel

Continental a annoncé hier la création d'une nouvelle filiale basée à Toulouse et dédiée à la voiture connectée. Près de 150 personnes seront embauchées dans la Ville rose d'ici fin 2017.

« Continental va donner au véhicule connecté et autonome la capacité de voir au-delà de la portée de ses capteurs, c'est-à-dire au-delà de 300 mètres », se réjouit Antoine Jouin, président de Continental Automotive France. Ce dernier était présent hier pour lancer la nouvelle filiale Continental Digital Services France (CDSF) basée dans la Ville rose et dédiée à la mobilité du futur, notamment à travers son projet phare eHorizon consacré au véhicule connecté et autonome.

200 à 300 millions d'euros d'investissement

Pour mener à bien cette entreprise synonyme d'un investissement compris entre 200 et 300 millions d'euros sur cinq ans, le groupe prévoit d'embaucher à Toulouse une cinquantaine de personnes dans les prochaines semaines, 150 d'ici fin 2017 et à terme plusieurs



Christophe Sirugue, secrétaire d'État à l'industrie, était hier dans les locaux de Continental Automotive. / DDM

centaines. « Nous recherchons principalement des experts, femmes et hommes de toutes les générations, en cybersécurité, big data et machine learning », précise M. Jouin. Des métiers indispensables à la collecte massive et au traitement d'informations des véhicules terrestres, navals et aériens, individuels ou collectifs. « Nous allons garantir la sécurité des données personnelles des automobilistes qui transitent via un cloud », rassure le président de Continental Automotive France. Par ailleurs, en plus des créations

d'emploi, une partie de l'investissement total servira à financer des expérimentations à grande échelle - sur plusieurs milliers de véhicules - des dispositifs destinés à connecter la voiture à son environnement.

De plus, divers partenariats avec laboratoires, start-up et entreprises vont être créés, comme avec Météo France pour utiliser chaque véhicule comme un capteur météorologique. Par l'intermédiaire d'application smartphone ou de lunettes connectées, les motards pourront par exemple être

CONNECTÉ JUSQU'AU BOUT DES PNEUS !

Goodyear vient de présenter son tout nouveau pneu Eagle 360 au salon de Genève. Imprimé en 3D et truffé de capteurs, il est capable de changer de formes en fonction des conditions atmosphériques, lisse sur route sèche, rainuré sur chaussée humide, voire de s'auto-réparer en cas de perforation. Plus modestement, chez Pirelli, la roue fournit aux automobilistes des données comme la pression, la température et les kilomètres parcourus.

prévenus de l'arrivée d'un orage de grêle à 5 km et prévoir un arrêt.

La région Occitanie et Toulouse Métropole devraient apporter leurs soutiens à la nouvelle filiale de mobilité du futur, à hauteur de 5 millions d'euros. Enfin, la filiale CDFS n'aurait pas vu le jour sans l'appel à projets « véhicules du futur » de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) et d'un programme d'investissement d'avenir de l'État.

Fleur Ollagnier

SAINT-JEAN

18 MARS 2017

Marco, masseur passionné

Pour résumer le parcours professionnel de Marco De Benedetto on pourrait dire qu'il est passé de l'huile d'olive aux huiles essentielles. Et de Toulouse à Saint-Jean. Après quelques années en tant que patron dans le secteur de la restauration dans la Ville rose, il a appris qu'au-delà d'une passion certaine pour un métier, il fallait aussi être à l'écoute de son corps et de ses limites... Marco est devenu Saint-Jean-nais en 2008. Ici il a trouvé son coin de tranquillité et confie « Il me plaît de dire que c'est une vraie ville à dimension humaine... Je suis ancien pratiquant d'aïkido et ancien élève au dojo de la rue Rimbaud où j'ai suivi le Nihon et le Tai Jitsu. Mais l'homme n'a pas uniquement franchi l'Hers pour quitter Toulouse. Il est devenu praticien en massage bien-être et créateur de Zenvita Bien-être. Le projet de cette mutation professionnelle a été guidé par l'ARCEC Toulouse. « Je dis un énorme merci à André Baro de l'ARCEC pour l'accompagnement sur mon projet et sa persévérance, ainsi qu'à David Caldas » confie Marco. Après une formation complète sur différents protocoles de massage



Marco De Benedetto installé à Saint-Jean depuis presque 10 ans./BDM

bien-être au centre Shenti de L'Union et une formation cursus long en cours sur Bordeaux (Shiatsu Thérapeutique et Énergétique Chinoise), il propose aux particuliers à leur domicile, au sein des entreprises et en Centre Bien-être des séances de massages relaxants et/ou tonifiants de différents styles. Et la gamme est variée car les techniques de massages pratiquées sont diverses: shiatsu de bien-être, thaïlandais, relax coréenne, Réflexologie plantaire... Ces massages sont bien entendu des protocoles à but non

thérapeutique et non érotique. Pour tous renseignements : zen-vita.free.fr ou sur facebook : [zen-vita bien-être](https://www.facebook.com/zen-vita-bien-etre).

commémoration

Cérémonie du 19 mars

La cérémonie commémorative du 55^e anniversaire du cessez-le-feu de la guerre d'Algérie, aura lieu dimanche prochain 19 mars. Rendez-vous à 10 h 15 devant la mairie et défilé à 10 h 30 jusqu'au monument aux Morts. La manifestation sera suivie d'un vin d'honneur à l'Age d'Or. BDM

SAINT-JEAN
Marco, masseur
passionné

18 MARS 2017

SAINT-JEAN

Dix jours 100% théâtre

Demandez le programme

Pour la première fois depuis sa création, le festival **Tous à Théâtre** est organisé conjointement cette année par la MJC et la municipalité de Saint-Jean. Durant dix jours, la commune va vivre au rythme du théâtre avec des propositions adaptées à tous les âges : **Vendredi 17 mars à 20h 30**, « Faites l'amour pas des gosses » ; sa-

medi 18 à 14h et 15h, spectacle de marionnettes pour les petits, dès 4 ans ; **dimanche 19 mars à 17h**, « Les enfants d'Edouard », avec les participants aux ateliers théâtre des MJC d'Escalquens et Saint-Jean (spectacle gratuit) ; **dimanche 19 à 19h 30**, « Scénettes » (gratuit) ; **mardi 21 à 14h 15**, « Spectacle Hilarant » proposé

par l'AVF (gratuit), **mercredi 22 à 18h 30**, « Scénettes » et « La ballade des planches » (gratuit) ; **jeudi 23 à 20h 30**, initiation théâtrale, atelier ouvert à tous ; **vendredi 24 à 21h**, « Mais n'te promène donc pas toute nue », de Feydeau ; **samedi 25 à 15h 30**, « Les fantaisies de Virginie », spectacle pour les 3 à 7 ans. **Le festival se terminera sa-**

medi 25 à 21h avec une création burlesque de Rémy Subra : « A l'Olympe, l'enfer c'est les dieux ». Tous ces spectacles ont lieu à l'Espace Palumbo. Tarifs réduits à partir de 2 spectacles. Le programme détaillé se trouve sur le site mairie-saintjean.fr. Tél mairie : 05 61 37 63 28. MJC : 05 61 37 63 11.

FG31

Commémoration du 19 mars 1962



Le discours de Mme le Maire devant le Monument aux Morts

Dimanche 19 mars, la municipalité de Saint-Jean commémorera le 55ème anniversaire du cessez-le-feu de la guerre d'Algérie. **Rendez-vous à 10h15 devant l'Hôtel**

de Ville. A 10h30, défilé jusqu'au monument aux Morts. La manifestation sera suivie d'un vin d'honneur à l'Espace Palumbo.

FG31

18 MARS 2017

SAINT-JEAN

Carnaval

Un défilé sur le thème de la nature



En avant la musique!

Ce samedi 18 mars aura lieu la 3ème édition du Carnaval organisé par le Comité des Fêtes. Rendez-vous à 15h30 sur le parking rue Rimbaud, face au futur bâtiment

“Les granges” pour un défilé jusqu’au lac de la Tuilerie. Le thème de cette année est « la découverte de la nature ». Venez nombreux... et déguisés !

FG31

Derniers jours pour s'inscrire!

La question du handicap en entretien d'embauche

Rappel : **mercredi 22 mars**, de 9h à 12h, la Maison Commune Emploi Formation du Nord Est Toulousain (MCEF du NET) et Cap Emploi 31 organisent conjointement un atelier sur « **la question du handicap en entretien d'embauche** ». Se préparer à l'entretien d'embauche, définir son handicap, identifier les restrictions profession-

nelles, connaître les techniques de compensation... mille et une questions auxquelles les spécialistes répondront. **Date limite d'inscription** : le 21 mars, dernier délai, en appelant les animatrices de la MCEF du NET au 05 34 25 02 29. Adresse : 6 chemin du Bois de Saget à Saint-Jean.

FG31

Commémoration du 19 mars 1962

Dimanche 19 mars, la municipalité de Saint-Jean commémorera le 55ème anniversaire du cessez-le-feu de la guerre d'Algérie. **Rendez-vous à 10h15 devant l'Hôtel**

de Ville. A 10h30, défilé jusqu'au monument aux Morts. La manifestation sera suivie d'un vin d'honneur à l'Espace Palumbo.

FG31

Vernissage à la Mosaïque

Pour cette seconde quinzaine de mars, la Mosaïque reçoit trois nouveaux artistes : les peintres **Pascale Lenglet-Muratet** et **Claude Mercier**, et la sculptrice **Danielle Mercier**. Le vernissage a lieu ce vendredi 17 à partir de 18h 30. De plus, les samedi

18 et 25 mars, Danielle et Claude Mercier seront présents à la galerie de 10h à 12h et de 15h à 18h. Entrée libre et gratuite, venez nombreux ! Adresse de la Mosaïque : centre commercial Belbèze à Saint-Jean. Tél : 05 61 09 07 70.

FG31

Actualité

Gérard Bapt : “Où va l'Académie de Médecine ?”

Pour Gérard Bapt, Député de la Haute Garonne et Ancien Président de la mission d'information sur le Médiateur à l'Assemblée Nationale, “L'Académie de Médecine a toujours voulu apparaître comme une autorité morale et scientifique incontestable, même si elle se montre à l'occasion en décalage par rapport aux avancées sociétales

ou scientifiques en cours. Mais incompréhensible apparaît le refus de la démission proposée par Madame Hermange de sa fonction de membre du comité d'éthique de l'Académie. La mise en examen de cette dernière n'est certes pas une preuve de culpabilité, mais les faits concernant ses rapports avec le Laboratoire Servier alors

qu'elle rapportait pour le Sénat sur l'affaire Médiateur sont avérés ! L'Académie de Médecine, par ailleurs financée par Servier, ne peut que perdre de son autorité morale dans cette posture ! D'autant qu'elle s'était déjà fourvoyée en novembre dernier en prenant position en faveur des laboratoires et des autorités sanitaires dans l'affaire

faire « Dépakine », quitte à se rétracter dès le lendemain... Il serait opportun que le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche qui concourt à la moitié du budget de l'Académie de Médecine, précise son rôle dans la tutelle de fait qu'elle exerce sur cette institution”.

NLC

L'UNION

Soirée dédicace à la librairie

18 MARS 2017

Magyd Cherfi s'arrête chez Les Passantes



Magyd Cherfi, enthousiaste et chaleureux, et Karine, la libraire



Au premier rang de l'assistance, M. Bapt, député, et Mme Picard, adjointe à la Culture à la mairie de Saint-Jean

Lundi dernier, la librairie Les Passantes accueillait un hôte de marque : l'écrivain, auteur, compositeur, chanteur, charmeur... Magyd Cherfi. L'ancien chanteur de Zebda (qui sort fin mars un

album solo, « *Catégorie Reine* ») était à la librairie pour présenter et dédicacer son dernier livre, « *Ma part de Gaulois* ». En introduction, Karine, la libraire, prévenait : « *C'est un choc, ça de-*

veille... ce n'est pas de la littérature à l'eau tiède ! ». Et en effet, le livre raconte la vie d'une famille d'immigrés algériens dans le quartier des Izards, le paradoxe « *d'être français et de devoir le devenir* », le décalage entre l'école, qui répète comme une incantation que nous sommes tous égaux, et la vie du quartier, où il faut sans cesse se battre – au propre comme au figuré. « *J'ai commencé à écrire très tôt, pour les filles de ma rue* », rappelle Magyd, « *car j'ai compris que le stylo, plus que les poings, serait mon arme* ». Et quand le jeune Magyd réussit son bac, c'est en même temps une immense fierté pour sa famille – surtout sa maman qui n'a cessé de l'encourager – et un sentiment mitigé pour ses co-

pains qui ressentent ce succès comme une trahison. Quelqu'un qui a son bac, qui parle bien, qui joue plus avec les mots qu'avec son ballon de foot... n'est pas tout à fait du même monde. Magyd Cherfi le résume à sa façon : « *J'ai trahi à 11 ans avec mon premier passé simple, je trahis à nouveau aujourd'hui en écrivant un livre !* ». Avec son style exubérant, drôle, chaleureux, parfois cru, Magyd Cherfi a conquis les lecteurs et l'assistance... La soirée s'est poursuivie à La Belle Hôtesse avec un débat sur le thème « *laïcité et intégration* », à l'invitation du député Gérard Bapt.

FG31



Magyd Cherfi lit un extrait de « *Ma part de Gaulois* »

ÉVÉNEMENT

18 MARS 2017

GÉRARD BAPT, NOTRE PARLEMENTAIRE 20

Gérard Bapt, député PS de la deuxième circonscription de Haute-Garonne, est désigné meilleur parlementaire santé-sécurité sociale du quinquennat de François Hollande !

Gérard Bapt, député PS de la deuxième circonscription de Haute-Garonne, a été désigné meilleur parlementaire santé-sécurité sociale du quinquennat de François Hollande ! Dans la confusion de la campagne présidentielle, si ce n'est le chaos politico-médiatique, ESE salue le travail des parlementaires, majorité et opposition. En 2012, nous avions élu Yves Bur, alors député UMP du Bas-Rhin pour son action. 5 ans plus tard, c'est Gérard Bapt qui recueille une majorité de suffrages. Sur les 107 décisionnaires de la santé, de la sécurité sociale et, plus largement, de la protection sociale, que nous avons contactés, l'élus de Haute-Garonne a aisément conquis les suffrages avec 84% de votes. Les votants ? Des présidents de CA, des directeurs généraux de caisses, des journalistes, des hauts fonctionnaires, des syndicalistes, des mutualistes et assureurs santé, des industriels de santé, des hospitaliers, des médecins ; quel que soit l'interlocuteur, en accord ou pas avec la politique de la majorité ou avec la vision du parlementaire. Bref, un échantillon plutôt représentatif de notre lectorat, qui l'est aussi du domaine de la santé et de la protection sociale. Évidence oblige, au moment où nous lançons notre sondage, les revues parlementaires plaçaient Gérard Bapt en deuxième position de la quatorzième législature 2012-2017 pour son travail et son influence dans l'activité de l'Assemblée nationale !

Trois raisons à ce succès : sa position de député issu des rangs de la majorité engagé dans la santé, les liens environnement-

Un quinquennat « actif » pour Gérard Bapt

| | | | | |
|--------------------------------------|--|--|---|---|
| 170 semaines d'activité | 350 présences en commission | 887 interventions en commission | 1360 interventions longues en hémicycle | 1101 interventions courtes en hémicycle |
| 1509 amendements signés | 1105 amendements adoptés | 57 propositions de loi signées | 10 questions orales | 15 questions écrites |

12/2017

santé, l'assurance maladie et les mutuelles en particulier, son mandat de rapporteur général du PLFSS lui conférant une autorité dans le débat public. Mais nous notons également la qualité (et la quantité) de son travail parlementaire. Ses qualités personnelles enfin : sympathique, dévoué, fidèle, profondément honnête, sobre et disponible. Cet hommage, beaucoup le lui rendent, y compris ses contradicteurs au Parlement, à droite Jean-Pierre Door, porte-parole santé des Républicains, et d'autres au centre ou à gauche...

UN BILAN EXEMPLAIRE !

Nos lecteurs font la même analyse. Gérard Bapt est ainsi classé deuxième député sur les 577 en terme d'activité et d'influence sur les travaux de l'Assemblée nationale. Au titre de la santé et de la protection sociale, il arrive en tête et de loin. Sur certains dossiers qui occupent le devant de la scène comme le Bisphénol, les perturbateurs endocriniens et les méfaits des pesticides, la Dépakine, le dispositif Epode pour la nutrition, la prévention et les actions de groupe en santé, les études médicales et le Paces, l'huile de palme, le programme national santé-environnement (PNSE) n°2, et notamment sur la qualité de l'air, sur les données de santé (le fiasco de l'Asip et du DMP), évidemment pour sa défense des mutuelles, son action pour faire baisser le prix des innovations médicamenteuses (le Truvada chez Gilead), le député de Toulouse a marqué son empreinte.

Le possible changement de majorité parlementaire, fin juin prochain, pourrait réduire l'influence des députés « classiques » comme Gérard Bapt au nom du changement, du renouvellement des générations. L'élue de Haute-Garonne maintiendra son engagement dans la santé, mais choisira peut-être une autre voie comme les affaires étrangères, passionné qu'il est par la politique mondiale et française au Proche-Orient, au Liban et en Syrie notamment.

→ Pascal BEAU

Notre jury d'experts vous a élu « meilleur parlementaire » santé/social du dernier quinquennat, quelle est votre réaction à cette récompense ?

C'est avant tout une satisfaction personnelle. Au travers de cette récompense, il y a la reconnaissance d'un engagement constant du parlementaire que je suis sur les dimensions budgétaires et d'organisation de notre système de santé. Je suis d'autant plus heureux d'obtenir cette reconnaissance que j'ai le profond sentiment que j'aurais pu aller plus loin dans mon action et qu'on a pu parfois essayer de me freiner. Être député d'une majorité politique où les courants sont parfois divergents, voire en opposition, sur les questions sociales et de santé relève d'un exercice d'équilibriste. Mais cela ne m'a finalement pas empêché d'intervenir sur des sujets d'importance tels que l'assurance maladie, la sécurité sanitaire, le numérique de santé, la prise en charge des victimes d'accidents sanitaires.

Quel bilan faites-vous de ce quinquennat ?

Le bilan est globalement positif même si tout n'a pas été parfait. Sur le plan des affaires sociales, il est incontestable que la réduction des déficits est à porter au crédit du gouvernement. Nos déficits sont enfin redevenus maîtrisables ! Toutefois, je regrette le fait que le ministère soit lié à Bercy pour tout ce qui relève du champ des prestations sociales. Certaines mesures ont conduit à des économies parfois injustes, à l'instar du retardement du versement de la prime à la naissance qui pénalise les familles modestes. Sur le plan santé, des mesures importantes ont été prises en matière de santé publique et la réforme de l'hôpital va dans le bon sens avec la création des GHT. Mais j'ai également un profond regret : on aurait dû commencer le quinquennat en abordant la question de l'ambulatoire et la place du généraliste dans l'organisation des soins. Nous avons abordé cette problématique avec retard. Les déserts médicaux se sont étendus. La loi « Santé » est arrivée tardivement et aurait dû être davantage négociée en amont avec les professionnels de santé et les parlementaires. On aurait ainsi pu éviter certaines incompréhensions et gagner en lisibilité. Enfin, nous avons également trop tardé sur le dossier du DMP qui aurait dû être abordé plus tôt. Il aura fallu attendre

près de 3 ans pour enfin confier son pilotage à la Cnamts. Je regrette aussi le retard sur tout ce qui relève de la sécurisation des flux de messagerie et sur le développement de la télémedecine.

Quels seront les principaux marqueurs laissés par cette législature socialiste ?

Deux actions me semblent pertinentes à souligner. D'abord, il y a une véritable volonté de la part des pouvoirs exécutifs et législatifs de restaurer la place de l'hôpital public dans sa mission de service public et ceci dans un contexte de fortes contraintes budgétaires. Je me réjouis de cette initiative même si on aurait agi plus tôt pour l'accompagnement professionnel et social des agents dans le contexte d'intensification des cadences et de la numérisation. Autre mesure qui va dans le bon sens, la généralisation du tiers-payant. Cette pratique qui existait déjà chez certains praticiens est positive pour l'accès aux soins. Mais encore une fois, il aurait fallu dialoguer avec les syndicats représentatifs en amont pour comprendre leurs inquiétudes et proposer une démarche plus consensuelle.

À vos yeux, quelles sont les priorités du futur ministre de la santé ?

Il y en a plusieurs car notre secteur est à un croisement de son évolution. La question de la chronicité apparaît comme liée à l'environnement : prévention et santé environnementale sont devenues des priorités essentielles. Les questions du prix du médicament comme de l'amélioration de la prise en charge des victimes d'accident sanitaires s'imposent aussi. Sur l'organisation des soins, la réforme des GHT doit aller au bout avant de dresser des bilans. La seconde priorité est de favoriser les soins primaires en aidant les généralistes dans la gestion des tâches administratives. La piste de création d'un fonds d'intervention au sein du FIR, favorisant les groupements de professionnels autour d'une structure commune, me semble intéressante. La troisième priorité est d'enfin franchir le pas en matière de télémedecine et d'utilisation du DMP et d'arrêter d'accumuler les phases d'expérimentations. Enfin, les prises en charge de l'insuffisance rénale chronique et terminale (IRCT) et de l'ostéoporose doivent faire l'objet de plans de santé publique.

→ Propos recueillis par Alexandre BEAU



SAINT-JEAN

20 MARS 2017

Tennis : Séverine Pinaud en Afrique de Sud



Patrick Vergnes et Séverine Pinaud au moment de l'embarquement.

Pour la deuxième année consécutive Séverine Pinaud, monitrice de tennis à Saint-Jean, va représenter la France en équipe nationale des plus de 40 ans. Après la Croatie en 2016 ou, avec ses deux partenaires, elle avait échoué en finale malgré un sans-faute de Séverine c'est pour l'Afrique du Sud que notre Saint-jeannaise (ex 250^e mondiale et 27^e Française) s'est envolée accompagnée de Magali Rival monitrice également au tennis club et Patrick Vergnes Stade Toulousain CTR de la ligue et qualifié en équipe de France 45 ans. Séverine part de l'autre côté

de la terre avec l'idée de ramener le titre mondial à Saint-Jean face à ses principales adversaires qui seront une nouvelle fois l'Angleterre les locales d'Afrique du Sud et bien entendu l'Espagne tenante du titre depuis trois ans. Début du championnat du monde le 19 au Cap en poule de quatre équipes et ensuite quarts de finale 1/2 finale et finale le 24 mars en espérant que notre championne ramène cette médaille d'or pour laquelle elle se prépare depuis quelques mois « Tout le club est derrière toi, allez Séverine ! » a-t-on attendu avant son départ.

ÉCLAIRAGE : LE PÉRIPHÉRIQUE RESTERA EN GRANDE PARTIE DANS LE NOIR

18 MARS 2017

Le périphérique toulousain restera en grande partie plongé dans le noir. Plus de la moitié des 34 km sont aujourd'hui dans l'obscurité en raison de pannes, liées à la vétusté des installations, ou de vols de câbles. Une situation qui n'est pas nouvelle mais qui s'est aggravée depuis l'été dernier.

Hier, la préfecture et la mairie de Toulouse, par le biais d'un communiqué commun, ont annoncé que l'éclairage serait partiellement rétabli, sur certains points uniquement: les bifurcations au-

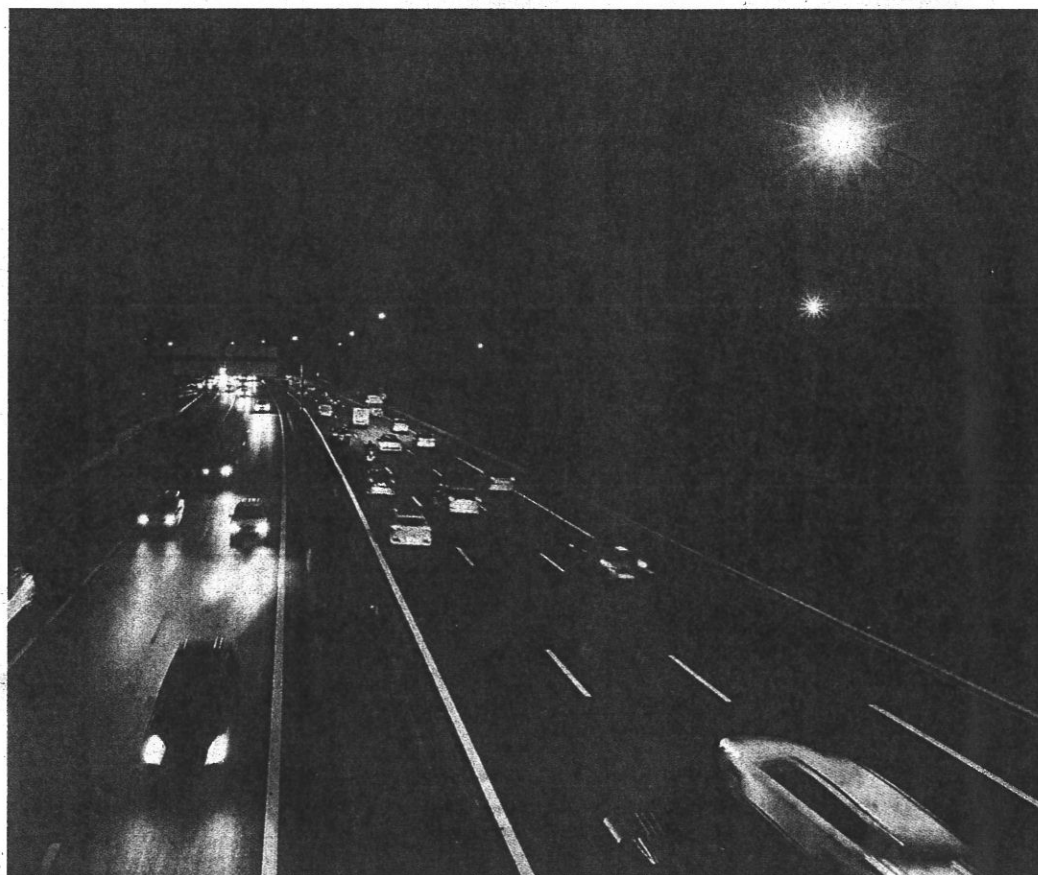
Les échangeurs, péages et certaines zones urbanisées seront éclairés.

toroutières, les bretelles d'accès au périphérique, les péages mais aussi «certains secteurs ou leurs abords ou les zones pour lesquelles l'éclairage du périphérique participe à l'éclairage des zones urbaines voisines.» Pour le reste de la voirie, l'éclairage sera supprimé.

Études techniques

Les services de l'État se basent, pour proposer ce schéma directeur de l'éclairage, sur un diagnostic et des études menées ces dernières années par le CEREMA, organisme d'État qui fait référence en la matière. La sécurité, assure la préfecture, a ainsi été prise en compte.

Après d'autres agglomérations



L'éclairage ne sera maintenu qu'en certains points précis du périph, comme les échangeurs. / DDM archives

en France, Toulouse s'apprête donc à éteindre une partie conséquente de son réseau de voies rapides. Pour autant, sur ce sujet sensible, l'État avance prudemment: l'extinction, précise le communiqué, sera décidée «à condition que les études confirment l'intérêt d'un tel arrêt pour la sécurité des usagers.» Par ailleurs, outre les points listés dans le communiqué, les zones géographiques où l'éclairage

sera maintenu feront l'objet «d'études techniques» pour être précisées. Une certaine marge de manœuvre semble donc exister avant l'arrêt définitif d'une carte de l'éclairage. Ces études seront réalisées en 2017, annonce la préfecture. Et «les travaux lourds pourront être programmés dans les trois années à venir.» Le communiqué ne précise pas plus le calendrier et renvoie à

l'élaboration d'un protocole entre les gestionnaires du réseau, l'État, par la partie ouest du périph, et Vinci Autoroutes, concessionnaires de la partie est, ainsi que la mairie. Le budget de tels aménagements n'est pas non plus précisé. Il sera forcément conséquent en raison de l'état de vétusté du côté ouest qui a conduit au black-out actuel.

J.-N. G.

21 MARS 2017

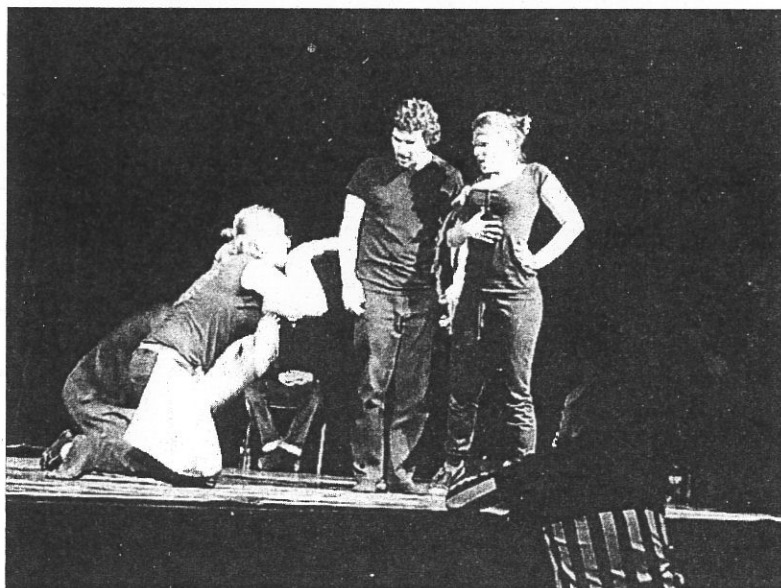
SAINT-JEAN

Le festival « Tous Ô Théâtre » en seconde semaine

Ouvert depuis jeudi dernier, le festival « Tous Ô Théâtre » se poursuit toute cette semaine. Ce mardi 21 mars à 14 h 15, à l'Espace Palumbo, les Saint-Jeannais sont invités à un « Spectacle Hilarant ». Organisé par le théâtre Ensemble de l'AVF Saint-Jean, il sera suivi de deux sketches présentés par l'association Le Petit Théâtre de Lilou (entrée libre).

Demain mercredi 22 mars, à 18 h 30 à l'Espace Palumbo, sera jouée « Scénettes », extrait du spectacle de fin d'année 2016 de la MJC Saint-Jean. Elle sera suivie de « La Ballade des planches », une série de sketches loufoques et déjantés, par la troupe des ateliers théâtre de la MJC d'Escalquens (entrée libre).

Jeudi 23 mars, à l'Espace Palumbo « Initiation théâtre » ou comment découvrir la magie de l'improvisation théâtrale dont les valeurs sont l'écoute, la confiance en soi, la solidarité et l'esprit d'équipe. Ate-



Toute la magie et l'émotion du théâtre encore cette semaine sur la scène de Palumbo.

lier théâtre mené par l'association « Melting-Pot » partenaire de la MJC (tarifs 12 ou 8 €).

« Mais n'te promène donc pas toute nue », pièce de Feydeau sera jouée par la Cie Les Incrédibles vendredi 24 mars, à 21 heures, à l'Espace Palumbo (tarifs 12 10 ou 8€).

Samedi 25 mars, à 15 h 30 à l'Espace Palumbo, sont prévus

« Les Fantaisies de Virginie », spectacle pour les 3 à 7 ans (tarifs 5 ou 3€).

Pour clore ce Festival Tous Ô Théâtre, samedi 25 mars à 21 heures à l'Espace Palumbo sera jouée la pièce « A l'Olympe, l'enfer c'est les Dieux » une création burlesque de Rémy Subra par la C^{ie} Melting-Pot (tarifs 8 ou 5€).

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

21 MARS 2017

SAINT-JEAN



« Ce 19-Mars est celui du souvenir, n'oublions pas les morts de chaque camp, 25 000 militaires Français tués, 65 000 blessés, 30 000 à 90 000 harkis, 270 000 à 400 000 Algériens ont été victimes de ce conflit » a énuméré le maire Marie-Dominique Vézian. Devant le monument aux morts de la commune, elle présidait la cérémonie du 55^e cessez-le-feu de la guerre d'Algérie. Autour du conseil municipal se tenaient Sabine Geil-Gomez, conseillère départementale, le lieutenant Gaël de Léséleuc de Kérouara (gendarmerie de L'Union) et de nombreux porte-drapeaux. À l'issue de la cérémonie, le maire a reçu la médaille de la Fnaca.

FOOTBALL. Division Honneur régional.

Un vrai match nul !



De part et d'autre, les acteurs étaient pourtant là pour que l'on assiste à du beau jeu. Ce ne fut pas le cas malheureusement. / photo DDM, Gérard Jorge

CAZÈRES 1 - SAINT-JEAN 1

MT: 1-1; arbitres : M. Najib Mahfoudhi assisté de MM. Bruno Bégue et David Séchao.

Pour Cazères : Ounzar (17).

Pour BM Saint-Jean : Chekouch (36).

CAZÈRES : Rivière, Sau, Kébé (cap), Baldé, Lutel, Fonbonne, Motarsik, Ounzar, Benameur, Topklé, Adjibi, Debez, Cabartier, Peinera. Entraîneur, Jean Deneys.

Cartons jaunes : Cabartier (51), Lutel (90).

BM SAINT-JEAN : Cadenet, Soumah, Redjdal, Oulasri, Boulahia, Derain, Fatnassi (cap), Lahmar, Ménard, Chekouch, Henider, Gormus, Gonzalez Sobrayen, Cissé. Entraîneur, Mazen El Masri.

Cartons jaunes : Boulahia (23), Oulasri (54), Redjdal (60), Lahmar (82).

> L'ESSENTIEL

Les Cazériens ne sont jamais vraiment rentrés dans un match qui n'a rien eu de bien passionnant. Ils débutent timidement avant de trouver la faille sur un coup franc re-

poussé et repris de volée des 25 mètres par Ounzar. À mi-hauteur près de son montant droit, Cadenet est battu. Loin de s'avouer battus, les Saint-Jennais avec un Chekouch omniprésent inquiètent la défense commingeoise. Ils égalisent sur un coup franc où le mur cazérien n'est pas gage de sécurité. Chekouch se contente de taper dans un trou béant et Rivière reste scotché sur sa ligne. Mais force est de constater qu'ils manient mieux la parole que le ballon. Leur entraîneur est même prié de quitter le banc avant la pause. Le match continue, entrecoupé de coups francs et de longs palabres qui ne s'achèveront qu'au coup de sifflet final donné sans aucune minute additionnelle. Même M. Mahfoudhi semblait en avoir entendu assez.

LES JOUEURS

Ounzar, bien sûr, pour sa frappe magnifique à l'ouverture du score pour Cazères. Mais ensuite, comme pour ses partenaires, un manque de précision et d'implication. Chez les Saint-Jennais, on a vu un Chekouch qui, en plus de son coup franc égalisateur, a été omniprésent devant comme défensivement.

> ILS ONT DIT

Jean Deneys (entraîneur de Cazères) : « Un match de m... On n'a jamais pu jouer au football. Un match improductif, haché par de très et trop nombreux coups francs. »

Foued Fatnassi (capitaine de Saint-Jean) : « On a trop parlé. Je ne veux pas incriminer l'arbitrage, car sans arbitre il n'y aurait pas de match. On ne s'est pas régalé sur le terrain et on n'a pas régalé le public non plus. »

Gérard Jorge

grand toulouse

environnement

La Ville rose ne laisse pas encore assez de place aux espaces verts

l'essentiel

Plébiscités par l'ensemble des Français, les espaces verts sont pourtant peu nombreux à Toulouse. La quatrième ville française ne figure même pas dans le palmarès des 10 villes les plus vertes de France.

C'est la même chose chaque année. Lorsque les beaux jours reviennent et que le thermomètre reprend des couleurs, les Toulousains envahissent les espaces verts. À l'image de la prairie des Filtres ces derniers jours, l'herbe est bien plus appréciée que le béton. Pourtant, la Ville rose n'est pas très « verte ». Publié en ce début d'année par l'Observatoire des villes vertes, le palmarès 2017 des villes les plus vertes de France classe Angers à la première place suivie de Nantes et de Strasbourg. Toulouse, quatrième ville de l'hexagone, est plaquée à la treizième place. Une position qui réjouit toutefois Marie-Pierre Chaumette, adjointe au maire des espaces verts : « C'est la première fois que la ville participe à ce palmarès et nous sommes très contents de cette treizième place. »

À la 13^e place du Palmarès des villes vertes

« Toulouse dispose de 28 m² d'espace vert par habitant, précise l'Observatoire des villes vertes. Une superficie inférieure à la moyenne nationale qui explique pourquoi la ville n'est pas dans le top 10. Mais elle reste cependant dans le top 15, ce qui est une belle place. » Avec une moyenne de 48 m² d'espace vert par habitant dans les 50 plus grandes villes de France, Tou-

louse souffre de sa faible superficie alors que Strasbourg est à 116 m² par habitant. La palme revenant à Poitiers avec 482 m² par habitants.

« Les villes de France sont globalement pauvres en espaces verts qui représentent 5 % du foncier alors que les voiries et les infrastructures occupent 25 % des surfaces des villes », détaille l'Observatoire des villes vertes. « À Toulouse, 13 % de la voirie est plantée par des arbres », nuance Marie-Pierre Chaumette. La Ville rose et ses 450 000 habitants compte 840 ha d'espaces verts soit 315 ha de moins que la moyenne des 50 plus grandes villes françaises. « C'est une situation héritée de l'histoire de la ville qui est minérale, explique

Michèle Bleuse, élue écologiste de l'opposition. La ville n'a jamais réservé beaucoup de place aux espaces verts. De plus, c'est une des communes les plus étendues de France avec près de 12 000 ha. »

10 % d'espaces verts en plus d'ici 2020

Si la ville montre un certain retard, les ambitions sont tout de même là. La municipalité compte augmenter de 10 % la surface des espaces verts d'ici 2020. Si elle n'a pas encore détaillé comment elle va procéder, Marie-Pierre Chaumette précise « qu'après s'être occupé des peupliers des Argoulets, nous allons créer un nou-

veau bois urbain pas très loin, dans un endroit où pour le moment il n'y a rien du tout. »

Une prise de conscience collective des grandes villes sur l'importance des espaces verts. « 85 % des Français choisissent leur logement en fonction de la proximité d'un espace vert et 11 % des touristes considèrent les parcs et jardins comme l'une des principales raisons de leur choix », explique l'Observatoire

des villes vertes. Ces dernières se découvrent la main verte. « Nous aurons même des moutons qui feront de l'éco-pastoralisme dans Toulouse cet été ! », se réjouit Marie-Pierre Chaumette.

Louis Rayssac

repères

28

MÈTRES CARRÉS > D'espaces verts par habitants. C'est la superficie d'espace vert par habitant. Un chiffre bien inférieur à la moyenne des cinquante villes les plus grandes de France qui ont une superficie de 48 m² par habitant.

« Les espaces verts sont des zones de rafraîchissement mais aussi des lieux de biodiversité qui permettent le contact avec le vivant ».

Michèle Bleuse, élue écologiste de l'opposition



La prairie des Filtres, un des lieux préférés des Toulousains, surtout aux beaux jours. / Photo DDM, Julien Percheron

EN CHIFFRES

Sur les 840 ha d'espace vert, la ville compte quatre zones vertes comme Pech David ou la Grande plaine, six coulées vertes comme celle du Touch. Toulouse compte 160 parcs et jardins dont le Jardin japonais classé jardin remarquable, le Jardin des Plantes, le Grand Rond qui vient d'être rénové ou le Jardin Royal qui le sera à l'automne 2017. La ville compte également 153 000 arbres (dont 26 000 d'alignement) et multiplie les plantations : environ 4 000 par an. Concernant le fleurissement, Toulouse produit biologiquement 400 000 plantes et fleurs dans les serres municipales. Enfin, elle compte 290 points fleuris notamment sur les ronds-points et entrées de ville.

LA DÉPÊCHE

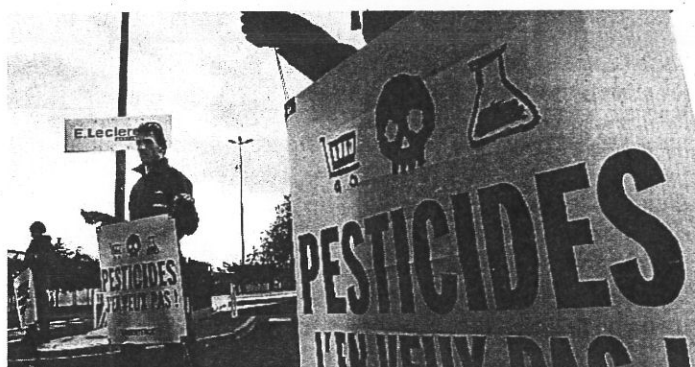
DU MIDI

Nord-Est

réunion-débat

21 MARS 2017

Pesticides : les Verts font le point



Plusieurs actions ont été menées par Greenpeace ces derniers mois.

Pendant les 10 premiers jours du printemps, période de reprise des épandages dans les cultures, il est important de s'informer sur les enjeux sanitaires et environnementaux des pesticides et sur leurs alternatives. C'est le but de la Semaine Pour les Alternatives aux Pesticides (SPAP) qui se déroule dans toute la France, cette semaine. Le parti Europe Écologie les Verts (EELV) Toulouse organise, à cette occasion, une soirée ouverte à tous et toutes, qui permettra, de manière participative, de faire le point sur nos connaissances sous tous les aspects

de la question : sanitaire, juridique, scientifique, législatif, ... Rendez-vous mercredi 22 mars à 20 heures à la maison de la Citoyenneté Est 8 bis avenue du parc à Roseraie. Les débats seront animés par Michèle Bleuse, conseillère municipale, ex-élue aux espaces verts, Cécile Péguin, candidate aux Législatives qui abordera la question de l'alimentation, Dagmara Szlagor, qui se consacrera l'aspect juridique et les maladies professionnelles et Didier Claude Rod, médecin, ancien député européen, qui parlera des aspects sanitaires et politiques.

Une seule fédération d'exploitants agricoles à la dimension de l'Occitanie

l'essentiel

Les fédérations régionales des syndicats d'exploitants agricoles (FRSEA) de Midi-Pyrénées et de Languedoc-Roussillon ont fusionné, hier, pour donner vie à celle d'Occitanie.

Les deux fédérations agricoles d'Occitanie viennent de fusionner. C'est Philippe Jougla, éleveur dans le Tarn, qui a été élu président de cette nouvelle fédération qui compte 13 départements et plus de 14 000 adhérents. Serge Vialette, jusque-là président de la FRSEA de Languedoc-Roussillon, décroche le poste de 1^{er} vice-président. C'est dans les bâtisses de l'ancienne abbaye de Sorèze, dans le Tarn, que les 255 élus des 13 fédérations départementales FNSEA d'Occitanie ont procédé à la fusion de leurs fédérations régionales de Midi-Pyrénées et de Languedoc-Roussillon. Une union préparée depuis près d'un an « afin de réussir la mise en place d'une entente, d'une cohésion et d'une organisation qui représente et tiennent compte de la diversité des productions et des attentes des



La fusion des deux fédérations s'est opérée dans l'ancienne abbaye de Sorèze/Photo DDM G.A.

exploitants de ce territoire », explique Serge Vialette qui a, du coup, abandonné hier son fauteuil de président de la FRSEA de Languedoc-Roussillon.

Le premier employeur de la région

Contrairement à Christian Mazas, président de la fédération de Midi-Pyrénées et cédant à Saint-Léon (Haute-Garonne), il n'a pas souhaité briguer la présidence de la nouvelle fédération, préférant

jouer un « ticket » avec Philippe Jougla qui, explique-t-il, « a mené un travail de fond, élaboré un socle commun à nos treize fédérations départementales ».

Cette fusion ne s'est donc pas faite sans quelques frictions même si « l'intérêt agricole à toujours primé sur les considérations personnelles et de pouvoir », assure Serge Vialette. « Comme ça, cette nouvelle fédération sera dirigée par des gens des deux anciennes », se félicitent la plupart

des délégués départementaux et représentants de commissions qui ont aussi été élus hier. De nombreux chantiers attendent la nouvelle fédération, comme l'explique son nouveau président (*lire ci-dessous*). « À l'heure où de nombreuses filières sont moribondes, cette nouvelle fédération, plus grande, plus forte, donnera plus de poids à nos actions, nos revendications », explique Christian Mazas qui a accédé au poste de secrétaire général.

LE BUREAU

Président : Philippe Jougla, 1^{er} vice-président : Serge Vialette
Vices-présidents : Dominique Fayel et Bernard Malabirade.
Secrétaire général : Christian Mazas
Secrétaires généraux adjoints : Laurent Saint-Affre et Jean-Louis Portal
Trésorier : Guilhem Vigroux, trésorier adjoint : Rémi Toulis
Membres : Olivier Boulat, Alain Lafragette, Christian Fourcade, Yves Aris, Alain Iches et Jérôme Despey

S'étendant sur un territoire grand comme le Portugal, l'agriculture occitane est le premier employeur de la région avec 164 000 postes, devant le tourisme et l'aéronautique. Elle est aussi celle qui compte le plus grand nombre de produits labellisés : 240. Les exploitants et productions sont nombreux et variés. Cela va de produits de la mer à ceux de la montagne en passant par la viticulture et les cultures céréalières. « Une variété qui sont autant d'atouts », se félicitent les élus de la FRSEA d'Occitanie.

G.A.

« Une fédération tenant compte de la diversité »



Philippe Jougla, président de la nouvelle fédération FRSEA d'Occitanie

Quels sont les grands chantiers qui attendent la nouvelle fédération ?

Elle se doit de tenir compte de toutes les diversités agricoles de notre territoire. L'agriculture d'Occitanie a de beaux atouts mais, malheureusement, beaucoup de filières connaissent aussi de grandes difficultés, comme la viticulture, les élevages avicoles. La Fédération

portera la voix de tous, aussi bien auprès des élus que de nos instances nationales, pour sauver, développer et valoriser ces productions. Nous avons la chance d'avoir de grandes métropoles : Toulouse et Montpellier qui sont de véritables débouchés pour nos produits. Pour cela il faut que nous réussissions à mettre en place une vraie cohésion. C'est pourquoi nos délégués ont un rôle essentiel à jouer.

Vous dites que Toulouse et Montpellier sont des lieux importants de débouchés. Est-ce à dire que vous comptez développer les filières courtes comme celle mise en place

entre les glaciers et les producteurs laitiers ?

Cette initiative mise en place entre la Confédération nationale des glaciers et les producteurs laitiers est un bon exemple de la valorisation que l'on peut apporter à des productions en les vendant mieux et près de chez soi, ce qui contribue aussi à moins de pollution. Il faut aller dans ce sens mais aussi vers l'agriculture industrielle, de grande quantité que l'on peut également exporter. Nous avons les ports de la Méditerranée pour cela.

L'agriculture d'Occitanie est à même de s'imposer de différentes façons et un

peu partout.

L'agriculture d'Occitanie a donc, selon vous, de beaux jours devant elle.

Oui, je le crois. Les choses ne sont pas simples mais j'y crois, nous y croyons. Nous avons de beaux produits et de vrais savoir-faire, de superbes produits uniques et reconnus. Tout cela a un avenir et doit déboucher sur une pérennité des exploitations et à leur transmission. Avec cette nouvelle fédération, nous sommes désormais beaucoup plus forts. Nous disposons de davantage de moyens et de richesses tant agricoles qu'humaines.

Recueilli par Guillaume Atchouel

grippe aviaire

Le Foll optimiste sur la fin prochaine de l'épizootie



La filière palmipèdes espère redémarrer la production fin mai./Photo DDM, illustration Sébastien Lapeyrière

Le Sud-Ouest va-t-il enfin réussir à se débarrasser du funeste virus H5N8 ?

« Le nombre de nouvelles suspensions, en net recul ces deux dernières semaines, laisse augurer de l'extinction prochaine de l'épizootie », répond Stéphane Le Foll. Lors d'un point presse hier à Paris, le ministre de l'agriculture a fait état de « résultats encourageants pour la stratégie sanitaire conduite » pour éradiquer le virus de l'influenza aviaire. Cette évolution favorable « permet d'envisager la reprise d'activité dans les départements touchés ». La levée de la zone de surveillance est notamment une réalité pour une bonne centaine de communes du Gers, où les éleveurs de gallinacés vont pouvoir réintroduire poulets, dindes ou pintades « moyennant le respect

de conditions sécurisées telles que le maintien en bâtiment pendant une durée minimale de 4 semaines et l'examen sanitaire des animaux ». A ce jour, précise Stéphane Le Foll, cette reprise de la production de « gallus » est possible dans 536 communes du Sud-Ouest. S'agissant des palmipèdes gras, la ministre distingue deux zones géographiques. Dans les départements les moins touchés (Aveyron, Tarn, Tarn-et-Garonne et Est du Gers), les remises en place de canards ou d'oies seront possibles après la levée des zones de surveillance. Là où l'épizootie a été de grande ampleur (Landes, Gers, Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées et une partie nord-ouest de la Haute-Garonne), un arrêté ministériel sera pris pour encadrer les conditions de remises en place

après une période de vide sanitaire. Comme il l'avait indiqué le 21 février à Mont-de-Marsan, le ministre estime toujours « vraisemblable » un redémarrage de la filière gras pour la fin mai. S'agissant des indemnités, Stéphane Le Foll estime que « les engagements ont été tenus ». Pour les abattements dans les foyers, les premières avances sont versées depuis le 2 février. Le dispositif d'indemnisation des abattements préventifs est ouvert depuis un mois et a permis de premiers paiements le 16 mars. Insuffisant pour l'association Les Canards en colère qui a mis « un coup de pression » ce lundi en manifestant devant la DDT des Landes, à Mont-de-Marsan, estimant que les indemnités ne couvriraient que 60 % des pertes.

P.-J. P.

Occitanie

La région mise sur l'agriculture du futur

En visite à Castelnau-le-Lez, Carole Delga, présidente de la Région Occitanie a inauguré hier les travaux de restructuration et d'extension du lycée agricole Balzac. Des travaux pour lesquels la Région a investi 16,3 millions d'€. La reconstruction des serres offre aux élèves un outil de travail fonctionnel et performant, utilisant les technologies les plus récentes. « Je souhaite faire de l'enseignement agricole le levier stratégique pour inventer l'agriculture de demain. Notre modèle agricole doit être repensé et la formation doit en être le moteur », a déclaré Carole Delga, soucieuse de former « les futurs professionnels du 1^{er} secteur économique de la région ».

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

SAINT-JEAN

22 MARS 2017

Arts bucoliques à la galerie La Mosaïque

La galerie La Mosaïque accueille trois habitués. Claude Mercier dessine depuis son enfance. La maîtrise du dessin, socle indispensable du peintre, suffisamment acquise, il s'est mis, des années, à la pratique de l'aquarelle. Passionnément fasciné par cette peinture délicate, produit de l'alchimie de l'eau et du médium. Il aime tout particulièrement le style réaliste, avec une forme esthétique de classicisme, qui lui permet de s'exprimer à travers une vaste gamme de sujets : paysages, natures mortes, scènes de la vie, flore, animaux, personnages. Pascale Lenglet-Muratet expose depuis les années 1990 dans des salons nationaux et internationaux (les Méridionaux à Toulouse, Colomiers, salon de



Artistes, élus et Christian Picard, président de l'Apanet, vendredi lors du vernissage. / Photo DDM.

Stuttgart, Wiesbaden, etc.), primée dans plusieurs disciplines (aquarelle, huile, techniques mixtes), invitée d'honneur et membre du jury dans divers salons. Elle est publiée dans le livre *Nature Art Today* en 2009 en tant qu'artiste contemporaine.

Pour Danielle Mercier, ses productions relatent en versions féminines, représentations humaines (têtes, bustes, etc.) ou en version bestiaire, l'amour qu'elle porte à la nature, aux animaux et à la vie, laquelle inspire l'Art. Passionnée, elle est une artiste modeste en quête de perfection qui tente d'atteindre dans sa création, la beauté.

Exposition jusqu'au 29 mars. Tous renseignements sur <http://apanet.fr>.

22 MARS 2017

Immobilier

le marché repart, les prix stagnent

l'essentiel

La Chambre interdépartementale des notaires brosse le portrait de l'évolution du marché immobilier, notamment dans l'ancien, plutôt en « bonne santé » en ce début d'année.

Quand le bâtiment va, tout va, a-t-on coutume de dire. C'est en tout cas un constat positif dressé, hier à Toulouse, par la Chambre interdépartementale des notaires sur l'évolution du marché immobilier en Haute-Garonne (ancien et neuf). L'étude pointue, réalisée par l'agence notariale marseillaise Min Not, porte sur l'année 2016 et une prévision pour 2017. Elle se fonde sur les prix réels de ventes des biens immo-

biliers, par le biais des transactions enregistrées dans les états des notaires du département entre le 1er décembre 2015 et le 30 novembre 2016.

L'année 2017 a d'ailleurs plutôt bien commencé, avec un premier trimestre durant lequel « le marché local a confirmé sa bonne santé », indiquent les experts. « Pour tous les types de biens, l'augmentation des volumes est très significative », précise l'étude qui détaille dans le département les prix des appartements anciens, maisons anciennes et terrains à bâtir par commune, dans l'agglomération toulousaine et par quartier à Toulouse. Reste que « ce marché très actif n'entraîne pas à ce jour

d'augmentation sensible des prix, qui restent globalement stables », reconnaissent de concert Me Philippe Pailhes, responsable immobilier de la Chambre

« Pour tous les types de biens, la hausse des volumes est très significative »

des notaires et Me Frédéric Giral, délégué immobilier. Par exemple, la Ville rose, grâce (ou à cause) des prix au mètre carré qui n'évoluent que de 0,3 % en un an, demeure une préfecture de province bon marché pour les appartements anciens. Alors même qu'elle fait face à une démographie exponentielle, avec chaque année près de 15 000 personnes qui s'y installent, le mètre carré médian s'y négocie à 2 510 euros, alors qu'il est à 2 550 euros à Nantes, à 3 200 euros à Bordeaux (où le marché évolue de 4,3 %), ou à 3 510 euros à Nice.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, car Toulouse perfore toutefois les plafonds en fonction du quartier où les acquéreurs choisissent d'habiter. Les quartiers Saint-Etienne, Saint-Georges, Carnes et Saint-Aubin, où les ventes ont évolué de 7 à plus de 8 % en un an, tiennent le haut du pavé avec



Le quartier Arnaud-Bernard, où les ventes d'appartements ont augmenté de 10,5 % en 2016. /DDM, Michel Labonne

UN SALON CE WEEK-END

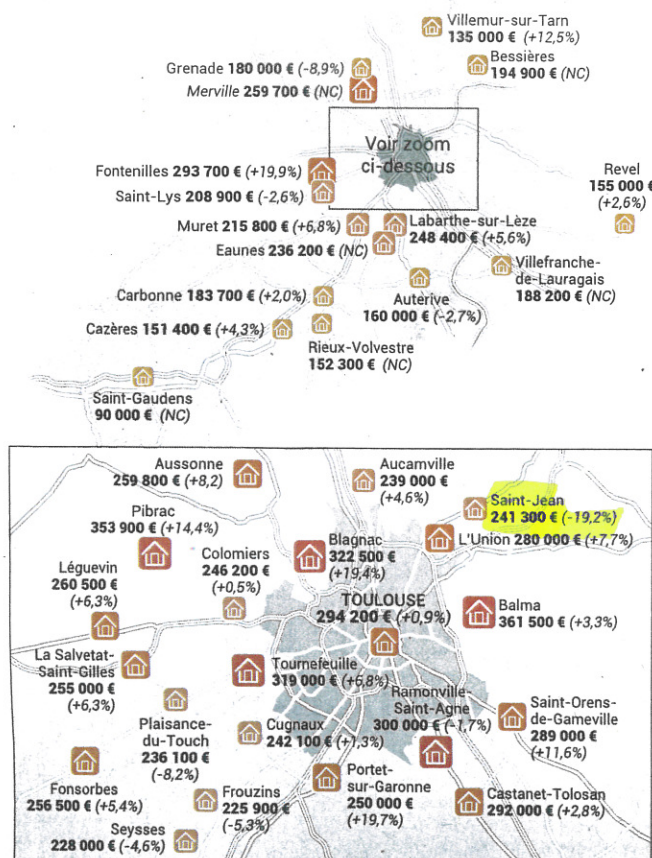
Le Salon de l'immobilier, organisé par la société Comexpium, se déroulera du 24 au 26 mars au Parc des expositions de Toulouse. Présenté comme un « événement pédagogique et didactique par un accompagnement sur mesure des acquéreurs et investisseurs », cette manifestation réunira 80 exposants (dont nouveaux cette année). Au nouveau, des consultations personnalisées avec des experts de l'immobilier et des conférences thématiques.

LE PROFIL DES ACHETEURS

Le profil des acquéreurs de biens à Toulouse et dans le département est varié, mais il n'a pas beaucoup évolué ces dix dernières années. Les 29 ans et moins représentent 22,7 % de la clientèle sur le marché des appartements anciens, ils ne sont que 5,8 % à acquérir du neuf et 10,2 % à acheter une maison ancienne. La clientèle la plus encline à devenir propriétaire est la catégorie des 30-39 ans. Ils sont 28,8 % à acheter un appartement ancien, 21,9 % à choisir le neuf et surtout 36,5 % à investir dans une maison ancienne.

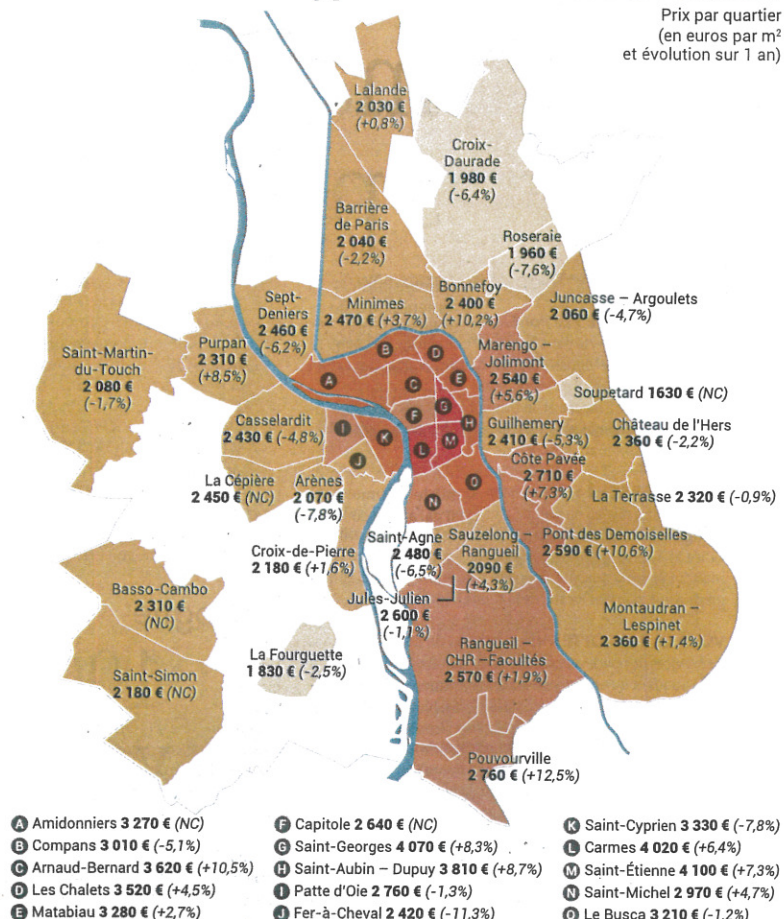
Les maisons anciennes en Haute-Garonne

Prix par commune
(en euros et variation sur 1 an)



Les appartements anciens à Toulouse

Prix par quartier
(en euros par m² et évolution sur 1 an)



Maisons anciennes : prix en euros

Moins de 200 000 De 200 000 à 249 999 De 250 000 à 299 999 300 000 et plus

Appartements anciens : prix en euros par m²

Moins de 2 000 De 2 000 à 2 499 De 2 500 à 2 999 De 3 000 à 3 999 4 000 et plus

écologie

22 MARS 2017

Un chewing-gum 100% naturel fabriqué à Toulouse

Rappelez-vous, il y a un an, l'entreprise Tritree finissait finaliste au concours du CRECE. Une dotation de 1 000 euros plus tard, Timothée, Victorien, et Maxime finalisent leur produit pour une commercialisation d'ici le mois d'avril. Le concept reste le même : Tritree est un chewing-gum 100 % naturel, à la texture douce et au goût rafraîchissant. Il est fabriqué à partir de chicle, la sève d'un arbre récolté en Amérique Centrale. « C'était important pour nous de travailler avec les populations locales. Les Indiens avec qui nous collaborons récoltent la sève de manière traditionnelle, en laissant à l'arbre le temps de se régénérer entre deux saignées et en faisant des prélèvements raisonnables », nous dit Timothée, le régisseur administratif de Tritree. Les autres ingrédients du chewing-gum, l'huile essentielle de menthe poivrée, la farine de riz, la glycérine, jusqu'au packaging en carton, proviennent tous d'éléments naturels issus de sites écoresponsables. « Le concept de Tritree, c'est bien plus qu'un simple chewing-gum. À travers notre site Internet, notre page Facebook et notre blog, nous souhaitons mettre en l'impact de notre mode de vie sur l'environnement. Nous voulons faire évoluer les mentalités et l'on commence à notre échelle », nous dit Victorien, community manager de Tritree.



Timothée, Victorien et Maxime, fondateurs de Tritree. /DDM, Nathalie Saint Affre

Proposer des alternatives naturelles à prix abordable

Il n'existe actuellement que très peu de marques proposant des chewing-gums naturels en France. Souvent vendus en boutiques bios, ces chewing-gums restent chers, pour un résultat gustatif souvent décevant. Après avoir testé plus d'une soixantaine de recettes, Tritree est passé au crible des consommateurs qui ont jugé sa texture et son goût très proche des chewing-gums traditionnels. La production en flux tendu sera assurée chez la pizzeria Casa Lola qui prête son infrastructure à l'entreprise une fois par semaine. « Nous allons proposer la

plaquette de 12 chewing-gums aux alentours de 1,50 €. Pour nous, il est important de prouver qu'on peut consommer sain pour la planète et pour nous, tout en conservant son budget habituel, tout en ayant un produit satisfaisant sur la fraîcheur et le plaisir gustatif. Et l'on peut aussi faire des bulles avec ! », s'enthousiasme Maxime, responsable marketing et production de Tritree. Dans un premier temps, 300 paquets de chewing-gum seront produits par mois, directement vendus sur leur site Internet, avant d'être présent dans différentes boutiques d'ici à la fin de l'année.

Lola Canales

informations et ventes sur www.tritree.fr

Aujourd'hui en France

www.leparisien.fr

22 MARS 2017



Les calanques seront mieux préservées

Un bassin de rétention géant permettra de filtrer l'eau rejetée en mer.

UNE CATHÉDRALE souterraine de 30 m de profondeur pouvant recueillir 50 000 m³ de précipitations, y compris en cas de gros orages, comme en connaît régulièrement le littoral méditerranéen, le tout recouvert d'un stade au gazon synthétique. C'est pour lutter contre les rejets d'eau souillée dans le parc national des Calanques que la métropole de Marseille a inauguré lundi le bassin de rétention Ganay, derrière l'Orange Velodrome, terminé avec six mois d'avance. Les travaux ont duré deux ans et demi pour un investissement de 54 M€.

RETENIR LES DÉCHETS EN PLASTIQUE

« Ce bassin est équipé de grilles qui retiendront tous les déchets de plus de 5 cm. Cela concerne

notamment les cannettes et les bouteilles en plastique, explique Marc du Rostu, directeur des travaux pour la Seramm, le service d'assainissement de la métropole. L'eau captée sera ensuite pompée et renvoyée vers la station d'épuration. »

Ce bassin permettra de réduire de 2 à 1 million de mètres cubes les eaux déversées au grand collecteur de Cortiou, au cœur des calanques. « Il n'y aura plus de rejets accidentels en mer, qui font souffrir l'écosystème, se réjouit Didier Réault, président du parc. Nous pourrions nous lancer dans la restauration écologique de l'anse de Cortiou. » D'autres bassins de rétention devraient être creusés, cette fois pour améliorer la qualité de l'eau des plages du Prado. **MARCLERAS**



PHOTO: R. LA PROVENCE - N. VALLAURI

Marseille (Bouches-du-Rhône), lundi. Le bassin souterrain de 30 m de profondeur pourra recueillir 50 000 mètres cubes d'eau de pluie.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

23 MARS 2017

SAINT-JEAN

Handball : les Seniors dominateurs à la maison

Le week-end dernier a été relativement chargé pour le HBCSJ avec dix matchs au programme des collectifs du club. Seuls les -18 Garçons étaient au repos, car en transition entre 2^e et 3^e phases de championnat.

À domicile, chez les Seniors, les deux équipes fanions ne faisaient aucun cadeau : 30 à 14 pour les filles face au CRAHB, et 36 à 31 pour les garçons contre Blagnac. De son côté, l'équipe 2 masculine, toujours très diminuée, s'inclinait au finish à Pechbonnieu, 24 à 22. Côté classement, les féminines restent bien sûr en tête de la poule Pré-Ré-



L'équipe 2 des -15 Garçons.

gion du championnat Territorial, et s'envolent vers la montée en

Région.

Chez les jeunes, le week-end

est, comme le précédent, assez mitigé. Les -18 Filles ont respecté leur « tradition » de victoire à l'arrachée, 21 à 20 à Saint-Sulpice, et continuent de mettre la santé cardiaque de leur staff et de leur public à rude épreuve ! Les -13 Filles ont, elles, toujours régalié leurs parents, en sortant vainqueurs 37 à 20 d'un déplacement à Roques. Pour les autres résultats : victoire des -11G 24 à 6 contre CIEL, défaites des -15F (encore en sous-effectif) 23 à 14 à Pins-Justaret, des -15G2 à Tournefeuille 27 à 22, des -13G 30 à 24 contre Saint-Jory et des -11F 18 à 1 contre Muret.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

l'union

23 MARS 2017

19-Mars

La médaille du souvenir pour Marc Péré

La cérémonie organisée par la Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (Fnaca) à l'occasion du 55^e Anniversaire du cessez-le-feu en Algérie du 19 mars 1962, s'est déroulée en présence du maire Marc Péré et de plusieurs élus avec la participation d'un piquet d'honneur et de la gendarmerie. De nombreux anciens combattants étaient présents à cette cérémonie pour commémorer la mémoire des 30 000 soldats tombés à 20 ans entre 1952 et 1962.

Au cours du vin d'honneur qui a suivi, la médaille du souvenir du 55^e anniversaire a été remise par le Comité



Élus, officiels et officiers se sont retrouvés samedi au monument aux morts de L'Union.

Fnaca de L'Union à Marc Péré pour le remercier de son soutien et de son action pour

la défense du monde combattant.

La prochaine permanence de

la Fnaca se tiendra le samedi 27 mai à la Belle Hôtesse de 10 heures à 12 heures.



SUR LE TERRAIN

Greenburo ou la réussite d'une entreprise d'insertion

TRÉMPLIN. Se servir de l'activité d'une entreprise comme levier de l'insertion, tel est le choix de certaines sociétés à vocation sociale. C'est le cas de Greenburo, spécialisée dans la collecte de déchets et le tri sélectif, mais avant tout dans l'accompagnement des actifs en difficultés.

/// Par Séverine Sarrot

«Je suis arrivé en France il y a moins d'un an. J'ai pris cinq mois pour faire mes papiers puis j'ai cherché du travail, mais sans succès», témoigne Mohamed, 57 ans. Ce titulaire d'une licence de droit, est pourtant prêt à accepter un emploi technique, mais il lui manque une formation adéquate. «À Pôle Emploi, tout ce que l'on m'a proposé, c'est de m'aider à faire mon CV !» Il découvre alors Greenburo, une entreprise d'insertion et apprend qu'il peut y travailler tout en se formant.

Spécialisée dans le tri sélectif et la collecte de déchets auprès des entreprises et des collectivités, la

société toulousaine a pour mission première l'insertion, et ce depuis sa création en 2008. «C'est pour servir cet enjeu que nous avons choisi d'opérer dans un secteur d'activité qui ne demande que peu ou pas de qualification», explique Mathieu Poupon, gérant de Greenburo. Des postes de manutention essentiellement. Dans un entrepôt adossé aux bureaux administratifs, débordant de papiers et autres cartons, une dizaine d'hommes s'activent. Greg manie le transpalette pendant que ses collègues vidant les poubelles collectées dans un container.

L'une des principales caractéristiques d'une entreprise d'insertion est l'accompagnement individuel de chacun des salariés. «Lors du recrutement, il est primordial que les candidats soient d'abord éligibles selon Pôle Emploi, mais surtout qu'ils justifient d'une envie de s'en sortir, de mener un projet professionnel dans l'objectif de le-

ver les freins qui les ont empêchés de trouver un poste stable jusqu'à présent», rappelle Mathieu Poupon. Une prise en charge qui va du simple cours de français (donné sur les horaires de travail) pour ceux qui ne maîtrisent pas la

prise au bout de deux ans maximum. Nous formons les nouveaux en permanence, ce qui représente une charge, mais des subventions permettent d'en limiter le coût», explique le gérant. La gestion des plannings est un véritable casse-

leur traitement. Au-delà d'avoir retrouvé un emploi, ils voient en ce recrutement une réelle possibilité de regagner confiance en eux. Assis devant son camion, en pause-déjeuner, Ahmed raconte son parcours : «Arrivé en fin de droit à Pôle Emploi, j'ai postulé à Greenburo. J'ai commencé comme tout le monde, par un contrat d'insertion. Et aujourd'hui, je suis chef d'équipe avec un poste pérenne. Ici, on m'a donné ma chance et j'ai des responsabilités.»

Un exemple d'une insertion réussie «qui n'est possible que quand la personne devient autonome dans sa recherche d'emploi et qu'elle est capable de mettre en valeur ses capacités», précise Mathieu Poupon. D'ailleurs, le dirigeant s'enorgueillit d'avoir permis à plus de 66% des salariés en contrat d'insertion de trouver un travail pérenne par la suite.

« On m'a donné ma chance et j'ai des responsabilités »

langue, à la mise en place de formations techniques plus longues. Et ça fonctionne. Aujourd'hui, Greenburo emploie 18 salariés, dont la moitié en contrat d'insertion, et génère 800 000 € de chiffre d'affaires. «Bien sûr, il existe des inconvénients à travailler avec une majorité de personnes en contrat de ce type car le turnover est important, les salariés ayant vocation à quitter l'entre-

tête, confesse-t-il. Mais le client ne doit jamais rien en savoir. Car Greenburo est avant tout une entreprise qui propose des prestations professionnelles.

Mohamed, mais aussi Ahmed, Steven, Greg et les autres, reviennent justement de leurs tournées. Après avoir collecté les déchets, ils rentrent au dépôt pour les stocker avant qu'ils ne soient vendus à des prestataires assurant

©Severine_Sarrot

COLLECTE LES PAPIERS A LA MAIRIE

23 MARS 2017

En ville

RGV. La mairie lance une pétition pour la réalisation de Bordeaux-Toulouse

Le projet de ligne à grande vitesse Toulouse-Bordeaux refait parler de lui. Après les propos du PDG de la SNCF Guillaume Pépy, la mairie a décidé de lancer une pétition.

La ligne à grande vitesse, qui doit relier Bordeaux à Toulouse d'ici 2024, se fera-t-elle ? Les propos du président-directeur général de la SNCF, Guillaume Pépy, ont semé le doute lors d'une interview donnée lors de la matinale de France Inter, vendredi 10 mars.

Interrogé par Patrick Cohen sur l'achèvement de ligne à grande vitesse Tours-Bordeaux, qui doit être mise en service le 2 juillet prochain, le P-DG a souligné que cela resterait « le dernier grand chantier pour le moment », écartant de fait le projet pour desservir Toulouse en TGV, d'ici 2024.

« Mécontentement » du maire de Toulouse

Mais, à Toulouse, la mairie ne l'entend pas de cette oreille. Après s'être fendu d'un courrier dans lequel il demande au président de la SNCF de « réaffirmer sa volonté de contribuer à la réussite de la LGV Toulouse - Bordeaux et de garantir le respect des engagements pris par la SNCF dans ce projet », mercredi



La mairie de Toulouse lancera une pétition. © Eiffage

15 mars, l'édile de la Ville rose, Jean-Luc Moudenc, a annoncé le lancement d'une pétition en ligne, à compter du 23 mars, pour soutenir la réalisation de la ligne à grande vitesse entre Toulouse et Bordeaux. « Je ne peux qu'exprimer mon étonnement, pour ne pas dire mon mécontentement, que vous balayiez ainsi d'un revers de main les engagements précis de l'État et de la SNCF de réaliser l'ensemble de la ligne LGV Paris-Toulouse, les repoussant ainsi à une date indéterminée et après

d'autres chantiers désormais jugés comme prioritaires par votre société, lance ainsi Jean-Luc Moudenc dans son courrier en date de mercredi.

En ligne le 23 mars

Sans oublier de souligner que « Toulouse Métropole a déjà participé au financement de la ligne Paris-Bordeaux » et qu'une délibération a déjà été soumise au Conseil de la Métropole « pour financer les premières acquisitions foncières et études pour Bordeaux-Toulouse ».

Afin de peser face au président de la SNCF, la pétition en ligne sera lancée jusqu'au 14 avril. Objectif affiché : « Créer une mobilisation citoyenne forte autour de ce projet d'intérêt général » pour interpellier « les candidats à l'élection présidentielle afin qu'ils affirment leur volonté de concrétiser cette LGV dans le respect du calendrier convenu et s'engagent sur le financement ».

« Toulouse et sa Métropole, qui enregistrent la plus forte croissance démographique française et détiennent le record de création d'emplois privés, qui séduisent de plus en plus de grandes entreprises et de start-up, ne peuvent rester plus longtemps à l'écart du réseau ferroviaire à grande vitesse », écrit Jean-Luc Moudenc.

L'arrivée de la LGV Bordeaux-Toulouse devrait être mise sur les rails vers 2024, permettant ainsi aux Toulousains de rejoindre Paris en un peu plus de trois heures de trajet.

Mylène Renoult

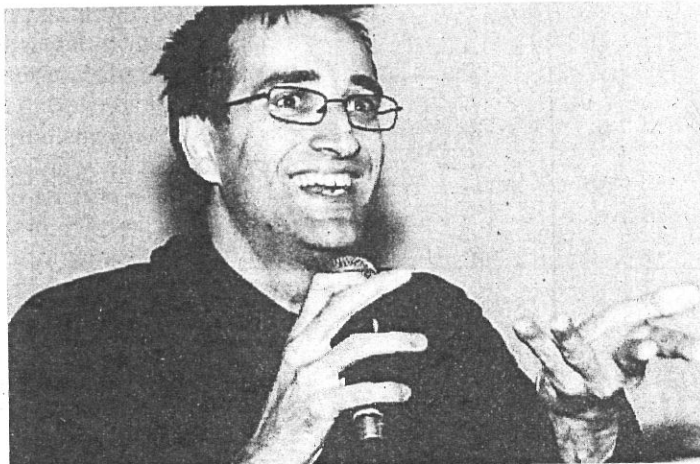
Dans le cadre du festival « Tous Ô Théâtre », c'est complet pour la pièce de ce soir à Palumbo « Mais n'te promène donc pas toute nue » de Feydeau.

25 MARS 2017

SAINT-JEAN

Josef Schovanec, philosophe et écrivain autiste à Palumbo

Le philosophe, écrivain français et voyageur autiste, Josef Schovanec sera l'invité du député Gérard Bapt, mardi 28 mars, à l'Espace Palumbo, où il donnera une conférence. Joseph Schovanec est militant pour la dignité des personnes autistes. Il intervient régulièrement publiquement dans ce domaine. Connu pour son sens de l'humour, sa politesse, sa franchise et sa logique, il témoigne souvent, lors de ces rencontres, sur ce qu'il vit et observe... Mardi, sa conférence sera construite autour des thèmes suivants : « Les enfants atteints d'autisme grandissent aussi... Que deviennent-ils une fois devenus grands ? Quelles institutions sont-elles concernées ? Quels sont les deve-



Josef Schovanec sera mardi 28 mars à Palumbo.

nirs ? ».

Josef Schovanec aime à écrire qu'il « vit avec l'autisme ». Diplômé de Sciences Po et possédant un doctorat en philosophie, il aime aussi les voyages. Il mai-

trise plusieurs langues étrangères. C'est aussi un grand passionné des civilisations anciennes. À maintes reprises, Josef Schovanec a partagé avec un humour qui le caractérise ce

qu'il appelle ces « petits » problèmes qui font le quotidien d'un autiste Asperger ».

Et de dresser cette longue liste où figure par exemple « la difficulté à comprendre les codes sociaux et à nouer des relations amicales classiques, l'angoisse lorsque le téléphone sonne, sa passion obsessionnelle pour les bibliothèques et les livres... ». Il est également connu pour être l'auteur du livre « Je suis à l'Est », le témoignage du savant et autiste. Il anime également une chronique sur Europe 1, « Voyages en Autistan. Bien qu'estimant « ne représenter personne », Josef Schovanec n'en reste pas moins pour beaucoup l'un des porte-parole de l'autisme en France.

E. H.

tradition

M. Carnaval brûlé au bord du lac

C'est aux sons de la Banda 31 de L'Union que la cavalcade du carnaval a quitté la place de la rue Rimbaud. Une nuée de confettis a accompagné les Saint-Jeannais tout au long de parcours ponctuant de leurs couleurs vives l'ambiance festive qui régnait de toutes parts. Il y avait là les majorettes, les danseurs country les enfants du Clae qui s'étaient recouvert la tête de superbes chapeaux réalisés par eux. « C'est trop joli et trop bien d'avoir pu les faire nous-même » confiait un des petits lors de la cavalcade. Celle-ci est passée dans le quartier des Castors dont l'association avait décoré la voie publique de



Certains déguisements sortaient vraiment de l'ordinaire.

surprenantes fleurs en papier... Car de très nombreuses associations avaient mis la main à la pâte pour contribuer à la réussite de cette manifestation populaire organisée par le comité des fêtes en collaboration avec la mairie. Et puis de nombreux Saint-Jeannais avaient pris place le long des rues pour assister à ce défilé festif et bon enfant à la fois. Celui-ci s'est ensuite dirigé vers le lac de la Tuilerie. C'est là, sur la berge, que Monsieur Carnaval a été brûlé sans autre forme de procès. « Belle participation, belle ambiance, bref un carnaval réussi » a souligné Jean-Luc Nardella, président du comité des fêtes.

Mise en place du Dossier Médical Partagé

Le député Gérard Bapt, pionnier du DMP

Depuis quelques semaines, les assurés affiliés au régime général de la Sécurité Sociale ont la possibilité d'ouvrir leur **Dossier Médical Partagé** (DMP). Ce nouveau service en ligne gratuit mis en place par l'Assurance Maladie permet de stocker toutes les informations relatives à sa santé sur un espace unique dématérialisé et hautement sécurisé. C'est en quelque sorte un « carnet de santé numérique » qui doit permettre une meilleure prise en charge des assurés, notamment en cas d'urgence. Chaque assuré peut ouvrir son DMP, en se rendant sur le site mon-dmp.fr, ou dans

les points d'accueil de la caisse primaire d'assurance maladie (à Saint-Jean : chemin Verdale), ou encore auprès des professionnels de santé. Actuellement, le service ne fonctionne que dans quelques départements pilotes, dont la Haute-Garonne. **M. Gérard Bapt**, député et premier adjoint au Maire de Saint-Jean, très impliqué dans la politique de la santé et convaincu de l'intérêt de ce nouveau service, a tenu à être l'un des premiers à ouvrir son DMP. Ce fut chose faite en quelques clics mercredi dernier à la CPAM de Saint-Jean !

FG31



M. Bapt à l'accueil de la CPAM, avec Christophe Sole, responsable de la caisse de Saint-Jean et Nathalie Lagrâce, chargée de communication

Vie locale

Travaux place Gaston Defferre

Depuis lundi 20 mars, Toulouse Métropole a lancé des travaux de modification de la place Gaston Defferre, dans

la partie située entre le kiosque et le chemin de Belbèze. Les anciennes jardinières vont être démolies et

remplacées par des places de parking. La durée du chantier devrait être de deux semaines. Des déviations sont

mises en place pour le passage des piétons.

FG31

Championnat du monde de tennis plus de 40 ans

Tout le TC Saint-Jean est derrière Séverine

Pour la deuxième année consécutive, **Séverine Pinaud** monitrice de tennis à Saint-Jean, va représenter la France aux championnats du monde de tennis des plus de 40 ans. Après la Croatie en 2016 où, malgré un sans faute de Séverine, l'équipe française avait échoué en finale, c'est l'Afrique du Sud qui attend cette année notre saint-jeannaise (ex 250ème mondiale et 27ème française). Séverine s'est envolée en compagnie de Magali Rival, elle aussi monitrice au

TC Saint-Jean, et de **Patrick Vergnes**, du Stade Toulousain, Conseiller Technique Régional de la Ligue, qualifié, lui, en équipe de France 45 ans. Elle part de l'autre côté de la terre avec l'idée de rapporter le titre mondial à Saint-Jean face à ses principales adversaires qui seront une nouvelle fois l'Angleterre, l'Afrique du Sud et bien entendu, l'Espagne, tenante du titre depuis trois ans. Le championnat a débuté le 19 mars au Cap et il va se poursuivre jusqu'au 24 mars, date



Séverine Pinaud et Patrick Vergnes

de la finale. Tout le TC Saint-Jean est sur les dents : Allez Séverine !

FG31

SAINT-JEAN

La Caisse du Crédit Mutuel de Saint-Jean fête ses 20 ans

Assemblée Générale hors normes pour banque hors normes



Dans l'assistance, Mme Vézian, maire de Saint-Jean, et M. Espic, adjoint aux finances



De g. à dr: Mme Durand-Molinier, directrice de la caisse de Saint-Jean, M. Giusti, président du CA, M. Bontoux, président de la Fédération du Crédit Mutuel Midi Atlantique, et M. Audiffren, vice-président du CA



330 sociétaires se sont retrouvés à l'Assemblée Générale

Jeudi dernier, la **caisse du Crédit Mutuel de Saint-Jean** tenait son Assemblée Générale, la 20ème de son histoire. Devant une salle René Cassin où étaient réunis 330 sociétaires, M. Claude Giusti, président du Conseil d'Administration de la Caisse de Saint-Jean, donnait le ton en s'adressant à ses « chers sociétaires, clients et amis ». Remerciant tous les sociétaires et clients qui font confiance à la banque, ainsi que les collaborateurs et les administra-

teurs - anciens ou actuels - M. Giusti soulignait que c'est grâce à leur fidélité, à leur travail, à leur engagement... que la caisse de Saint-Jean est devenue « une belle et grande banque de proximité, citoyenne, moderne, dynamique et sérieuse ». Concernant plus particulièrement 2016, M. Giusti se réjouissait de ce que, malgré un contexte difficile - faible croissance, réglementation de plus en plus contraignante - « le bilan reste très

bon ». Concluant : « Je suis fier d'être le Président du Crédit Mutuel de Saint-Jean dont la caisse se situe dans le Top 10 des 120 caisses du Crédit Mutuel Midi Atlantique pour 2016 ». Mme Marie-Hélène Durand-Molinier, directrice de la caisse de Saint-Jean, remercia elle aussi les neuf salariés qui permettent à la caisse d'avoir d'excellents résultats : progression du nombre de clients socié-

taires, progression de 3% des contrats d'assurances (8 % pour les seules protections de domicile), résultat net en hausse de 54% par rapport à 2015... Enfin, M. Gérard Bontoux, président de la Fédération du Crédit Mutuel Midi Atlantique, rappelait ce qui différencie le Crédit Mutuel des autres banques : « Une société coopérative qui appartient à ses sociétaires, c'est-à-dire à vous, et non à des ac-

tionnaires détenteurs de capitaux qui fluctuent au gré des marchés financiers. Le Crédit Mutuel est une banque de proximité à votre écoute, dont l'activité principale est de financer l'économie réelle... une banque coopérative, non cotée en bourse, qui ne peut être ni vendue, ni faire l'objet d'une OPA. C'est un gage de pérennité et d'indépendance qui fait aujourd'hui la force du groupe... ». Pour toutes ces raisons, rappelait M. Bontoux, au plan national, selon le classement

établi par la Banque Centrale Européenne à l'issue de « tests de résistance » le Crédit Mutuel est classé une nouvelle fois N°1 des banques françaises pour sa solidité financière. L'Assemblée Générale s'est terminée avec une loterie exceptionnelle pour marquer ce 20ème anniversaire, ainsi qu'un buffet de fête et un concert de gospel, Dee Dee Daniel et le Gospel Walk, 60 choristes qui ont entonné le public.

Un atelier sur la question du handicap en entretien d'embauche

Objectif principal : mettre en valeur ses compétences

Comme elle le fait 2 à 3 fois par an, la Maison Commune Emploi Formation du Nord Est Toulousain (MCEF du Net) organisait mercredi dernier, en partenariat avec Cap Emploi 31, une matinée d'information sur « La question du handicap en entretien d'embauche ». Devant une douzaine de participants, M. Le Glaunec, chargé de mission à Cap Emploi, a abordé toutes les questions qui peuvent se poser lors d'un entretien d'embauche, lorsque l'on souffre d'un handicap (moteur, visuel, auditif, intellectuel...). Comprendre son handicap et les restrictions qui en résultent, présenter son parcours de la façon la

plus positive possible, rassurer son interlocuteur quant à sa capacité à remplir le poste à pourvoir... le postulant doit être prêt à répondre aux multiples questions de l'employeur. Tout en cherchant à adapter son discours à chacun, l'animateur a mis l'accent sur des principes incontournables : la nécessité d'avoir un projet professionnel, de mettre en valeur ses compétences plus que ses déficiences, de rassurer l'employeur... et surtout « ne pas se brader sous prétexte d'une déficience ! ». Un nouvel atelier est programmé pour le 15 novembre prochain.

Pour contacter la MCEF du Net, appeler le 05 34 25 02 29.

FG31

Communication

Réunion publique sur le déploiement de la fibre optique

Mercredi 29 mars à 18h, à l'Espace Palumbo, la mairie organise une réunion publique, en présence de SFR,

sur le déploiement de la fibre optique dans la commune.

FG31

25 MARS 2017

SAINT-JEAN

Journée mondiale de l'Autisme Conférence de Josef Schovanec

Mardi 28 mars à 20h 30, le philosophe et écrivain Josef Schovanec donnera à l'Espace Palumbo une conférence intitulée : « *Les enfants atteints d'autisme grandissent aussi* ». Que deviennent les enfants autistes lorsqu'ils grandissent ? Y a-t-il des institutions pour eux ? Lui-même autiste et militant pour la dignité des personnes autistes, Josef Schovanec, avec l'humour, la politesse et la franchise qui ont fait son succès, évoquera ce qu'il vit et observe en tant que « *personne avec autisme* ».

Le prix d'entrée est fixé à 5 euros. **Il est nécessaire de s'inscrire auprès du service Petite Enfance** de la mairie : 05 62 89 48 27, ou par mail : petite.enfance@mairie-saintjean.fr. Notez par ailleurs qu'à l'occasion de la **Journée Mondiale de l'Autisme**, un stand d'information sera installé sur le marché le **samedi 1er avril** à partir de 10h. La matinée se terminera avec une « *marche bleue* » en direction de l'Espace Victor Hugo. Manifestation ouverte à tous, si possible vêtus de bleu !

FG31

La Mosaïque Inscrivez-vous pour l'expo collective 50X50 !



Le vernissage 2016 avec Mme Vézian, maire, et M. Picard, président de la galerie

Du 11 au 31 mai prochain, la Mosaïque organise une exposition collective et populaire ouverte aux peintres et sculpteurs. Un seul point commun : toutes les peintures seront au **format 50X50** ; pas de contrainte pour les sculptures. Les demandes d'inscription doivent parvenir à la galerie **au plus tard le vendredi 14**

avril, accompagnées de photos des œuvres qui seront exposées. Elles peuvent se faire par mail, par courrier ou déposées directement à la galerie. Le Conseil Artistique de la galerie se réunira pour effectuer une sélection. Pour tout renseignement, appeler la Mosaïque au 05 61 09 07 70.

FG31

Conseil Municipal le 30 mars

Le prochain conseil municipal aura lieu **jeudi 30 mars à 17h30**, à l'Espace Palumbo. Principal point à

l'ordre du jour : le vote du budget 2017.

FG31

Dossier

Le Top 5 des parrainages en Haute-Garonne

Au départ ils étaient 61, désormais ils sont 11 et à la fin il n'en restera qu'un...

Les français connaissent désormais les noms des candidats au scrutin présidentiel 2017. Nouveauté de ce scrutin, le Conseil Constitutionnel a publié depuis le 23 février les parrainages au fil du temps, les noms des parrains sont également consultables. Les Maires et autres parrains (sénateurs, députés, conseillers départementaux, députés européens) ont directement signifier leur soutien auprès du Conseil Constitutionnel. De fait cette pléthore de nom, 61 au total, de candidats volontairement déclarés ou pas.

69% des maires de Haute-Garonne n'ont pas donné de parrainage

La Haute-Garonne compte 589 communes. Seulement 185 maires ont accordé leur

parrainage soit 31%. 3 maires du département ont donné parrainage en leur qualité de Conseillers départementaux. Au total, 262 élus du département ont accordé leur parrainage en comptant les députés, conseiller départementaux et régionaux, sénateurs (44%).

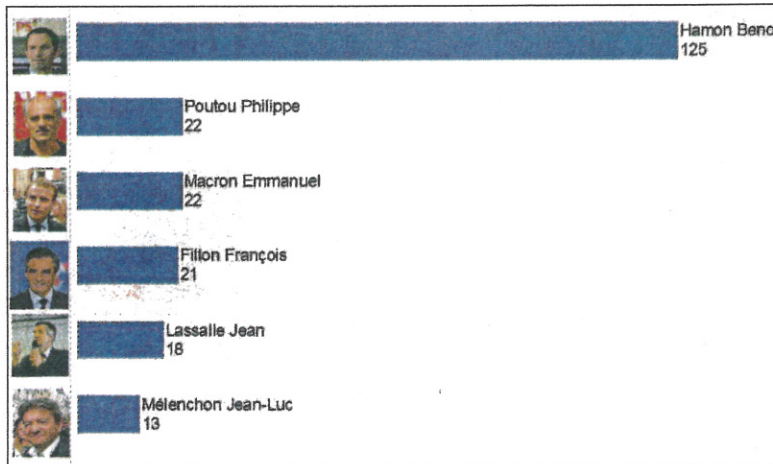
Largement en tête, le candidat Benoît Hamon rassemble 125 parrainages. Il est suivi d'Emmanuel Macron exaeo avec Philippe Poutou avec 22 parrainages, suit François Fillon avec 21, Jean Lassalle avec 18, Jean-Luc Mélenchon 13, Marine Le Pen 10, Nicolas Dupont Aignan 5. 4 parrainages pour Alexandre Jardin, Jacques Cheminade et Nathalie Arthaud. 3 pour Charlotte Marchandise et Pierre Larrutrou. 2 pour Rama Yade et Nicolas Muguet. 1 pour Emmanuel Toniutti, Jean-Pierre

Georges, Bastien Faudot et François Asselineau.

125 parrainages pour Benoît Hamon

Du côté du Conseil Départemental, les élus ont d'avantage participé au parrainage puisque 37 des 54 élus (69%) ont apporté leur soutien à un candidat, 31 à Benoît Hamon, 3 à François Fillon, 1 pour Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon et Rama Yade.

Sur les 10 députés du département, 7 ont accordé leur parrainage : à Benoît Hamon pour 5 d'entre eux : Catherine Lemorton (1), **Gérard Bapt** (2), Martine Martinel (4), Christophe Borgel (9) et Kader Arif (10), à François Fillon pour Laurence Arribagé sur la 3ème, à Emmanuel Macron pour Monique Iborra sur le 6ème. Les députés de la 5ème, la 7 n'ont accordé leur parrainage à au-



cun candidat. Sur la 8ème Carole Delga a soutenu Benoît Hamon en sa qualité de présidente de région et son suppléant Joël Aviragnet a

fait de même en sa qualité de maire. Les 5 sénateurs du département se sont tous mobilisés : Alain Chatillon, Brigitte Mi-

couleau et Pierre Medevielle pour François Fillon, Claude Raynal pour Benoît Hamon et Emmanuel Macron pour Françoise Laborde.

Pratique

Comment voter à l'élection Présidentielle ?

Le premier tour de l'élection du Président de la République se déroulera le dimanche 23 avril 2017 et le second tour le dimanche 7 mai 2017.

Inscription sur les listes électorales

Pour pouvoir voter en 2017, il faut être inscrit sur les listes électorales, la date limite d'inscription étant fixée en principe au 31 décembre 2016. Il existe néanmoins un certain nombre de cas particuliers permettant de vous inscrire après cette date et de voter en 2017.

Vote par procuration

Vacances, obligations professionnelles, formation, problème de santé... Vous êtes absent de votre domicile au moment de l'élection présidentielle ? Vous pouvez toujours voter par procuration !

Carte d'électeur

La carte d'électeur est présentée au bureau de vote le jour du scrutin. Néanmoins, il est possible de voter en présentant uniquement une pièce d'identité. La carte est envoyée par courrier à votre domicile. Si une carte n'a pas

été distribuée avant le scrutin, elle est conservée au bureau de vote. Elle peut être récupérée en présentant votre pièce d'identité. La carte est valable jusqu'à son remplacement par la suivante.

Déroulement des élections

Le scrutin est ouvert à 8 heures et clos à 19 heures (heures légales locales). Toutefois, pour faciliter aux électeurs l'exercice de leur droit de vote, des arrêtés peuvent être pris dans certaines communes ou circonscriptions administratives afin d'avancer l'heure d'ouverture ou de retarder l'heure de clôture du scrutin. En aucun cas, le scrutin ne peut être clos après 20 heures (heure légale locale).

Pièces d'identité à présenter pour voter

Pour voter, il faut vous présenter au bureau de vote indiqué sur la carte électorale. Dans les communes de 1 000 habitants ou plus, il est nécessaire de présenter une pièce d'identité.

NLC

Pays Toulousain

Qui votre Maire a-t-il parrainé dans nos communes ?



Les 11 candidats

Noms présentés dans l'ordre du tirage au sort du Conseil Constitutionnel :

Nicolas Dupont Aignan (Montastruc-la-Conseillère (Michel Anguille))

Emmanuel Macron (Auterive (Jean-Pierre Bastiani, Fenouillet (Gilles Broquère), Flourens (Corinne Vignon Esteban), Mirepoix-sur-Tarn (Eric Oget), Mondouzil (Robert Médina), Montrabé (Jacques Sebi), Saint Pierre (Joël Bouche), Sainte-Foy d'Aigrefeuille (Daniel Ruffat)).

Benoît Hamon

Beauzelle (Patrice Rodríguez), Boulac (Ghislaine Cabessut), Colomiers (Karine Traval-Michelet), Gragnague (Daniel Calas), **Saint-Jean (Marie-Dominique Vézia)**, Aussonne (Lysiane Maurel), Auzeville (François Régis Valette), Escalquens (Alain Serieys), Launaguet (Michel Rouge), Montberon (Thierry Savigny), Nailloux (Michel Dutech), Paulhac (Didier Cujives), Pechbonnieu (Sabine Geil-Gomez), Portet/Garonne (Thierry Suaud), Ramonville (Christophe Lubac), Seysses (Alain



Le Palais de L'Élysée

Pace), Tournefeuille (Dominique Fouchier).

Philippe Poutou (Belleseire (Christian Daniel), Garac (Joël Melac), Le Burgaud (Laurent Zanetti).

Jacques Cheminade (Bonrepos Riquet (Philippe Seilles)).

Jean-Luc Mélenchon (Le Grès (Jacques Debans), Saint-Sauveur (Philippe Pettit)).

François Fillon

Léguevin (Stéphane Mircou), Pibrac (Bruno Costes), Saint-Jory (Thierry Fourcassier), Villemur-sur-Tarn (Jean-Marc Dumoulin), Balm (Vincent Terrail-Novès), Castanet Tolosan (Arnaud Lafon), Castelginest (Grégoire Carneiro), Revel (Alain Chatillon), Toulouse (Jean-Luc Moudenc).

EM

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

SAINT-JEAN

26 MARS 2017

Conférence avec Josef Schovanec

Le philosophe et écrivain autiste Josef Schovanec sera l'invité du député Gérard Bapt, mardi 28 mars, à l'Espace Palumbo, à Saint-Jean, au nord de Toulouse, où il donnera une conférence. Josef Schovanec est militant pour la dignité des personnes autistes. Il intervient régulièrement publiquement dans ce domaine. Connu pour son sens de l'humour, sa politesse, sa franchise et sa logique, il témoigne souvent, lors de ces rencontres, sur ce qu'il vit et observe...



Mardi prochain, sa conférence sera construite autour des thèmes suivants : « Les enfants atteints d'autisme grandissent aussi... Que deviennent-ils une fois devenus grands ? Quelles institutions sont-elles concernées ? Quels sont les devenirs ? ».

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

SAINT-JEAN

27 MARS 2017

Dossier médical partagé : le député montre l'exemple



Le député Bapt accueilli par Christophe Solé.

Gérard Bapt, député et 1^{er} adjoint de la commune, s'est rendu à la CPAM de Saint-Jean. Accueilli par Christophe Solé, responsable de l'agence de Saint-Jean, et par Nathalie Lagrâce-Giraud, attaché de direction, il a ouvert, en ligne, son dossier médical partagé (DMP). Et de confier : « En qualité de président du groupe numérique et santé de l'Assemblée nationale, j'ai tenu à constater que l'expérimentation est bien lancée sur la CPAM de Haute-Garonne, l'une parmi neuf choisies en France. C'est une bonne chose, même si on peut regretter les années perdues depuis 2004... ».

Ce DMP, nouveau service en li-

gne, permet de stocker en un seul espace dématérialisé et sécurisé, toutes les informations utiles liées à la santé du patient. Il vise à améliorer la prise en charge des assurés et la coordination des soins en facilitant le recueil et le partage des informations entre le patient et les professionnels de santé (médecin, kiné, infirmier, pharmacien etc.). Par exemple en cas d'hospitalisation d'urgence, l'équipe médicale vérifiera si le patient n'a pas d'antécédents médicaux. Si le patient peut contrôler son dossier médical, seuls les professionnels de santé peuvent y avoir accès et l'alimenter. Son contenu, autrement sécurisé, reste strictement confidentiel.

grand toulouse

fiscalité

27 MARS 2017

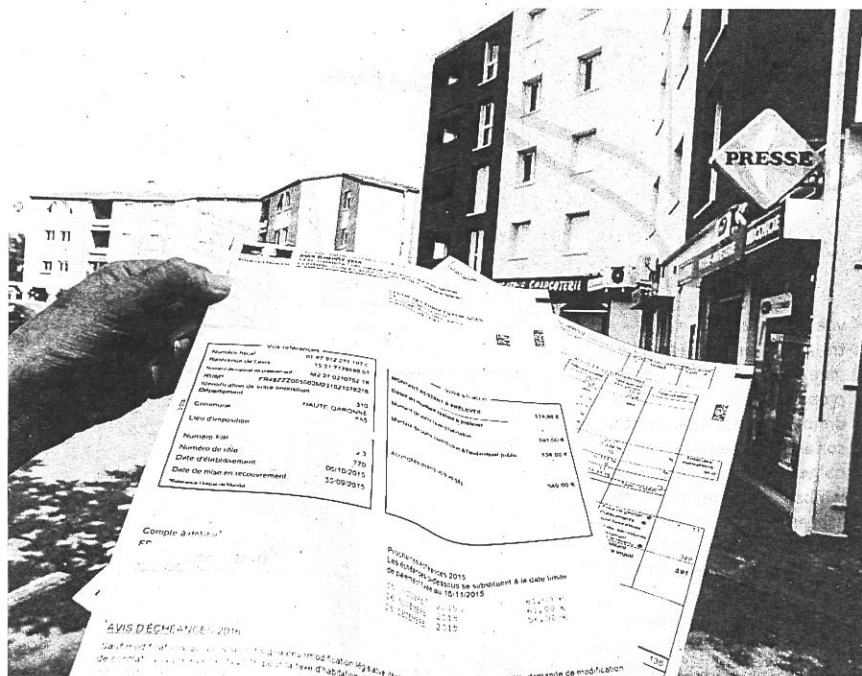
Exonération de la taxe d'habitation : les maires ne disent pas merci à Macron

l'essentiel La mesure annoncée par Emmanuel Macron pour relancer le pouvoir d'achat des Français est loin de faire l'unanimité chez les élus de la Haute-Garonne.

Sur le papier, l'annonce ne peut que susciter un intérêt gourmand du contribuable... Mais la proposition d'Emmanuel Macron, s'il est élu à la présidence de la République, d'exonérer 80 % des foyers fiscaux de la taxe d'habitation crispe un peu les maires qui redoutent de ne plus pouvoir boucler leurs budgets. À commencer par Jean-Luc Moudenc, le président de la métropole toulousaine qui s'est fendu, dès le mois de février d'une missive en forme d'alerte. « Emmanuel Macron pêche par inexpérience, assure-t-il. Quand on a été maire, on ne propose pas cette mesure. Une compensation par le remboursement de l'État ? On sait ce que c'est, le remboursement de l'État : au bout de quelques années, on n'est plus remboursés de la somme exacte. Sans compter, pour des territoires comme celui de Toulouse, l'impact de la croissance démographique. Et comment calculer les 80 % de Français qui en seraient exonérés ? Il y a déjà 40 % de Français qui ne paient pas de taxe d'habitation. Est-ce à dire qu'il y a 40 % de plus pour arriver à 80 %, ou 80 % de plus ? ». La question est aujourd'hui sans réponse mais elle ne trouble pas outre mesure

« Sur le principe, c'est une bonne proposition, c'est bien pour le pouvoir d'achat des petits revenus »

perdent pas d'argent ». Gilles Broquère remarque au passage que la taxe d'habitation fait déjà l'objet d'exonérations non négligeables à la discrétion, le plus souvent, des communes elles-mêmes. Faut-il aller plus loin ?



La plupart des maires sont opposés à la suppression de la taxe d'habitation. / Archives DDM, Nathalie Saint-Affre

D'autres, comme Joël Carreiras élu municipal socialiste de Toulouse et ancien grand argentier de la mandature de Pierre Cohen, considèrent que le problème est ailleurs. « La vraie question, c'est la réforme des bases qui n'ont pas été touchées depuis les années soixante-dix, remarque-t-il. Qui font que l'on paye les mêmes charges que l'on habite à Empalot ou sur les coteaux de Pech David ». Bref, que l'on soit riche ou pauvre. Et pour une fois, Joël Carreiras partage l'analyse de Jean-Luc Moudenc : « Le pouvoir fiscal et les ressources propres des collectivités seraient remplacés par une dotation de l'État. Or, il n'y a aucune garantie. C'est une nouvelle manière de rendre les collectivités dépendantes ».

Gilles-R. Souillés

repères

40%

CONTRIBUABLES > Déjà exonérés. Il y a déjà 40 % de Français qui ne paient pas de taxe d'habitation. La proposition d'Emmanuel Macron ne ferait, donc, que doubler ce chiffre...

« Quand on a été maire, on ne propose pas cette mesure. Une compensation par l'État ? On sait ce que c'est, le remboursement de l'État ».

Jean-Luc Moudenc, maire de Toulouse

« GARDER LE LIEN COMMUNAL »

Joseph Carles, délégué aux Finances et à la Culture de la mairie de Blagnac, a sa petite idée sur mise en œuvre d'une réforme sans supprimer l'impôt et le lien au territoire. « La taxe d'habitation est un impôt injuste et archaïque qui touche de la même manière une famille modeste et un ménage plus aisé, explique-t-il. Cette injustice est amplifiée par la détermination de la valeur locative qui repose sur des critères datant de 1970. Le montant de la TH ne peut excéder en moyenne 4 % du revenu. Ainsi, pour les ménages plafonnés et bénéficiant d'abattements, la taxe d'habitation est devenue un impôt additionnel sur le revenu. Il existe donc deux taxes d'habitation, l'une acquittée sur la valeur locative du logement, l'autre qui est un impôt additionnel sur le revenu. Cette taxe doit donc être revisitée en profondeur, mais sa suppression créerait une rupture entre l'habitant et sa commune et peut décourager les élus à accueillir de nouveaux habitants qui ne participeraient pas au financement de la commune. Pourquoi ne pas faire de la taxe d'habitation un impôt local à taux national à l'instar de ce qui a été fait pour la contribution à la valeur ajoutée des entreprises lors de la suppression de la taxe professionnelle ? »

27 MARS 2017

société

Élections: l'affichage sauvage sur la sellette

l'essentiel

Toulouse Métropole a écrit aux diverses formations politiques pour leur demander de ne pas afficher en dehors des emplacements réglementaires. Et elle menace de leur facturer 12 € chaque affiche retirée.

Avec les élections présidentielles et législatives, Toulouse Métropole et ses trente-sept communes vont-elles se couvrir, ici ou là, des têtes grand format des candidats? Le vice-président chargé de la propreté, Romuald Pagnucco, ne le veut pas. Il vient d'adresser seize lettres aux diverses formations politiques ou représentants des candidats pour leur rappeler que l'affichage, en dehors des espaces réglementaires, nuit à la propreté de la ville et qu'il est de plus proscrit par le code de l'environnement et une délibération du conseil municipal de Toulouse.

Le courrier se veut plus qu'un simple rappel à la loi. «Il fait surtout office de mise en demeure», sermonne l' élu qui brandit une menace sonnante et trébuchante: chaque affiche retirée sera facturée 12 € au parti politique concerné. Vu le nombre de placards, la facture peut vite grimper.

La sanction sera-t-elle appliquée? En 2012, à la veille de la présidentielle, la municipalité Cohen avait adressé pareil avertissement, assorti aussi d'une amende de 12 € l'affiche. Sans grand effet sur le terrain. Des PV auraient ensuite été dressés. Romuald Pagnucco assure que les amendes tomberont, comme c'est déjà le cas (lire ci-contre). Et que la mise en demeure constitue la première étape de la procédure.

«Manque» de panneaux

Du côté des formations, la sanction est prise au sérieux. La preuve: on contre-attaque. «D'accord pour le

La Métropole assure que les amendes tomberont pour les partis politiques.

rapport à l'ordre mais il faut prouver que c'est bien le parti politique concerné qui a collé», lance Pierre Lacaze. Le secrétaire départemental du Parti communiste dit vouloir respecter «le plus possible» la règle mais plaide pour une certaine tolérance sur la rocade «où on ne s'empêchera pas de recouvrir les affiches FN.»

Au FN, Julien Leonardelli a pris sa plume pour dire oui à la propreté mais demander «la liste des points d'affichage autorisés» dont il estime qu'ils sont peu nombreux. Pour Jean-Christophe Sellin (Parti de gauche), la collectivité a la responsabilité de fournir suffisamment de panneaux d'affichage libre, distincts des espaces «commerciaux» sur lesquels la guerre

fait rage avec les organisateurs de concerts. «On colle où on peut en respectant le mobilier urbain. Dans la mesure du possible sur les panneaux», résume-t-il.

Chez Les Républicains, on collera «dans les clous», promet-on. Pour l'heure, le problème ne s'est guère posé: les 30 000 affiches de François Fillon sont à peine arrivées. Pour le Parti socialiste, les «Hamon2017» parviennent par vagues toutes les semaines, pour tout le département, à la fédération, rue Lancefoc, à Toulouse. De ces locaux, sortent, en début de soirée, par groupe de deux ou trois, les militants, seaux de colle et balai en main. «Les équipes sont prudentes mais je ne peux pas tout garantir», observe Sébastien Vincini, premier secrétaire fédéral.

Jean-Noël Gros

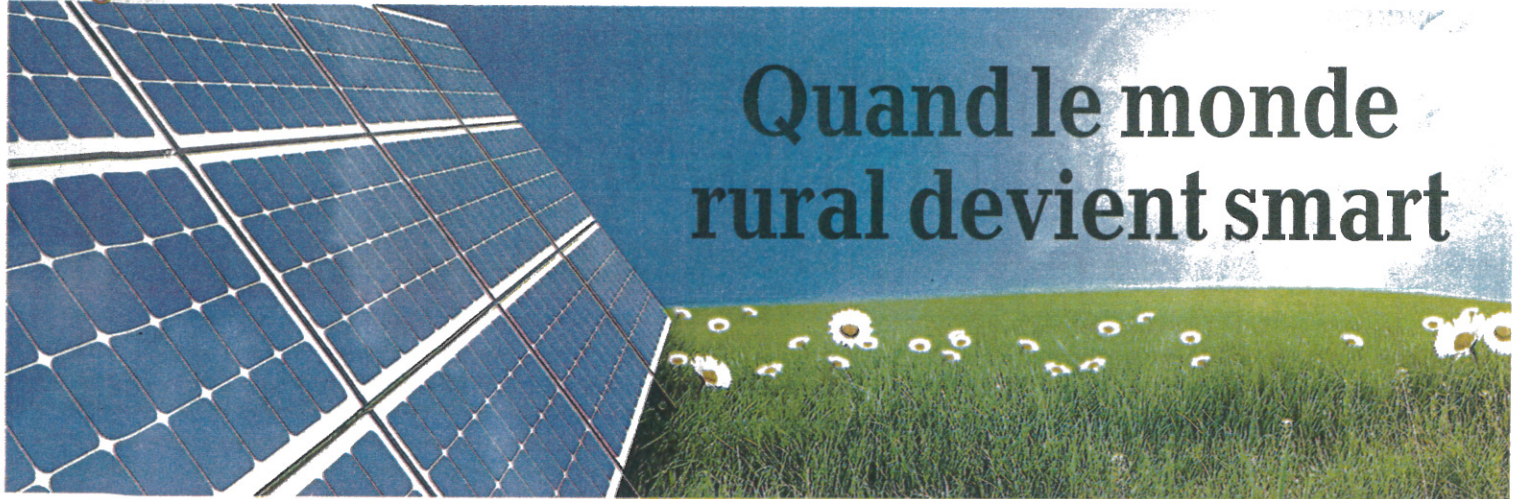


Vendredi, avenue de Lombez, à Toulouse: les affiches sauvages ont fait leur apparition. / Photo DDM Julien Percheron

UN COÛT DE 120 000 € PAR AN

Certains partis politiques, des syndicats et organisateurs de concerts ont déjà reçu, par le passé, des amendes, indique Romuald Pagnucco, citant l'exemple d'une facture de 2500 €. Chaque année, estime le vice-président de la Métropole, le retrait des affiches sauvages coûte 120 000 € à la collectivité. La trentaine d'agents du service concerné, le même qui intervient sur les tags, a effectué 4 225 interventions en 2016 et 1266 depuis début 2017.

énergie



Quand le monde rural devient smart

l'essentiel

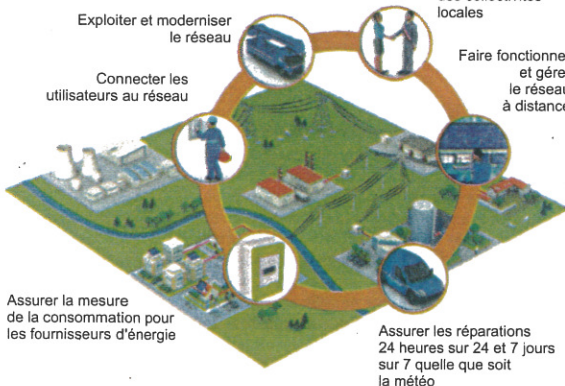
Dans le cadre de la transition énergétique, Enedis pilote un projet innovant baptisé « Smart Occitania ». Il a pour objectifs de rendre le réseau électrique en milieu rural « intelligent » et de développer une nouvelle filière créatrice d'emplois.

Nom de code : « Smart Occitania ». Derrière cette expression se profile, à l'échelle d'un territoire qui aspire à devenir la première région à énergie positive d'ici 2050, un formidable défi technologique porté par Enedis (ex-ERDF). Afin de faire face aux mutations accélérées du paysage énergétique, un consortium (1) ambitionne de rendre « intelligents » les réseaux de distribution d'électricité dans le monde rural. « Nous avons déjà testé ces réseaux communicants dans les villes, notamment à Toulouse. Mais il n'y a aucune raison pour que l'on traite différemment les habitants des territoires urbains ou ruraux », affirme Jean Paoletti, le directeur régional d'Enedis à l'origine du projet.

Quand le consommateur devient un acteur

Comment anticiper le développement de nouveaux usages tels la voiture électrique, gérer la production croissante et le stockage des énergies renouvelables essentiellement localisées en milieu rural, assurer une livraison d'électricité plus efficace ? Comment faire évoluer le système, où l'équilibre en temps réel est assuré en adaptant la production à la consommation, vers un système où l'ajustement se fera davantage par la demande, faisant ainsi du consommateur un acteur. C'est pour répondre à ces enjeux que l'idée de « Smart Occitania » a germé chez Enedis. « En réalité, explique Jean Paoletti, c'est une analyse systémique de la transition énergétique qui a fait aboutir le projet. Dit autrement, nous avons intégré toutes les parties pre-

Principe d'un réseau smart grid



nantes de cette transition qui utiliseront d'une manière ou d'une autre le réseau de distribution d'électricité ».

Des compétences réunies au sein d'un consortium

Pour déployer cette chaîne de communication numérique en milieu rural, Enedis s'appuie sur des technologies mises au point par des start-up ou des PME régionales, avec l'objectif avoué de créer une nouvelle filière d'excellence en Occitanie susceptible de vendre à l'étranger des solutions imaginées par l'écosystème régional. « Nous travaillons avec des partenaires qui contribuent au financement du projet », précise Jean Paoletti. Pour mieux piloter ce système, des groupes comme Maec (Cahors) ou Actia (Toulouse), ont mis au point de nouveaux appareils. L'entreprise toulousaine Sigfox, qui déploie son réseau bas débit dans le monde, est associée au consortium (1). D'autres fabriquent des capteurs qui, placés sur les réseaux et pilotés à distance, peuvent per-

mettre d'anticiper les pannes en cas d'intempéries. « On peut même échanger des Data avec Météo France, proposer des analyses hygrométriques pour l'agriculture, voire travailler avec le Cnes sur de la cartographie en complément des satellites. Les informations seront partagées entre tous les partenaires. C'est une forme d'union sacrée au service du développement économique de notre région » ajoute-t-il.

Le projet va être expérimenté pendant trois ans en Haute-Garonne et en Lozère

Instruit par l'Ademe, le projet « Smart Occitania » va être expérimenté pendant trois ans sur deux départements : la Haute-Garonne et la Lozère. Pour Enedis, qui investit cinq millions d'euros dans l'opération, les enjeux sont multiples. D'abord tester des matériels qui permettent de mieux piloter le réseau de distribution en réduisant les coûts d'investissement tout en améliorant la qualité de la fourniture en milieu rural. Ensuite, faciliter l'insertion sur le réseau des énergies renouvelables issues du solaire, de l'éolien, de l'hydroélectrique, du thermique ou d'autres sources. « Le

système électrique est au cœur du développement des énergies renouvelables ; ainsi le réseau doit permettre l'accès et le développement de tous les moyens de production renouvelables non seulement l'hydraulique, le solaire ou l'éolien mais également le biogaz. Le problème de certaines énergies renouvelables c'est qu'elles sont intermittentes. Les stockages associés à ces sources d'énergie sont donc également intéressants à expérimenter. Dans le cadre de Smart Occitania, en lien avec le biogaz, nous avons choisi d'expérimenter le stockage du méthane pour le transformer en électricité et l'injecter dans le réseau au meilleur moment » affirme Jean Paoletti.

Développer une filière créatrice d'emplois

Derrière « Smart Occitania » se profile également un enjeu économique : le projet a en effet pour ambition de développer, grâce aux compétences des différents partenaires, une nouvelle filière d'excellence créatrice d'emplois verts. « Le projet a aussi une valeur à l'export. L'équation entre gains substantiels en matière d'investissement et qualité de fourniture supérieure peut intéresser des pays en voie de développement. Je pense à l'Afrique et à l'Amérique du Sud » poursuit-il. Parallèlement à l'expérimentation, dans un schéma où tout un chacun peut potentiellement consommer et produire de l'électricité, le consortium souhaite expliquer ce qu'est la transition énergétique en Occitanie, ses enjeux. Des groupes d'animation vont être constitués avec l'aide de la Région, des débats organisés pour présenter « Smart Occitania », ses technologies et pratiques innovantes qui préfigurent un modèle énergétique plus durable, soucieux des enjeux environnementaux.

Serge Bardy
@sergebardy

(1) Enedis, le Conseil Régional, Actia, MAEC groupe Cahors, IRIT-CNRS, PROMES-CNRS

LES TECHNOLOGIES SPATIALES EN PREMIÈRE LIGNE



À travers le consortium Smart Occitania, le Centre national d'études spatiales (Cnes) souhaite activement prendre part à la transition énergétique tout en valorisant ses technologies spatiales. « Grâce à nos systèmes de navigation par satellites à haute précision, comme le GPS européen Galileo dont le déploiement doit s'achever vers 2020, il sera possible de localiser très précisément les incidents sur le réseau électrique », détaille Jacques Beas-Garcia de la direction de l'innovation et des applications du Cnes à Toulouse. « Ainsi, des périmètres de sécurité pourront être définis pour permettre aux techniciens d'Enedis d'intervenir rapidement et sans danger ». Par ailleurs, l'imagerie satellite optique à haute résolution servira à promouvoir les modèles de terrain. La famille de satellites Pléiades opérée par Airbus Defense & Space et le réseau Sentinel de grande précision seront notamment utilisés. « Par exemple, il sera possible de surveiller l'évolution de la végétation à proximité des lignes électriques ou des champs d'éoliennes pour entretenir ces zones en temps réel », ajoute M. Beas-Garcia.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

SAINT-JEAN



Le mandoliniste Julien Martineau. / Photo Jean-Baptiste Millot.

« Paradis latin » à Palumbo

L'Association culturelle Gabriel Fauré, en partenariat avec la mairie de Saint-Jean, propose un nouveau concert. Intitulé « Paradis latin », il sera donné par le mandoliniste Julien Martineau vendredi, à 20 h 30, à l'Espace Palumbo.

Julien Martineau, l'un des meilleurs mandolinistes actuels, propose un voyage musical à travers le répertoire italien et sud-américain, estompant les frontières entre musiques savantes et populaires. La formation en trio mandoline, guitare (Eric

Franceries), contrebasse (Bernard Cazauran) apporte à ces compositions une couleur et une profondeur inédites. Au programme : Tarentella, Mazurka op. 141, Boléro op. 26 de Raffaele Calace (1863-1934) ; Czardas de Vittorio Monti (1868-1922) ; Danses roumaines populaires de Béla Bartók (1881-1945) ; Valse fantastique de Enrico Marucelli (1877-1907) ; Histoire du Tango d'Astor Piazzolla (1921-1992) ; Capriccio spagnuolo de Carlo Munier (1859-1911). Julien Martineau et son trio se sont produits en direct lors de l'émission « Les victoires de la musique classique 2017 ».

Réservations au 07 68 53 48 58
ou en ligne sur www.gabriel-faure.festik.net

Réunion sur la fibre optique

Une réunion publique présentant le déploiement de la fibre optique à Saint-Jean est organisée demain mercredi 29 mars, à 18 heures, à l'Espace Palumbo, en présence de SFR.

28 MARS 2017

sports 31

28 MARS 2017

Le point en DHR

PORTET RATE UNE BELLE OCCASION CAZÈRES TOUJOURS DANS LE COUP

Dans la **poule A**, Portet a manqué une belle occasion de se relancer dans la course à la montée. Opposés à la réserve d'Auch, les hommes de Sébastien Masias ont subi la loi d'un leader actuellement impitoyable qui a enchaîné une neuvième victoire consécutive (2-3). Un rythme effréné pourtant tenu par Cazères large vainqueur sur la pelouse de Blagnac (1-4). Un succès de bon augure pour les Commingeois avant la réception importante de Lourdes lors de la prochaine journée. Une semaine après avoir justement corrigé les lourdaïs (4-0), la réserve de Colomiers a de nouveau impressionné en humiliant Tournefeuille sur sa pelouse grâce notamment à un triplé de Fichten et un doublé de Ouhaïfa (0-6). Dans le bas de tableau, si Saint-Jean a chuté à domicile face à Tarbes (0-2), le Mirail a grillé son ultime joker en concédant une énième défaite rocambolesque face au premier non relégable, Séméac (0-6).

Dans la **poule B**, le trio de tête a amplement confirmé ses ambitions. Mis sous pression par la victoire du leader Fleurance contre Foix (4-0), Aussonne a fait preuve d'autorité pour s'imposer sur la pelouse de Montauban (0-2). Même constat pour Fonsorbes qui a corrigé Grisolles avec notamment un doublé de Schwender (4-0). En tête du championnat, Fleurance conserve donc un point d'avance sur Aussonne et quatre sur Fonsorbes. Alors que Pibrac a été tenu en échec par Albi (0-0), deux rencontres étaient particulière-



L'Union opportuniste à Toulouse. / Photo DDM, Valentine Chapuis

ment importantes pour le maintien. Accrochée à domicile par l'Union malgré des occasions à la pelle, la réserve du Toulouse Métropole a manqué l'occasion de s'extirper de la zone rouge (2-2). Malgré une position inconfortable de lanterne rouge, la Juventus de Pampus s'est quant à elle offert le droit de croire au maintien en s'imposant au forceps contre Marssac (1-0).

Anthony Bernat

28 MARS 2017

GRAGNAGUE

Projet Corribior : réunion publique demain

Les zones rurales ont subi de profondes modifications au fil du temps, mettant en danger les conditions de survie de certaines espèces animales et végétales. En partenariat avec l'association française arbres et haies champêtres de Midi-Pyrénées (AFAHC), la fédération départementale des Chasseurs 31 et Arbres et Paysages d'Autan mènent conjointement un projet dit « Corribior ». L'objectif : identifier les zones prioritaires d'intervention pour rétablir les couloirs naturels permettant aux espèces de se déplacer et se reproduire dans les meilleures conditions.

Vingt-quatre communes concernées

La commune de Gragnague a fait l'objet avec 23 autres communes du territoire, d'un diagnostic environnemental visant à la prise en compte de la trame verte et bleue dans les projets d'aménagement et les documents d'urbanisme des collectivités.

Forêts, bosquets, haies, aligne-



La haie champêtre contribue à restaurer les corridors biologiques.

/Photo Lilliane Guillotreau

ments d'arbres... constituent la Trame verte dans nos communes, les cours d'eau et ruisseaux forment quant à eux la Trame bleue. Depuis le Grenelle de l'Environnement et l'adoption du SRCE Midi-Pyrénées (Schéma Régional de Cohérence Écologique), les communes doivent restaurer ou préserver la Trame verte et bleue à l'échelle communale.

Restitution des diagnostics

Le diagnostic territorial va être présenté aux élus, citoyens, partenaires techniques et financiers lors d'une réunion publique qui se tiendra demain mercredi 29 mars à 18 h 30 au Foyer rural de Gragnague. La deuxième phase du projet sera la mobilisation des acteurs locaux pour la mise en place des actions concrètes de terrain.

AUCAMVILLE

Oui au zéro phyto !

28 MARS 2017



Sensibilisation sur le parvis de la mairie d'Aucamville

Dans le cadre de la 12^e édition de la semaine pour les « Alternatives aux pesticides », la municipalité d'Aucamville avec les associations environnementales « Nord Envie » et « Coteaux 21 » était présente sur le parvis de la mairie, lors du dernier marché dominical. Avec comme objectif des conseils et échanges, ils ont également vendu des ardoises sérigraphées à installer sur sa clôture en soutien à l'opération « Adoptez un hérisson ». Cette action par la présence de la signalétique « Zero phyto », portée par la silhouette d'un hérisson, vise à avoir un effet d'entraînement entre voisins, aider à faire accepter les mesures qu'impose la loi, éclairer les décisions que devra prendre la commune et habituer les citoyens à regarder autrement la nature en ville qui les entoure. Ainsi, le citoyen s'engage à ne plus utiliser ni pesticide, ni dés herbant chimiques dans son jardin et souhaite que la commune n'épande plus de produits chimiques autour de son habitation. Il s'engage aussi à entretenir régulièrement de façon écologique les trottoirs et les caniveaux

en bon état de propreté sur toute leur largeur au droit de la façade de sa parcelle. Pour matérialiser cet engagement et prévenir les services d'entretien de la voirie, il installe ce hérisson imprimé sur ardoise avec la mention « Zero phyto » sur sa clôture. Pour Véronique Fabregas, conseillère municipale déléguée d'Aucamville cette action s'inscrit dans la continuité de la démarche entreprise par la commission développement durable qu'elle préside. À ses yeux, l'arrêt de l'utilisation des pesticides ne doit pas être perçu comme une contrainte subie. « Dans quelques années, nous percevrons cette avancée pour ce qu'elle, c'est-à-dire une prise de conscience collective pour le maintien de la biodiversité dont nous faisons éminemment partie et un environnement plus sain pour les générations à venir » souligne-t-elle. La commission développement durable d'Aucamville entreprend de nombreuses actions d'informations et de sensibilisation auprès des administrés, avec le soutien d'associations environnementales.

FLOURENS

Jardiner sans pesticides

28 MARS 2017



17 millions de Français cultivent un jardin ou un potager.

Dans le cadre de la semaine internationale sans pesticides, trois structures de la commune se sont regroupées pour proposer aux Florensois une rencontre sur le thème des alternatives aux pesticides. Graine de Florens, les Jardins du lac et le CAJ invitent tous les amoureux de la nature à une soirée d'information ce mardi 28 mars, à 20 heures, dans la petite salle de la salle des fêtes. Dans l'Hexagone, 17 millions de Français cultivent un jardin, un potager ou entretiennent une pelouse. Au total, le million d'hectares de jardins, privés ou collectifs reçoit chaque année 5000 tonnes de produits phytosanitaires.

Dans une première partie, le CAJ présentera l'action de cette semaine sans pesticides

avec un court-métrage réalisé dans le cadre des animations du Centre enfance jeunesse.

Une exposition avec affiches sera commentée par Simone Grinfeld de l'association Dire (Données Information Relais sur l'Environnement).

Une projection du film « Pesticides, le poison de la terre » d'Aude Rouaux montrera comment des familles en Gironde ou en Charente, situées à proximité des vignes réagissent collectivement.

Les associations Graine et les Jardins du lac présenteront leurs actions et un débat avec le public permettra de comprendre qu'il est possible de cultiver sans pesticides. La soirée se clôturera avec le verre de l'amitié offert par la « Ruche qui dit oui ».

SAINT-JEAN

29 MARS 2017

Tennis : Séverine Pinaud championne du monde

Séverine Pinaud, enseignante au Tennis-Club Saint-Jean depuis 8 ans (ex 250^e mondiale et numéro 27 française) a passé une semaine au Cap-Town, en Afrique du sud, accompagnée de son groupe de supporters saint-jeannais : Magali, Brigitte, Monique, Bénédicte et Jean-Louis. Elle va en revenir avec la coupe de championne du monde en 40 ans !

Séverine avait commencé la finale face à Maria (ancienne 127^e mondiale), joueuse qu'elle avait affrontée l'an passé en Croatie. Cette année encore, Séverine s'est imposée en 3 sets (4/6 6/4 6/1) après 2 heures de jeu avec l'appui des supporters... La France menait donc 1/0 et c'était au tour de Caroline Dhenin, ex 10^e Française avec 12 ans passés sur le circuit international, de rentrer sur le court. Après 1 h 30 de match, Caroline amenait le point de la victoire à la France en s'imposant 6/1 6/4 face à Rosa, elle aussi ancienne 152^e mondiale. Les filles tenaient leur titre en réalisant l'exploit face aux favorites grâce au soutien de leurs supporters et elles pouvaient enfin laisser exploser leur joie.

Cet exploit couronnait une semaine durant laquelle les victoires s'étaient succédé. D'abord en phase de poule où



La Saint-Jeannaise Séverine Pinaud tient sa coupe de championne du monde.

la France s'était imposée face à l'Afrique du Sud et l'Irlande. Puis en demi-finale face à l'Angleterre, tête de série numéro 2 du tournoi, avec des joueuses ayant été 150^{es} mondiales et enfin la finale contre l'Espagne tenante du titre depuis 3 ans.

« Félicitations aux trois françaises Mathilde Lefevre, Caroline et bien sûr à Séverine pour ce brillant parcours. Merci pour toutes ces belles émotions et merci aux supporters fidèles d'avoir réalisé ce long trajet pour être auprès de Séverine » a déclaré le président Jean-Louis Paquiot. Le club Saint-Jeannais verra passer la fameuse Coupe du Monde entre ses murs avant qu'elle ne rejoigne la Fédération française afin de fêter dignement le titre mondial.

Aujourd'hui en France

29 MARS 2017



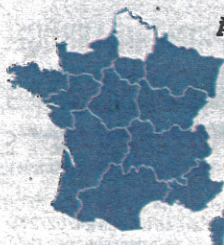
LP/ISABELLE BODANGHEIN

Le parc éolien d'Arguël-Saint-Mauvis dans le département de la Somme.

Les antiéoliennes s'organisent

En réaction à un projet d'installation d'éoliennes dans la Somme, les opposants manifestent samedi.

PAR ISABELLE BODANGHEIN



À L'APPEL de plusieurs collectifs et associations, plus de 300 antiéoliennes sont attendus ce samedi à Péronne (Somme). Dans les Hauts-de-France, deuxième région qui compte le plus d'éoliennes (il y en aurait 860), la grogne prend de l'ampleur car de gros projets arrivent. Dans la Somme, il y aurait 464 éo-

liennes qui tourneraient. 352 seraient en construction et 298 en

instruction. « Nous allons vers une catastrophe sanitaire, prédit Valérie Bernardeau, présidente du collectif Stop éolien 02. Les personnes électrosensibles souffrent de migraine, d'acouphènes, de vertiges, de problèmes cardiaques. »

Energie Team, un installateur implanté à Oust-Marest (Somme), joue la transparence : « Elles font peu de bruit, affirme Vincent Queñot, responsable de l'agence Nord. Des études disent que les infrasons n'ont pas de conséquences sur la santé. Le champ magnétique est semblable à un rasoir ou une télé. Une éolienne coûte 1 M€, son démontage 50 000. Les communes touchent environ 10 000 € par éolienne et par an. Quand elles ne tournent pas, c'est par manque de vent ou par ce qu'elles sont en maintenance. »

Pas sûr que ces arguments convainquent leurs farouches opposants.

HAUTS-

DE-FRANCE

SOMME

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

SAINT-JEAN

30 MARS 2017

Nouveau tronçon piétonnier et cyclable

La commune, dans son projet de maillage interquartiers, a choisi de créer un nouveau tronçon piétonnier et piste cyclable entre le chemin de Bessayre et la rue Hélène-Boucher. En effet, un espace prédestiné à recevoir cet équipement se trouvait inutilisé dans ce secteur. Profitant de l'opportunité du lotissement qui se construit en bas du talweg de Flotis, cet équipement pourra être prolongé jusqu'au piétonnier existant et la liaison sera ainsi possible entre le marché qui se tient sur la place Mitterrand, en centre-ville, jusqu'au quartier de la clinique de L'Union.



Visite de chantier avant la livraison des travaux dans quelques jours. / Photo DDM.

« C'est en collaboration avec les services de Toulouse Métropole que nous avons pu mettre en place des panon-

ceaux jaunes indiquant les lieux accessibles en déplacements doux », souligne Gérard Massat, conseiller délégué aux travaux et très sensible à ces équipements. Ces petits panneaux indiquent la distance comme par exemple celle du lac de la Tuilerie, à 2,4 km ou le centre-ville à 1,7 km du chemin de Bessayre. Le maire Marie-Dominique Vézian et son 1er adjoint le député Gérard Bapt ont, dernièrement, effectué une visite de chantier de ce nouveau piétonnier. Il sera terminé dans les jours prochains après avoir reçu sa couche définitive de goudron.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

30 MARS 2017

TENNIS. Championnat du monde par équipes. En Afrique du Sud.

Le Graal de Séverine Pinaud

La joueuse du TC Saint-Jean Séverine Pinaud a remporté le titre dans la catégorie des 40 ans. De son côté, en 45 ans, le Stadiste Patrick Vergnes a dû se contenter de la médaille d'argent.

« L'an dernier, en Croatie, nous avions perdu en finale (2-1) contre les Espagnoles. Pour ces retrouvailles, il y avait bien évidemment de la revanche dans l'air. » Cette fois, pour Séverine Pinaud, le championnat du monde par équipes des 40 ans s'est terminé sur une bonne note.

Pour sa deuxième sélection sous le maillot bleu, la joueuse du TC Saint-Jean (classée 0) avait rendez-vous au Cap (Afrique du Sud) du 19 au 24 mars avec pour coéquipières Caroline Dhenin (capitaine, classée 0, ligue Côte d'Azur) et Mathilde Lefevre (1/6, ligue Dauphiné Savoie). « Nous étions tête de série N.3 du tournoi. En phase de poules, on bat tout d'abord l'Afrique du Sud (2-1) Une rencontre où je gagne mon simple en trois sets avant de perdre le double. Puis, on enchaîne devant l'Irlande (3-0), mais je n'étais alignée que pour le double. En demie, on passe contre la Grande-Bretagne (2-0) et je gagne encore mon simple en trois manches. En finale, on domine l'Espagne



Séverine Pinaud (Saint-Jean), championne du monde par équipes des 40 ans, et Patrick Vergnes (Stade Toulousain), vice-champion du monde par équipes des 45 ans. / Photo DR

(2-0), tête de série N.1 et je bats la même adversaire que l'an passé en Croatie, une fois de plus en trois sets », détaille Séverine, rentrée lundi en France. Pour ce championnat du monde, la Saint-Jeannaise était un peu comme à la maison. « Des membres de mon club ont fait le déplacement, à commencer par le président, Jean-Louis Paquiot. Je les remercie encore », insiste Séverine, qui va désormais se préparer pour les Interclubs de Nationale 2 (poule G), dont le coup d'envoi sera donné le 30 avril avec une 1re journée à domicile face au TCM

Juignac.

Au Cap, dans la catégorie des 45 ans, Patrick Vergnes (1/6, Stade Toulousain) était le second représentant de la Ligue Midi-Pyrénées aux côtés de Jacques-Olivier Moers (-2/6, capitaine, Hauts-de-Seine), Benoît Halle (1/6, Guyenne) et Franck Abernot (1/6, Essonne). « Par choix tactique, je n'ai pas disputé la finale perdue 2-1 face aux Pays-Bas », précise le Stadiste, déjà sacré champion du monde par équipes à trois reprises (2011 et 2012 chez les 40 ans ; 2015 chez les 45 ans).

Charles-Henri Oriol

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

30 MARS 2017

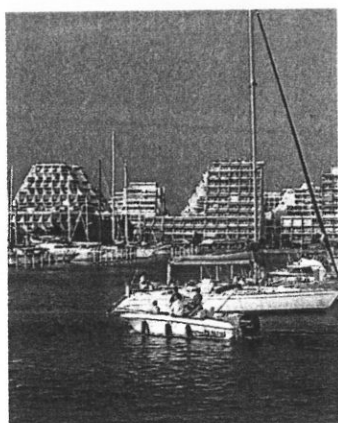
Hérault

La Grande Motte veut se chauffer à l'eau de mer

Utiliser l'air et la terre pour générer de la chaleur : ce principe a fondé l'aérothermie, la géothermie mais il vaut aussi pour l'eau et pourrait faire de la station balnéaire héraultaise une référence, grâce à la mer.

En effet, La Grande-Motte veut exploiter calories et frigories issues de la Méditerranée à une échelle inhabituelle : son centre-ville. Pour chauffer et refroidir des immeubles d'habitation et équipements publics, dont l'Hôtel de ville et le palais des congrès, en utilisant le différentiel de température entre eau de mer et eau douce.

La thalassothermie part d'un constat simple : l'eau de mer affiche une température plus élevée que l'air en hiver, plus fraîche en été. On peut donc prélever ces calories et frigories



Les immeubles emblématiques de la Grande-Motte ont 50 ans désormais. / Photo DDM

comme le fait de l'air une banale pompe à chaleur individuelle. L'investissement est évalué à 8 M€.

En 2016, la municipalité a confié à Girus une étude de faisabi-

lité technique et économique d'un dispositif thalassothermique qui montre que « seul le secteur centre-ville présente une densité suffisante pour rendre viable, un service public local de chauffage et de froid. »

1 500 logements

28 bâtiments ont été retenus, car dotés « d'une chaufferie collective », précise Sophie Reynaud, directrice technique de la collectivité. 28 voire 35 édifices, selon le scénario retenu, soit 1 500 logements, que viendrait abonder l'extension du port, si elle aboutit.

En pratique, depuis un local de 200 m² bâti sur l'esplanade Maurice-Justin, des pompes prélèveraient dans l'entrée du port l'eau de mer, à une profondeur de 5 à 6 m. Cette eau « of-

frirait » ensuite ses calories ou ses frigories – selon la saison – à l'eau douce en circulation dans un réseau de 4,8 km desservant les clients. Ceux-ci exploiteraient ce potentiel via une pompe à chaleur collective. L'eau pompée retournerait en Méditerranée.

Selon Girus, cette boucle thalassothermique épargnerait à l'atmosphère 47 000 t de CO₂ en 20 ans.

Le projet ne pourra toutefois être mis en œuvre en délégation de service public que si la mairie trouve un opérateur et si elle obtient le niveau de subventions espéré. « Il peut atteindre 60 % », note le directeur général, Stéphane Muscat. Calendrier envisagé : trois ans, un de procédures, un d'études, un de mise en œuvre.

30 MARS 2017

technologie

Un véhicule futuriste conçu par des étudiants

l'essentiel

Les étudiants Toulousains de l'IUT GMT présentent un véhicule conçu dans leurs ateliers et qu'ils feront concourir à Londres à l'occasion du Shell Eco Marathon.

C'est un drôle d'engin, autour duquel les étudiants de deuxième année de l'IUT Génie Mécanique et Productique s'affairent dans leur atelier. L'objet de toute cette agitation ; un petit véhicule d'à peine deux mètres de long. Une voiture, qu'on croirait sortie d'un vieux film de science-fiction, et que les étudiants feront concourir lors du Shell Eco Marathon à Londres, à la fin mai.

Depuis plus de 30 ans, la compagnie pétrolière organise cette compétition au cours de laquelle des étudiants du monde entier s'affrontent pour parcourir le plus de kilomètres avec seulement 1 litre d'essence.

Ce projet de voiture écologique, s'inscrit dans le cadre des cours du DUT, mais va bien au-delà pour ces jeunes passionnés. « C'est un projet de deuxième année, explique Lilian Mazzer, mais avec Florent, le pilote, nous y participons depuis l'an dernier. »

Il ne s'agit pas ici, de sous-traiter le travail. En effet, chaque pièce est fabriquée au sein de l'atelier.



Grégoire Alles, Florent Gonzalez et Lilian Mazzer : trois des membres de l'équipe devant leur véhicule écologique. /DDM F.C

La base même de la voiture a été moulée sur place. Depuis la première génération de la Cati (le petit nom de l'auto et l'acronyme de Conception Automobile Toulouse IUT), de nombreuses modifications ont vu le jour.

Un véhicule hybride

Cette année, le défi principal était de faire avancer l'auto grâce à un moteur hybride. Mais le règlement du marathon est très strict à ce sujet : la seule énergie consommée doit être un litre d'essence. Pour contourner cette contrainte, et quand même avoir

recours à l'électricité, les étudiants ont utilisé un système permettant de récupérer l'énergie lors des freinages et recharger ainsi les batteries. L'énergie électrique reste alors dans le circuit. Grâce au système hybride, les étudiants espèrent battre le record de leurs prédécesseurs et atteindre les 300 km pour un litre consommé.

Cet après-midi, ils présenteront leur véhicule aux sponsors et partenaires lors d'un test grandeur nature sur le circuit Candie Daniel Pescheur de Toulouse.

B.A

SAINT-JEAN

31 MARS 2017

Monkey Park pour l'école de handball

Les plus jeunes licenciés ont été à l'honneur samedi ! La promiseuse relève du Handball saint-jeannais – en panne de salle pour leur séance hebdomadaire – était conviée par ses entraîneurs à venir s'amuser au Monkey Park de L'Union. Les diverses activités de l'établissement du Nord-Est toulousain ont eu raison de la fougue des Karabatic en herbe. Grimper, glisser, jouer au ballon... Tout était mis en œuvre pour qu'ils dépensent leur énergie débordante !

D'autre part, dix matchs ont eu lieu le week-end dernier, tous à l'extérieur, et le moins que l'on puisse dire, c'est que les gymnases de la région n'ont pas beaucoup réussi aux collectifs du HBCSJ... Chemin tout tracé vers la montée pour les Seniors Féminines, après leur victoire



Les jeunes pousses du club de handball

sans fioritures à Castres, 27 à 15, tandis que l'équipe 1 Masculine est rentrée défaite de Montauban, 28 à 25, en Pré-Région 82. Chez les jeunes, seules les -13

Féminines sont allées gagner en terres adverses (29 à 19 à Villefranche-de-Lauragais), puisque le reste des équipes en lice : -18F, -15F, -15G2, -13G, -11F et -11G,

est revenu bredouille de ses déplacements. Le prochain week-end sera calme puisque seuls les Seniors et les -15 Filles seront en lice.

« Paradis latin » à Palumbo

Ce soir à 20 h 30, à l'Espace Palumbo, l'Association culturelle Gabriel-Fauré et la mairie de Saint-Jean accueillent le mandoliniste Julien Martineau pour le concert « Paradis latin », titre de son album paru chez Naïve en 2016. Lors de ce concert, il propose un voyage musical à travers le répertoire italien et sud-américain, estompant les frontières entre musiques savantes et populaires. La formation en trio mandoline, guitare (Eric Franceries), contrebasse (Bernard Cazauran) apporte à ces compositions une couleur et une profondeur inédites.

Au programme : Tarantella, Mazurka op. 141, Boléro op. 26 de Raffaele Calace (1863-1934) ; Czardas de Vittorio Monti (1868-1922) ; Danses roumaines populaires de Béla Bartók (1881-1945) ; Valse fantas-



Le mandoliniste Julien Martineau. / Photo Jean-Baptiste Millot.

tique de Enrico Marucelli (1877-1907) ; Histoire du Tango d'Astor Piazzolla (1921-1992) ; Capriccio spagnolo de Carlo Munier (1859-1911). Julien Martineau et son trio se sont produits en direct lors de l'émission télévisée « Les Victoires de la musique classique 2017 ».

Réservations au 07 68 53 48 58 ou en ligne sur www.gabrielfaure.festik.net

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

l'union

31 MARS 2017

semaine sans pesticides

Quand la ruche devient pédagogique

À L'approche de la semaine sans pesticides, l'Unionnais Gérard Freyssenge, apiculteur et auteur des livres jeunesse « Au royaume des abeilles » et « Jardinons bien, jardinons bio », intervient dans des classes des écoles Borde d'olivier et Belbèze à la demande des enseignants pour présenter la vie des abeilles aux élèves et les sensibiliser sur le rôle important de ces insectes, en espérant que cette jeunesse réussira à avoir un impact sur la planète. Rencontre.

Comment est née votre démarche éducative ?

Lors des dédicaces de mes livres, j'ai rencontré des enseignants qui m'ont demandé d'intervenir sur la vie des abeilles. J'ai conclu qu'il y avait un vrai besoin. J'ai observé ce qui existait, puis j'ai créé mes propres modules pédagogiques.

En quoi consistent vos présentations ?

Mes modules de présentation sont conçus en fonction des publics concernés (élèves de maternelles, écoles élémentaires, collèges et lycées). Avant ma visite, les enseignants ont le livre « Au royaume des abeilles » comme support pédagogique. Le jour de



Gérard Freyssenge, apiculteur et auteur, dans les écoles. / Photo DDM, Laurette Lacaza

mon intervention, je lie les problèmes de sécurité en présence d'une ruche vivante vitrée, je présente une ruche pédagogique de mon partenaire « Icko Apiculture ». La ruche contient une vingtaine de clichés encadrés du photographe des abeilles, Eric Tourneret, qui permet de voir et comprendre la vie des abeilles, le fonctionnement de la ruche et des cadres de miel avec une vidéo projection adaptée au niveau de l'auditoire. Pendant la séance je revêts mon équipement vestimentaire d'apiculteur avec

l'importance des détails, chaque élève repart chez lui avec un petit pot de miel de 30 grammes.

Quel est le rapport des enfants aux abeilles ?

Les enfants désirent apprendre et connaître les abeilles. Même si elles leur font peur car elles piquent, ils les aiment pour le miel qu'elles produisent et le symbole qu'elles représentent ! J'aborde aussi le rôle indispensable de ces insectes dans la biodiversité. Sans pessimisme, je lance un cri d'alarme en espé-

rant que si c'est trop tard pour certains adultes, les enfants prendront conscience que la main de l'homme peut anéantir des milliers d'abeilles, mais aussi des plantes, et tôt ou tard l'humanité ! Un jour j'espère qu'ils crieront : Vive les abeilles, à bas les pesticides ! Et plus tard qu'ils auront une ruche dans leur jardin...

Recueilli par Laurette Lacaza

Contact : 06 72 65 22 10 et g.freyssenge@orange.fr [facebook.com/g.freyssenge](https://www.facebook.com/g.freyssenge)